lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 165 — SEMAINE DU 26 OCTOBRE AU 1er NOVEMBRE 1971 — PRIX : 2 F

VIVE LE COMMUNISME

avec lequel Brejnev n'a rien à voir

courrier des lecteurs

Contrex, Vittel, Perrier... les eaux troubles de l'anti-syndicalisme

Un militant C.F.D.T. des sources d'eaux minérales de Vittel nous a fait parvenir, à fin d'impression, un tract C.G.T.-C.F.D.T. dont nous extrayons les passages suivants :

LE SYNDICALISME DANS LES EAUX MINERALES

Depuis quelques années les salariés des usines d'embouteillage s'organisent. Les responsables syndicaux de Vittel, Evian, Perrier se rencontrent, discutent des problèmes en cours, élaborent une stratégie syndicale globale.

Ainsi l'objectif prioritaire pour Vittel est le rattrapage de la prime d'ancienneté, le but commun à tous les syndicats des eaux minérales étant la création d'une convention nationale des eaux minérales. Cela devrait se traduire, dans les années à venir, par des discussions paritaires au niveau national entre les directions générales et les délégués. En cas de conflit, la lutte serait à mener par tous les travailleurs : Evian, Vittel, Contrex, Perrier...

LES PATRONS MASSACRENT LES SYNDICATS

Devant cette montée de la force syndicale, les patrons contre-attaquent. Le système est simple, pratique, pas onéreux du tout : on licencie les délégués ! **et, pour se donner bonne conscience, on** invente **un dossier (atteinte à la liberté du travail, incitation au sabotage, sabotage...).**

LES MASSACRES DU GROUPE PERRIER

A Contrexeville : **en juin 1970, la direction met « à pied » deux délégués C.G.T. Le Comité d'entreprise, l'Inspecteur du travail, le ministre du Travail, le tribunal, refusent le licenciement.**

Malgré cela, la direction refuse de réintégrer les deux délégués (la loi, pour les patrons, ça compte seulement lorsqu'on peut s'en servir).

A Vergèze : **la direction générale demande au tribunal d'autoriser le licenciement de dix salariés, dont neuf délégués C.F.D.T. et C.G.T. (on ne badine pas !).**

Le tribunal de Nîmes vient de prononcer le licenciement de cinq délégués C.F.D.T. et C.G.T., le syndicat fait appel.

L'appel est fixé à Nancy, au 20 octobre 1971.

LES MASSACRES DU GROUPE VITTEL

La direction de Vittel, leader de l'emballage plastique ne veut pas se laisser distancer par son concurrent Perrier dans le domaine de la répression syndicale.

A Vittel : **après les événements de juillet 1970, la direction demande le licenciement d'un délégué C.F.D.T. pour une soi-disant** incitation au sabotage. **Le Comité d'entreprise et l'Inspecteur du travail refusent. Comme on ne peut pas soupçonner les sabotages, cela voudrait-il dire que la direction de Vittel a inventé une histoire pour se débarrasser d'un délégué ? (Tous les moyens sont bons.)**

La direction se retourne vers les tribunaux, la C.F.D.T. attaque à son tour devant les tribunaux.

L'APPEL EST FIXE A NANCY, AU 20 OCTOBRE 1971

Aux Abatilles. : **la direction demande le licenciement d'un délégué C.G.T. pour un soi-disant sabotage (sans doute un** sabotage **commis à** Arcachon **par la C.G.T., sur les** incitations au sabotage **de la C.F.D.T. de Vittel !).**

La C.G.T. attaque à son tour devant les tribunaux : tribunal d'Arcachon, 4 octobre 1971.

LA SOLUTION DU PROBLEME

— Les grandes grèves de 1936 ont permis les délégués du personnel **que vous connaissez en 1971.**

— La résistance française a permis l'instauration des délégués au Comité d'entreprise **en 1945.**

— Les occupations massives d'usines en mai 1968 ont permis la création des sections syndicales d'entreprise et des délégués syndicaux.

— Les grèves massives en 1970 assurent une protection efficace aux délégués syndicaux et la condamnation à des peines de prison ferme aux patrons récalcitrants...

C.F.D.T. - C.G.T.
Section Vittel.

« L'Ecole émancipée » communique :

Dans l'Education nationale, la répression bat son plein

Suspendue de son poste le 28 mars 1971, Cluchague, professeur agrégée au lycée Stendhal à Grenoble, vient d'être révoquée.

On lui reproche d'avoir discuté avec ses élèves de 2e du contenu d'un tract que ceux-ci avaient amené, relatant l'expérience de non directivité de Selma.

Mise en cause par trois parents d'élèves et au Conseil d'administration par des représentants de la fédération Armand, elle est l'objet d'une inspection téléguidée. Devant le refus de l'Inspecteur général d'exposer ses conceptions pédagogiques, elle se déclare dans l'impossibilité de faire normalement son travail dans ces conditions exceptionnelles.

La suspension intervient bientôt, suivie de la sanction maintenant connue.

Après les radiations de Jacques Bertin (maître auxiliaire au lycée Mallarmé à Paris), de Gérard Polat (professeur certifié à Ferminy), cette révocation marque une nouvelle étape dans la répression.

Tandis que :

— la circulaire du 8 janvier 1971 restreint la liberté pédagogique,

— la liberté pédagogique est constamment remise en cause par les autorités administratives et des Conseils d'administration qui se transforment en tribunaux de Salut public,

— des centaines de maîtres auxiliaires sont réduits au chômage, des dizaines d'enseignants sont suspendus, d'autres mutés, voire révoqués, il n'est pas possible que les enseignants et leurs organisations syndicales restent muets.

L'Ecole émancipée apporte sa solidarité au Comité de soutien de Françoise Cluchague et souhaite que les syndicats enseignants organisent — à l'image de l'initiative clairvoyante mais limitée de l'Institut coopératif de l'Ecole moderne — un vaste mouvement de protestation contre la répression dans l'enseignement.

Les conditions de travail dans l'hôtellerie

Fort heureusement, il a fallu mai 68, pour qu'un demi-siècle de servitude, **fasse prendre conscience aux employés saisonniers, des cafés, hôtels, restaurants qu'ils étaient honteusement exploités par des patrons** négriers et rétrogrades **qui ne cherchent que leur propre profit, se fichant éperdument de la législation du travail, et ne cherchant qu'à frauder.**

Des conditions de travail, **il faut y voir qu'en général le personnel fait en moyenne entre 13 à 18 heures de travail par jour, pour des salaires déshumanisants de 400 à 700 F mensuels comme fixe, avec jamais d'heures supplémentaires payées, ni aussi jamais de journées de repos hebdomadaire données et souvent jamais de congés payés pris ou payés .**

Ces employeurs rétrogrades capitalistes diront « Ils touchent des gros pourboires », or, en fait, c'est un mensonge honteux, les pourboires dans les stations de sports d'hiver, thermales et balnéaires n'existent plus, c'est le patronat et leurs mafias qui se les mettent dans la poche.

Conditions de vie. **Le personnel est logé dans des locaux à espaces restreints, en cohabitation avec des personnes des deux sexes venues d'horizons divers ; ils couchent sur des grabats et paillasses sans sanitaires, dans un véritable « taudis ». La loi Parodi oblige l'employeur à** nourrir son personnel ; **stupéfiant, on s'aperçoit que ce sont souvent les restes et déchets des clients qui servent de nourriture aux personnels. Certains de ces négriers ne veulent même pas donner cette nourriture à leurs chiens.**

Le personnel hôtelier se trouve souvent dans l'obligation de vivre une vie de célibat, ne pouvant à cause des longues heures de travail, de 7 h du matin à 22 h, s'occuper à créer une famille, sachant très bien qu'ils ne pourront s'occuper comme tout le monde de leur femme et de leurs enfants afin de leur porter éducation.

Certains vont même à affirmer qu'ils ne savent plus ce qu'est un dimanche.

H.J., Chambéry.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6e

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarif des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

LUTTE OUVRIERE

organise une réunion publique :

LA PEINE DE MORT

ILLUSTRATION DE LA BARBARIE

DE LA SOCIETE D'EXPLOITATION

Vendredi 29 octobre, à 20 h 30

SALLE DE LA MUTUALITE

24, rue Saint-Victor - Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 2 F

Éditorial

Vive le communisme avec lequel Brejnev n'a rien à voir

CENT un coups de canon », « un tapis rouge long de 80 mètres », « les honneurs militaires », « des gardes municipaux en grande tenue, sabre au clair », **un** « cortège encadré d'une escorte en V de motards de la Garde républicaine, **la** « fanfare à cheval de la Garde », **tous ces détails sur l'accueil officiel réservé à Brejnev sont extraits, parmi bien d'autres, de** L'Humanité **du 23 octobre qui exulte à l'idée que le premier secrétaire du P.C.U.S. soit traité comme un chef d'Etat, et qui invite tous les Parisiens à aller l'acclamer.**

Eh oui, Brejnev sera traité comme un chef d'Etat. Comme un vulgaire chef d'Etat. Comme un vulgaire souverain étranger venant rendre visite à Pompidou et à Madame dans leur palais élyséen, se faire loger, mais oui ma chère, dans les fastes de Trianon, et discuter affaires avec les représentants de la bourgeoisie française, et c'est bien pour cela que les travailleurs de ce pays n'ont aucune raison particulière de se réjouir de cette visite ou d'aller agiter des petits drapeaux sur le passage du cortège.

Et que ces petits drapeaux soient rouges ne change rien à la chose, car s'ils sont de la même couleur que celui de la révolution sociale, ils n'en ont pas la même signification, ils ne sont que le symbole de l'Etat russe. La bourgeoisie ne s'en inquiète pas, pourquoi les travailleurs s'en féliciteraient-ils ?

Ce n'est d'ailleurs pas au nom de la lutte de classe et du socialisme, mais au nom d'intérêts nationaux n'ayant au fond rien de commun avec ceux des travailleurs, que le quotidien du Parti communiste français salue la venue en France de Brejnev. Ce n'est pas aux travailleurs de toutes nationalités, français et immigrés, qu'il s'adresse, mais aux « patriotes lucides et partisans de la détente ». **Ce n'est pas l'appartenance de la classe ouvrière de ce pays et de la classe ouvrière de l'Union soviétique au même prolétariat international qu'il exalte, mais les** « liens d'amitié et de coopération ayant toujours existé entre nos deux peuples et nos deux pays » **(Georges Séguy dixit), utilisant les mêmes formules hypocrites que les chefs d'Etat en voyage échangent en vertu du protocole, et pour mieux masquer aux peuples la vraie nature de leurs rapports.**

Si pour le P.C.F. et la C.G.T. il faut aller applaudir le représentant de l'U.R.S.S. en France, c'est au nom de l'intérêt « national » (l'intérêt des patrons, ou celui des travailleurs ?), et la palme en ce domaine appartient incontestablement au Comité d'entreprise à majorité C.G.T. de la Régie Renault qui déclare : « Les élus du Comité d'établissement... prennent acte du développement des relations commerciales, et en particulier, des derniers accords passés avec l'U.R.S.S., qui portent sur un marché de un milliard deux cent millions de francs. Cela doit assurer aux travailleurs... du travail, donc des garanties dans cette branche d'activité, l'emploi et le revenu ». **Comme si le problème était de « donner du travail » à la classe ouvrière, au lieu de lutter pour son émancipation de l'esclavage salarial.**

N'en déplaise aux dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T., les travailleurs de ce pays, comme tous les travailleurs du monde, ont bien d'autres raisons de se sentir solidaires de la classe ouvrière de l'Union soviétique que « l'intérêt national » bien compris. Aucun travailleur conscient ne peut en effet oublier qu'il y a cinquante-quatre ans, la classe ouvrière russe, prenant en main ses propres destinées, construisit le premier Etat ouvrier de l'histoire, appelant les travailleurs et les opprimés du monde entier à la rejoindre dans la lutte pour la victoire de la révolution socialiste mondiale. Aucun travailleur conscient ne peut oublier que le jeune Etat soviétique, qui avait fait du drapeau rouge de la révolution son drapeau, et de l'Internationale son hymne officiel, incarnait alors les espoirs des prolétaires du monde entier, et de tous les « damnés de la terre ».

Mais ce n'est pas cet espoir-là que les Brejnev et leurs semblables incarnent aujourd'hui. Ils représentent au contraire la caste de ceux qui, avec Staline, à l'aide d'une des plus féroces dictatures que l'histoire ait connue, ont écarté la classe ouvrière du pouvoir en Union soviétique, et ne recherchent qu'à « s'arranger » bien gentiment avec la bourgeoisie de tous les pays, pour jouir en paix des privilèges qu'ils se sont octroyés.

La « fanfare à cheval de la Garde républicaine » n'a pas eu besoin d'apprendre l'Internationale pour accueillir Brejnev, parce qu'il y a longtemps que l'Internationale a cessé d'être l'hymne de l'Union soviétique. Et les drapeaux rouges qui vont flotter pendant une semaine au fronton des édifices publics n'auront en l'occurrence d'autre signification que celle d'être le symbole de l'actuel Etat russe, d'un Etat qui opprime la classe ouvrière de l'Union soviétique, et qui, de Budapest à Prague, maintient les peuples de l'Europe orientale sous sa botte.

Le communisme, le vrai, celui qu'incarna le jeune Etat soviétique à l'époque de Lénine et de Trotsky, reste la seule voie qui puisse permettre à la classe ouvrière de se libérer du joug de l'exploitation capitaliste. Mais quels que soient les titres dont il se pare, Brejnev n'a rien de commun avec ce communisme, et ce n'est pas aux travailleurs de ce pays qu'il vient rendre une visite amicale, mais à leurs exploiteurs et à leurs oppresseurs.

A BAS BREJNEV, ET VIVE LE COMMUNISME !

POUR LA SOLIDARITE AVEC LE MOUVEMENT CONTRE LA GUERRE POUR LA VICTOIRE DES PEUPLES D'INDOCHINE

Le 6 novembre, des centaines de milliers de personnes manifesteront, aux U.S.A., contre la guerre au Vietnam et pour le retrait de toutes les troupes américaines d'Indochine.

Ces manifestations, qui auront lieu à l'appel du National Peace Action Coalition et du People's Coalition for Peace and Justice et du Student Mobilization Committe, revêtent une importance particulière au moment où, au Vietnam même, un nombre de plus en plus important de GI's se dressent contre la sale guerre et refusent de combattre.

En signe de solidarité, et pour la victoire des peuples d'Indochine, en France, 12 organisations et tendances, dont Lutte Ouvrière, appellent à une

MANIFESTATION DE RUE

SAMEDI 6 NOVEMBRE
à 15 heures à PARIS

Amis, sympathisant et lecteurs de **Lutte Ouvrière** y participeront nombreux.

sommaire

EN FRANCE

● La justice, la police

Page 7
— Procès de **Rouge...** interpellation de militants : Marcellin à l'œuvre.
— Nanterre : la police ratisse et quadrille une cité ouvrière.
— Bon séjour, Monsieur Dupont.

Page 15
— 17 octobre 1961 : quand la police française assassine des dizaines de travailleurs algériens en plein Paris.

● La « Nouvelle Société » en action

Page 17
— Les nouvelles mesures pour la retraite : une simple restitution.
— Chaban et les enseignants.

Page 24
— Quand la Bourse joue à la Marette.
— Un dragueur dans la rade de Brest.
— Budget 1972 : plus d'impôts pour les travailleurs, plus de crédits pour les patrons.

● Le vrai visage de la C.G.T. et du P.C.F.

Page 6
— Le grand malaise de la C.G.T.

Page 5
— Vierzon : une salle pour **Lutte Ouvrière** (suite).

● Transports en commun

Page 5
— Manifestation des Comités d'usagers : Mitterrand-Chaban... discussion bidon.
— Lyon : des projets, encore des projets, mais pas d'améliorations réelles.

● Dans les entreprises

Page 18
— Berliet veut régler ses problèmes sur le dos des travailleurs.
— S.K.F. : quand la direction rationalise.

Page 19
— Renault (Billancourt) : provocation de la maîtrise, riposte efficace des travailleurs.
— Mazières (Bourges) : il faut savoir faire terminer une grève.

DANS LE MONDE

Pages 8-9
— Les luttes ouvrières en Espagne.

Page 10
— Le Mexique à l'heure des enlèvements.
— Lettre d'Italie.

Pages 12-13
— Il y a quinze ans : l'insurrection hongroise.

Page 16
— L'Iran : du rêve à la réalité.

DIVERS

Pages 21-22
— Feuilleton.

Page 23
— Livre : « Les années sans pardon », de Victor Serge.
— Film : « Le propriétaire ».

en bref... en bref... en bref...

L'escalade de l'armée anglaise en Irlande

L'Irlande du Nord, installée dans la guerre, ne connaît pas de semaine sans nouveaux troubles et morts supplémentaires. Aujourd'hui, sous prétexte d'une recrudescence des attentats, le nombre de soldats anglais stationnant en Irlande a été augmenté. Il est passé à 14.000. Ce n'est sans aucun doute pas une mesure destinée à ramener le calme. Pendant que les frontières sont fermées, que les routes sont coupées avec l'Irlande du Sud, les paquets contrôlés pour empêcher l'envoi d'armes à l'I.R.A., l'Angleterre choisit officiellement d'augmenter sa force armée au service du gouvernement protestant de Belfast. Si aucune nouvelle orientation politique n'intervient, la situation ne pourra

qu'aller en se dégradant davantage. Et comme à Chypre, c'est toujours davantage de soldats que l'Angleterre devra envoyer sans pour autant régler le moins du monde le conflit. Car, à chaque nouveau soldat occupant, c'est peut-être un catholique combattant de plus qu'elle fait surgir. La solution politique qu'elle se refuse à envisager actuellement est inévitable. Forcée de quitter le terrain, l'Angleterre le sera comme la France l'a été en Algérie. Et pour qu'un démagogue comme le sénateur U.S. Kennedy se permette, dès aujourd'hui, de suggérer le retrait de la Grande-Bretagne et la constitution d'une Fédération de l'Irlande du Nord avec l'Eire (propagande électorale oblige — tout le monde sait la forte proportion d'Irlandais dans le personnel politique américain et leur rôle indispensable en cas d'élections), c'est que malgré tout cette solution est la seule.

Cette solution, l'Angleterre ne s'y résoudra que contrainte et forcée, et une fois encore après que des milliers de morts aient payé le prix de sa politique coloniale.

Le Prix Nobel à Willy Brandt : quoi de plus normal ?

C'est à Willy Brandt qu'a été décerné cette année le Prix Nobel de la Paix, seul chef d'Etat en fonction à avoir reçu cette distinction, paraît-il, premier Allemand depuis 37 ans, etc. La presse n'en finit pas de faire du bruit autour de cet événement, de s'en féliciter et de nous décrire d'une plume fébrile l'émotion du chancelier, la satisfaction de ses amis. Le Parlement suédois aurait décidé de décerner ce « Prix Nobel de la Paix » à Willy Brandt en raison de sa « politique d'ouverture à l'Est » et de ses efforts pour le rapprochement Est-Ouest.

C'est évidemment cocasse de penser que la politique qui consiste à défendre les intérêts impérialistes de l'Allemagne de Bonn, et qui vise à terme à réunir les deux Allemagne sous la houlette de l'Ouest, puisse valoir un Prix Nobel de la Paix !

Mais, après tout, ce prix n'a-t-il pas été fondé par l'inventeur de la dynamite qui pensait — qui disait ! — que son invention supprimerait la guerre en la rendant trop horrible, ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché de faire fortune en en vendant à toutes les armées du monde, avec les résultats que l'on sait en ce qui concerne la guerre.

Alors, de ce point de vue, le Parlement suédois ne se trompe pas, Willy Brandt a bien mérité de l'inventeur de la dynamite !

« Bon séjour Monsieur Dupont »

M. Dupont est en Espagne, à Alicante. Il y passe des jours tranquilles bien qu'il sache qu'un mandat d'arrêt international est lancé contre lui pour trafic d'influence et faux documents administratifs. En fait, là-bas, il peut dormir tranquille sur le milliard d'anciens francs que lui a rapporté son agence de « conseil technique en matière de main-d'œuvre étrangère ».

Car M. Dupont est cet ancien policier qui, à Meulan, faisait payer 600 à 900 F aux travailleurs immigrés pour les « conseiller » sur les démarches qu'ils devaient effectuer pour trouver du travail et des permis de séjour et de travail. En cheville avec certains éléments du bureau de la main-d'œuvre de la mairie de Meulan, il procurait à ses « clients » permis de travail ou de séjour pour la modique somme de 2.500 à 3.500 F. Une enquête, qui avait duré deux ans, avait abouti à un non-lieu aussi bien en ce qui concerne Dupont qu'en ce qui concerne le bureau de la main-d'œuvre.

Par contre, lorsque les maoïstes, après une campagne de dénonciation, avaient mis à sac le bureau de la main-d'œuvre de Meulan, la police et la justice avaient fait diligence : vite arrêtés, trois militants maoïstes avaient été jugés six mois après, et deux d'entre eux condamnés à de la prison avec sursis. Lors du procès, Dupont avait été cité comme témoin et avait pu tranquillement, en face des accusés qui le dénonçaient, exposer ses activités avec tout le racisme dont peut être capable un ancien policier devenu négrier. Alors que les maoïstes qui l'avaient dénoncé étaient condamnés, Dupont pouvait s'en aller sans être inquiété le moins du monde, alors qu'il avait répondu à un des accusés, qu'effectivement il comptait partir en Espagne.

Et il aura fallu près d'un an à la justice, qui avait été si expéditive contre les maoïstes, pour mettre en prison un de ses complices qui lui servait de rabatteur et faire sanctionner deux fonctionnaires du Ministère du Travail. Ce qui a permis à Dupont de prendre le large muni d'une respectable fortune et d'aller en Espagne, où il ne risque pas grand chose et surtout pas d'avoir à trouver, comme ceux qu'il escroquait, un travail sale et dangereux pour vivre.

Nous n'allons pas gober ça

Le 18 octobre, une « Croisière Pollution » était organisée sur la Seine par France-Inter. A bord d'un bateau-mouche, des représentants de sociétés de protection de la nature, des membres de l'administration des Ponts et Chaussées, des journalistes et autres personnalités ont remonté la Seine de Rouen à Suresnes et constaté... qu'elle ressemble de plus en plus à un égoût. On n'avait vraiment pas besoin de toute cette mise en scène pour le savoir ! C'est vraiment Marie-Chantal qui descend dans le métro. Lequel d'entre nous ignore cela !

Constater la pollution, c'est à la portée de n'importe qui, surtout au stade où elle en est arrivée, c'est visible à l'œil nu et ça se sent de loin. N'importe quel pêcheur à la ligne du dimanche sait que les poissons dépérissent, et sont parfois tués massivement par l'évacuation brutale de déchets plus nocifs que d'habitude.

Tout le monde sait que les industriels, les municipalités considèrent les rivières, les fleuves, la mer, comme des égoûts naturels. Les amendes qu'ils risquent — et qui sont rares — sont de toute façon bien inférieures à ce qu'il leur en coûterait pour installer des systèmes anti-pollution.

A certaines périodes, la quantité d'eau polluée déversée dans la Seine à Paris égale son débit !

On amuse le peuple avec ces histoires de « croisières », de « campagnes d'information ». Les responsables sont connus, les moyens d'y remédier sont eux aussi connus. Mais voilà, ceux auxquels il faudrait s'attaquer sont des intouchables !

Circulation : on se paye... notre tête

On a eu beau les assaisonner d'hôtesses contractuelles, au sourire facile, à ce qu'on dit, les parcomètres qu'on vient d'installer dans certains quartiers parisiens n'arrivent pas à séduire les automobilistes.

Il fallait que ça paie. Et bien cela a payé. On a ramassé du chewing-gum, des épingles à cheveux, des trombones et des jetons de téléphone, ce qui a eu pour effet de bloquer une bonne partie de ces engins. Certains ont même ramassé... le parcomètre. Il est vrai que cette sourde résistance des premiers jours est seulement symbolique. Bon an mal an, les automobilistes, ces perpétuels « tondus » du gouvernement, devront bien s'habituer à cracher la dîme.

L'imagination gouvernementale tient en quatre mots : « faire payer avant tout ». De la vignette aux amendes, en passant par les parcomètres et autres trouvailles du même style, il n'est question que de rendre la circulation plus chère, mais pas du tout de l'améliorer. Haro sur les plus pauvres ! Mais tant pis pour les embouteillages !

En attendant que ceux qui n'ont pas les moyens soient définitivement hors de combat, des bruits très pessimistes arrivent à circuler (— les veinards —). On parle du ticket payant, donnant droit à un heure de circulation dans Paris. Nous tenons à rassurer nos lecteurs : c'est encore pour l'instant une fausse nouvelle.

SOLIDAIRES DES MILITANTS TURCS

Pour avoir combattu l'impérialisme, pour s'être élevés les armes à la main contre la dictature des généraux, pour avoir lutté contre l'état d'exception, dix-huit militants de l'Armée de Libération de Turquie viennent d'être condamnés à mort. Ils sont accusés d'assassinat ; ils n'ont en fait qu'enlevé quatre militaires américains qui furent ensuite libérés totalement indemnes. Ils voulaient ainsi protester contre la mainmise de l'impérialisme américain sur leur pays, alors que les classes dominantes turques s'apprêtaient à instaurer une dictature militaire, incapables qu'elles étaient de freiner la mobilisation populaire dans les limites de la démocratie bourgeoise.

La maffia des généraux a constitué des tribunaux d'exception et modifié la Constitution tout spécialement pour juger les jeunes révolutionnaires qu'elle n'a pu encore assassiner. Leur seul crime est donc de lutter contre l'étouffement, l'asservissement, l'exploitation de leurs peuples. D'un instant à l'autre, ils peuvent être exécutés. D'autres procès sont en cours, les prochaines charettes de la dictature contiendront des dizaines d'autres militants révolutionnaires.

La condamnation des dix-huit militants de l'ALT s'inscrit dans l'offensive contre-révolutionnaire de l'impérialisme et ses agents au Moyen-Orient, de la tuerie anti-communiste au Soudan aux attaques répétées contre la Résistance palestinienne.

La défense des dix-huit condamnés d'Ankara prend toute son ampleur en France quand on sait qu'un des rédacteurs de la loi anti-casseurs collabora à l'élaboration de la nouvelle Constitution turque.

Les organisations soussignées appellent toutes les organisations démocratiques, ouvrières et révolutionnaires à se joindre à leur appel et à n'épargner aucun effort unitaire pour défendre les dix-huit d'Ankara.

Comme lors du procès des six de Burgos, il y a un an, mobilisons-nous en masse pour leur sauver la vie !

TOUS AU MEETING
Jeudi 28 octobre
MUTUALITE, Salle C, 20 h 30

P.S.U. - Ligue Communiste - Révolution - Union des Etudiants Turcs en France - Front Uni Patriotique Turc - Secours Rouge - Ligne Rouge - Lutte Ouvrière.

“ Mitterrand-Chaban : discussions bidon ! ”

PLUSIEURS MILLIERS DE MANIFESTANTS DANS LA RUE

VENDREDI 22 octobre. **Au Parlement, le gouvernement consent à répondre aux questions des députés concernant les entreprises nationales, MM. Chaban-Delmas et Mitterrand échangent leurs points de vue respectifs concernant la hausse des tarifs de la R.A.T.P., le premier affirmant imperturbablement que** « nous sommes à la pointe du progrès » **et se réjouissant parce que** « entre 1958 et 1971, le prix des transports a seulement triplé » **et le second lui répliquant en découvrant la fatigue des travailleurs usagers du métro et, ô perspicacité, allant jusqu'à** « suspecter l'Etat de connivence avec les entreprises privées... ».

Pendant ce temps, loin des duels à fleurets mouchetés qui se déroulent dans l'arène parlementaire, les usagers manifestent dans la rue. A l'appel de la Fédération des Comités d'usagers de la région parisienne, et avec l'appui du P.S.U., **de l'**A.M.R. **et de** Lutte Ouvrière, **plusieurs milliers de manifestants se rassemblent à partir de 18 h 30 devant la gare du Nord. Le pouvoir a interdit la manifestation qui avait été projetée et qui devait se dérouler de la gare du Nord à la gare Saint-Lazare, interdiction motivée par la crainte que soit « troublé l'ordre public », formule juridique classique qui sert de paravent commode à l'arbitraire du gouvernement. Un rassemblement a cependant été toléré dans la cour de la gare du Nord. Sans doute pour faciliter la circulation, la gare du Nord et les rues avoisinantes sont noires de policiers dont les cars sont rangés dans n'importe quel ordre et dont les voitures-pies sont garées en troisième position !**

L'important dispositif policier n'empêche pas les manifestants de se regrouper sur le terre-plein de la gare et d'occuper toute la rue pendant vingt minutes. Le cortège comprend alors plusieurs milliers de personnes. Aux banderoles des Comités d'usagers venus pour la plupart de banlieue se mêlent les calicots de sections syndicales d'entreprises qui ont apporté leur soutien à la manifestation. Et les slogans fusent : « Mitterrand-Chaban, discussions bidon ». « Pas de bla-bla-bla, des actes ! », « Métro, boulot, dodo, y en a marre ! ». « Pas de buildings de luxe, le métro en banlieue. » « La carte unique payée par le patron. »

En bon ordre, le cortège, suivi par de nombreux curieux, visiblement approbateurs, se dirige alors vers la cour intérieure de la gare du Nord. Tandis que les Comités d'usagers, banderoles déployées, prennent place dans la cour dont les voûtes résonnent des slogans lancés, un meeting va avoir lieu. Plusieurs camarades, de la Fédération des Comités d'usagers et des organisations qui soutiennent le rassemblement, se succèdent alors pour dénoncer la politique du pouvoir en matière de transports, pour affirmer que les discours au Parlement ne changeront rien et que les usagers ne peuvent compter que sur leur lutte, pour déclarer qu'usagers et travailleurs de la R.A.T.P. sont solidaires. Un camarade de la R.A.T.P., chaleureusement applaudi, dénonce l'attitude des syndicats dans la récente grève du métro et rappelle que seul le gouvernement peut avoir intérêt à opposer usagers et travailleurs de la R.A.T.P.

(Ph. L.O.)

Il est 19 h 30 quand les manifestants se dispersent aux accents de l'Internationale.

F. DELAIN.

VIERZON :

Une salle pour Lutte Ouvrière (suite)

APRES que Georges Marchais se soit prononcé, sur Europe n° 1, pour la liberté totale de réunion (voir *L.O.* n° 164), *on aurait pu penser que la municipalité reviendrait sur sa décision et que* Lutte Ouvrière *pourrait enfin tenir son meeting sur la rentrée sociale.*

Aussi, un tract reprenant la réponse de Marchais in extenso fut-il diffusé dans toute la ville.

Au lieu de cela, les sections du P.C.F. publièrent un communiqué déclarant qu'elles « entendent poursuivre sans faiblesse leur nécessaire lutte contre le gauchisme face à la situation de crise qui secoue la société » *(sic !).*

Et le secrétariat de Marchais répondit à un militant du P.S.U. qui lui téléphonait, qu'il n'y avait aucune contradiction entre ce qu'avait dit Marchais à la radio et le refus de la municipalité d'accorder une salle à L.O. *!*

Il y avait pourtant la contradiction flagrante entre l'attitude du P.C.F. de Vierzon refusant les salles municipales à ceux qui lui déplaisent et le programme de gouvernement du P.C.F. garantissant la liberté d'expression et le droit de réunion. Il y a maintenant la contradiction entre ce que dit Marchais à la radio et ce qu'il fait dire au téléphone.

L'Humanité *du 22 octobre (à propos de l'arrestation de dix militants de la Ligue Communiste) s'expliquait de manière embarrassée :*

« Dans le programme que notre Parti vient de rendre public, il est en outre précisé :

« Les libertés de manifestation, de réunion et d'association seront garanties... Les partis et groupements politiques pourront se former et exercer librement leurs activités dans le respect de la légalité. »

« Or, les communistes n'ont pas, comme d'autres, une politique « double ». Ils tiennent au contraire, à chaque occasion, à ce que leurs actes soient en accord avec leurs principes. » *Tiens, tiens !*

Mais, si le P.C.F. doit faire assaut de civilité auprès de ses partenaires socialistes, il ne se laisse pas enfermer par ses propres déclarations. Son attitude à Vierzon le confirme.

L.O. *tiendra son meeting à Vierzon. A moins que les dirigeants locaux du P.C.F. préfèrent continuer à s'enfoncer dans le ridicule. Car, inutile de le dire, la campagne pour la liberté d'expression continue.*

(Ph. L.O.)

LES COMMENTAIRES DANS LES ENTREPRISES

CETTE semaine, les discussions se sont poursuivies dans toute la ville. A la S.N.C.F. (20 cheminots étaient venus à nos côtés), nombreux sont ceux qui se sont remis à discuter. Un vieux sympathisant du P.C. reconnaissait que les journaux locaux avaient abaissé le nombre des participants à notre manifestation. Un ancien militant se demandait ce qu'il adviendrait des révolutionnaires (« les vrais rouges ! ») si le P.C.F. (« les faux rouges ! ») venait au pouvoir.

A Case, ceux qui sont contre nous n'en parlent pas.

A Nadella, un militant du P.C. qui était venu au rassemblement pour « défendre la mairie » s'est fait « chambrer » par deux militants du P.C.

A Flambo, deux membres du P.C. ont ouvertement expliqué qu'ils étaient d'accord pour nous donner la salle.

Sur un chantier, un ouvrier déclarait : *« Le Parti communiste, c'est comme les radis : rouge au dehors mais blanc à l'intérieur ! »*

Un autre ouvrier communiste déclarait : *« Vous, vous êtes comme le P.C. il y a cinquante ans ! ».*

C'est une affaire dont on a pas fini de parler à Vierzon.

Correspondant L.O.

Le grand malaise de la C.G.T.

DIX jours après la fin de la grève du métro, la C.G.T. et le P.C.F. distribuent des milliers de tracts dans les entreprises pour justifier leur position. Séguy organise des conférences de presse pour « tirer les leçons des grèves récentes » **et présenter un texte officiel de la C.G.T. proposant** « une action syndicale responsable et efficace ». **Il accorde des interviews aux postes périphériques pour expliquer que la confédération C.G.T. avait dès le départ désapprouvé la grève illimitée des conducteurs et que devant le rejet de cette position par les conducteurs C.G.T. eux-mêmes, elle avait adressé une lettre personnelle à tous les conducteurs syndiqués C.G.T. pour leur faire connaître précisément le point de vue de la confédération et les mettre en garde contre l'échec prévisible.** L'Humanité **accorde, bien entendu, une large place à ces déclaration. Les unions locales C.G.T. organisent précipitamment des réunions de militants pour expliquer encore et à nouveau le point de vue de la fédération. Des syndicats C.G.T. qui sont restés complètement muets pendant la grève s'empressent aujourd'hui de publier des textes dans lesquels ils** « approuvent » **la position de la Confédération ou** « reprennent à leur compte » **la politique suivie. Des textes sont votés qui obligent chaque militant à se déterminer et à se montrer solidaires de la centrale.**

L'ampleur de cette campagne qui touche aussi bien les travailleurs de la métallurgie que les employés de banque ou d'assurances et qui affecte toutes les unions locales de la région parisienne révèle l'intensité du malaise de la C.G.T. Car plus que les travailleurs, ce sont ses propres militants que la C.G.T. veut convaincre et si elle leur demande la preuve de leur fidélité par la sortie d'un matériel public approuvant la C.G.T. dans la grève du métro, c'est pour les obliger à choisir entre la confiance dans le syndicat et le doute ou la grogne stériles en dehors.

Ainsi, pour avoir ouvertement, publiquement trahi la grève de deux mille conducteurs du métro parisien, la C.G.T. doit aujourd'hui s'expliquer devant des milliers de syndiqués appartenant à toutes les professions. Elle s'explique et leur demande de s'engager, espérant ainsi briser net leur mécontentement ou leur embarras.

Depuis le printemps de cette année, la C.G.T. a fort à faire pour expliquer sa politique dans les conflits déclarés. Et les explications données ne vont pas loin. Si la C.G.T. a appelé à la reprise aussi bien à Renault-Le Mans que chez les cheminots, ou à la R.A.T.P., c'est, dit-elle, parce qu'elle devait déjouer le complot gouvernemental contre la classe ouvrière. Complot dont « le seul but est de briser la résistance des travailleurs à sa politique rétrograde » **(communiqué des U.L. C.G.T. de Gennevilliers, Asnières et Villeneuve). Faire la grève illimitée c'est donc tomber dans le piège. Autrement dit, il faut attendre tranquillement que la C.G.T. ait trouvé** « les formes d'action les mieux adaptées aux situations spécifiques dans le souci de l'unité et de la solidarité des travailleurs ainsi que du soutien de l'opinion publique » **(communiqué C.G.T.-P.C.F. du 15 octobre). Formes qui peuvent aller, vient de dire Séguy, jusqu'aux** « actions nationales interprofessionnelles, tous ensemble » **autrement dit des journées d'action comme on en a déjà connues tant dans le passé.**

En clair, la C.G.T. ne veut ni de la grève générale ni de grèves locales illimitées. Au nom des intérêts bien compris des travailleurs, elle leur propose de signer des cartes-lettres ou de se contenter d'actions d'ensemble minutées, limitées, parfaitement inoffensives. Sa politique peut se résumer ainsi : « Si l'on n'attaque pas le pouvoir, il ne vous attaquera pas ». **Comme si le pouvoir n'attaquait les travailleurs que lorsque ces derniers faisaient grève. Comme si la hausse du coût de la vie, l'extension du chômage, la crise monétaire mondiale, la détérioration des conditions de travail et de vie n'étaient pas l'expression permanente de cette « attaque » du pouvoir contre le niveau de vie des travailleurs.**

Séguy a des problèmes pour rassurer en même temps la bourgeoisie et les militants C.G.T. (Ph. A.F.P.)

La C.G.T. qui ne veut pas faire de mal à la bourgeoisie propose purement et simplement aux ouvriers de se laisser faire. Et quand ils ne se laissent pas faire, quand ils entrent en lutte, malgré elle, elle les abandonne ou les trahit, toujours au nom de cette prétendue sagesse. Ce n'est pas une politique nouvelle, mais la C.G.T. a de plus en plus de mal à la faire admettre à ses propres militants comme en témoigne la campagne d'explication actuelle.

Et même si la C.G.T. arrive à convaincre ou à vaincre beaucoup de ses militants, elle n'arrivera pas à convaincre les travailleurs qui ont vécu mai 71 chez Renault au Mans et à Billancourt, juin 71 à la S.N.C.F., et la dernière grève des conducteurs du métro. Ce n'est pas une motion d'allégeance votée à l'unanimité dans les salles de l'union locale qui mettra fin au désarroi des syndiqués C.G.T. La combattivité actuelle de la classe ouvrière repose en permanence la question de la politique à mener et les militants les plus dévoués et les plus combatifs de la classe ouvrière ne peuvent pas manquer de lui donner un jour la seule réponse possible, la réponse révolutionnaire.

Colette BERNARD.

BABCOCK :

Fin du mouvement à la cantine

(Ph. L.O.)

NOUS avons relaté, dans nos deux précédents numéros, comment, sur l'initiative de militants révolutionnaires de l'usine, un mouvement de boycott de la cantine s'était développé à l'usine Babcock de La Courneuve. Nos lecteurs se souviennent qu'à la fin de la seconde semaine de lutte, plus d'une centaine de travailleurs s'était prononcée pour la poursuite du mouvement, une réunion devant avoir lieu le mardi 19 octobre entre la direction, le marchand de soupe et les syndicats sur les problèmes de la cantine.

Les deux premiers jours de la semaine, lundi 18 octobre et mardi 19, le mouvement de boycott s'est donc poursuivi et plus d'une centaine de travailleurs y ont participé.

Le mardi a eu lieu la réunion sur la cantine. La direction a admis qu'il y avait un problème sur la qualité des repas, le marchand de soupe a déclaré qu'il faisait son possible... et chacun est resté sur ses positions. Il n'est finalement rien sorti de concret de cette réunion, la direction et le marchand de soupe s'étant contentés de très vagues promesses du genre « on fera ce qu'on pourra ». Une prochaine réunion a été fixée pour la quinzaine suivante, réunion à laquelle le marchand de soupe doit revenir avec des propositions précises de menus différents...

Le soir même, le Comité de lutte tirait les conséquences de cette réunion. Il constatait que l'attitude de la direction et du marchand de soupe avait grandement été facilitée par la position de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui n'avaient rien fait pour étendre le boycott, bien au contraire, et qui n'avaient, d'une manière générale, rien proposé sur la cantine. C'est à cette réunion qu'a été prise la décision d'interrompre le boycott, après plus de deux semaines de lutte.

Le lendemain matin, un tract était distribué et, à midi, un meeting était organisé pour tirer les leçons du mouvement et expliquer aux travailleurs les raisons de son arrêt.

Le boycott de la cantine est donc terminé. Les travailleurs en lutte n'ont pu faire céder la direction et obtenir satisfaction. Le mouvement a cependant, par de nombreux aspects, été un succès. Les travailleurs qui ont boycotté n'ont pas regretté de l'avoir fait. Ils ont montré à la direction qu'ils étaient mécontents, ils ont aussi rompu avec la routine, discuté entre eux, noué des liens. Les autres ont, d'un bout à l'autre, compris le mouvement de boycott. Et un certain nombre d'ouvriers qui allaient manger à la cantine ont même participé à la quête organisée par le Comité cantine.

Les seuls à sortir déconsidérés du mouvement, ce sont finalement les « syndicalistes » qui ont boycotté le boycott.

Correspondant L.O.

NANTERRE :

La police quadrille et ratisse une cité ouvrière

PAQUERETTES, Marguerites... ces noms de fleurs attribués aux cités HLM de Nanterre ne les rendent pas plus riantes ni agréables à vivre pour autant. Celle des Marguerites, cité de transit, montée à la hâte, située un peu à l'écart et desservie par une route défoncée n'a rien pour plaire. Et ceux qui y habitent, travailleurs algériens, portugais, etc., sont bien de cet avis. Il leur faut vivre dans cette cité provisoire, un provisoire qui dure depuis 1958...

Le très objectif journal *Le Monde* parle d'un *« refuge pour oisifs et associaux »*. A voir cette cité, il semble au contraire qu'il y ait certainement moins d'oisifs ici que dans les villas de Neuilly ou du Bois par exemple.

Dehors le soir, il y a beaucoup de jeunes et d'enfants, Algériens en majorité, et la police vient faire ses rondes régulièrement. C'est bien tout ce que la société et la municipalité PCF sont disposées à faire. Les policiers racistes qui interpellent quotidiennement des jeunes, injurient souvent, et parfois tabassent, sont bien sûr haïs. Il est vrai qu'ils s'occupent encore plus de la cité des Marguerites que des autres.

Les jeunes sont dehors à discuter au bord de la route ou dans l'entrebaillement des portes parce qu'ils ne peuvent pas toujours rester chez eux, dans leurs foyers de célibataires ou avec leurs parents, frères et sœurs dans quelques pièces. Mais où aller ? *« Il n'y a rien »* dit un O.S. algérien travaillant aux fonderies à Billancourt.

Aux Canigous, il y avait bien un foyer de jeunes, mais maintenant, il est interdit aux plus de 16 ans et les jeunes n'y vont plus parce qu'il y a trop d'indicateurs de police, disent-ils. Il y a aussi une boulangerie qui sert des boissons non-alcoolisées. Avant les vacances, il y avait toujours beaucoup de jeunes qui s'y réunissaient après le travail. Depuis, ils n'y vont plus, la patronne leur ayant reproché un jour de parler arabe entre eux.

Certains n'ont pas de travail ou changent fréquemment d'emploi. L'un d'eux explique que, dans l'entreprise de transports qu'il vient de quitter, *« on me donnait 4,50 F de l'heure pour décharger des camions toute la journée. Au foyer, je paie un loyer de 220 F par mois. De plus, il y avait un ancien légionnaire qui voulait me commander et me faire porter les charges les plus lourdes. Mais, lui, il se gardait bien d'y toucher. Alors j'ai pris mon compte le jour même »*.

Et puis un jour des jeunes ont dû en avoir assez, toujours est-il que le car de police habituel a été accueilli à coups de pierres et que celui-ci a vu deux impacts de balles s'inscrire dans sa carrosserie (carabine de foire, fusil de chasse ?).

Lundi 18 octobre, policiers et CRS vinrent en force remettre de l'« ordre » dans la cité. Un militant de notre tendance, qui allait à son travail, raconte la scène.

« Vers 6 heures, la police est intervenue. Quand je suis passé, il y avait trois CRS et un flic à chaque escalier, arme à la bretelle. Ils ont tout fouillé appartement par appartement. Personne n'avait le droit de sortir. Ils cherchaient des « armes ». Un flic est sorti tout content en brandissant une hache. Les flics avaient une attitude vraiment provocante, mais il y a encore beaucoup trop d'ouvriers français qui trouvent cela normal ».

En fait d'armes, *Le Monde* mentionne *« une carabine 22 long rifle, un revolver, des fusils de chasse, des couteaux à cran d'arrêt et des matraques »*. Mais dans quel groupe d'immeubles ne trouverait-on pas de telles « armes » en France ?

Par contre, la rumeur publique n'hésite pas à parler de fusils-mitrailleurs et certains jeunes qui aiment un peu trop les westerns et les films de Tarzan n'hésitent pas à affirmer, le plus sérieusement du monde, qu'il y a des mitraillettes à tous les étages.

Caverne d'Ali-Baba parce que la police y aurait découvert quelques larcins (accessoires de voitures, flacons de parfums !), prétendus arsenal et foyer de violence et de subversion parce que les jeunes ne se laissent pas faire, la presse s'en donne à cœur-joie pour exciter le petit bourgeois raciste. Il ne lui manquait plus qu'associer la découverte d'un nazi nostalgique qui avait peint une croix gammée dans sa cave à la présence de maoïstes de la Faculté dans les parages.

La police a procédé à de nombreuses arrestations, hommes, femmes et même enfants. Les flics n'ont pas hésité à distribuer les coups. Beaucoup d'ouvriers ont été retardés ou empêchés d'aller à leur travail.

Ce que la police veut, c'est « mater » ces jeunes dont elle a peur en commençant par les étrangers.

Mais elle aura fort à faire. Dans les escaliers, les petites filles de 6 ans jouent en scandant « Flics fascistes, a-ssa-ssins ! »...

Correspondant L.O.

Procès de "Rouge", interpellation de militants

Marcellin à l'œuvre

LE 19 octobre, devant la 17e chambre correctionnelle, a eu lieu le procès que Marcellin intentait à Rouge, **l'hebdomadaire de la Ligue Communiste, sous le prétexte, depuis un certain temps classique, de « diffamation » à l'égard de la police. Le procureur a demandé, au nom du gouvernement, une condamnation du directeur de publication de** Rouge. **Le jugement a été remis à huitaine.**

Le surlendemain, 21 octobre, 13 militants de la Ligue Communiste étaient interpellés à leur domicile et embarqués au Quai des Orfèvres. Leurs appartements étaient perquisitionnés. Les policiers agissaient sur commission rogatoire du juge d'instruction chargé de l'enquête consécutive à la manifestation organisée par la Ligue Communiste contre le consulat américain le jour de la farce électorale de Saigon.

Entre le procès et les interpellations, le lien est clair : il s'agit d'intimider les militants révolutionnaires, de faire pression sur eux, de leur rappeler constamment qu'ils ne sont que tolérés par le pouvoir et qu'ils sont des condamnés en puissance.

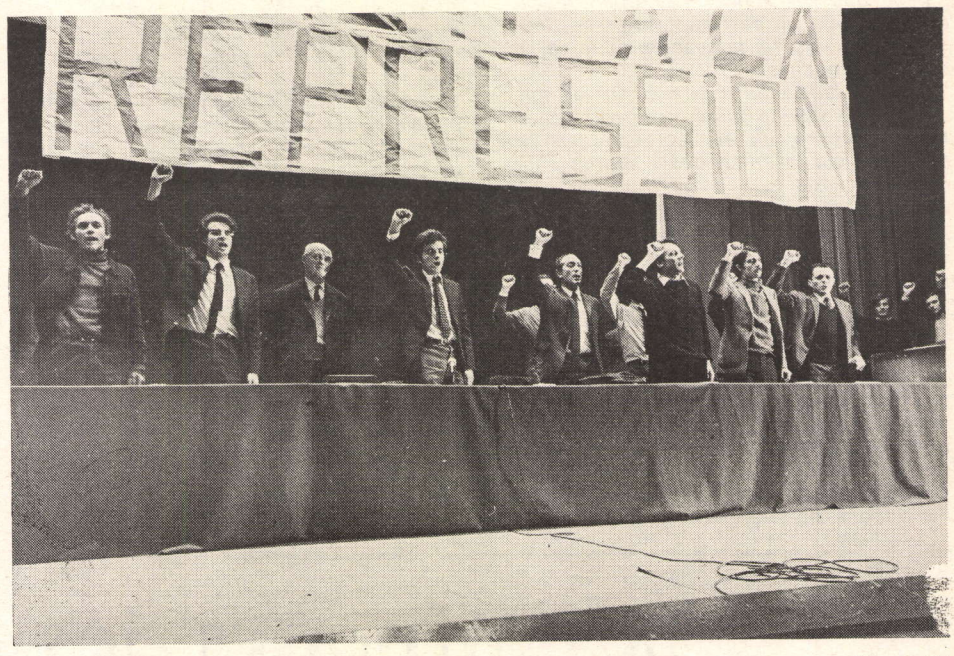
Sur le plan juridique, il n'y avait, en effet, aucune raison de procéder aux interpellations et perquisitions : la manifestation contre le consulat a été revendiquée depuis longtemps par la Ligue Communiste et Krivine vient encore de rappeler, à l'occasion d'une conférence de presse, que les dirigeants de la Ligue, et lui-même qui n'a pas été inquiété, revendiquaient pleinement la responsabilité de cette action.

Le pouvoir a donc des « responsables » sous la main et leur inculpation ne justifiait en rien les interpellations et perquisitions.

Une fois de plus, et cela ne saurait surprendre les révolutionnaires, la police et la justice se sont mobilisées au service du pouvoir dans une tâche de répression politique.

Contre cette répression, qui vise en fait l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, tous les partis de gauche, tous les syndicats, tous les révolutionnaires doivent se dresser et exprimer leur solidarité agissante.

F. D.



(Ph. L.O.)

Un meurtre à Billancourt

UN travailleur nord-africain de Billancourt, Gacem Ali, cuisinier dans un restaurant fréquenté par les travailleurs de la Régie, a été battu à mort devant un café à 300 mètres de l'usine Renault à Billancourt. Les assassins, qu'il ne connaissait pas, étaient venus le provoquer à la table où il consommait avec un camarade. Qui a commis ce crime ? La patronne du café ne veut rien dire, affirmant qu'elle risque trop. Après quinze jours, la police n'a rien trouvé.

A Boulogne, un Comité s'est créé pour tenter de faire la lumière sur ce crime. Il est animé par des maoïstes des « comités de lutte » et s'est élargi à d'autres organisations. Surtout, les travailleurs immigrés participent largement à la campagne de solidarité qui a été lancée pour la femme et les quatre enfants de Gacem Ali.

Dans cette affaire, le P.C.F. et la C.G.T. brillent par leur absence... au mieux. Le P.C.F. a fait un article dans son organe de Renault l'Echo des Métallos, *pour accuser les gauchistes d'aviver le racisme en faisant campagne sur ce crime.*

La C.G.T. a écrit trois lignes. Mais, par contre, dans l'île Seguin (chaînes de montage) où les travailleurs immigrés sont très nombreux, un délégué C.G.T. est allé dénoncer froidement à la maîtrise des travailleurs qui faisaient une collecte pendant le temps de la pause. La maîtrise d'atelier ne tenant pas compte de cette dénonciation, le mouchard est monté jusqu'au chef d'atelier pour dénoncer, cette fois, et les travailleurs et les chefs. La réaction des travailleurs, français et immigrés, a été rapide et, désormais, cet individu traîne une jolie réputation, tandis que la C.G.T., qui ne l'a pas désavoué, s'est un peu plus déconsidérée.

Car la plupart des travailleurs de l'usine veulent savoir la vérité sur ce crime. S'agit-il d'individus qui tentent de semer la terreur parmi les travailleurs immigrés ? Le racisme a-t-il tué à Boulogne ?

Lutte Ouvrière *soutiendra les initiatives que prendra le Comité local pour que toute la vérité soit faite sur le meurtre de Gacem Ali.*

Les luttes ouvrières

LES TRAVAILLEURS DE LA SEAT SYMBOLE DE LA RÉSOLUTION DU PROLETARIAT ESPAGNOL

LA véritable bataille rangée qui a opposé pendant quatre heures, le lundi 18 octobre, des milliers de travailleurs de l'usine d'automobiles SEAT, de Barcelone, à d'importantes forces de police, constitue sans aucun doute l'un des plus violents affrontements ouverts entre la classe ouvrière et le régime franquiste depuis la fin de la guerre civile. Et encore la police ne parvint-elle à déloger les travailleurs qui occupaient leur usine qu'en faisant usage de ses armes à feu, blessant plusieurs ouvriers, dont un au moins grièvement.

Le conflit entre les travailleurs et la direction de la SEAT (entreprise nationalisée) dure depuis maintenant plus de quatre mois. Tout a commencé, en effet, avec la décision notifiée en juin dernier à vingt travailleurs de l'équipe du matin de se faire travailler en équipe de nuit à partir du 7 juin.

Ce jour-là, les vingt travailleurs désignés étaient malgré tout venus prendre leur poste le matin, mais leur carton de pointage avait été retiré. Par solidarité, les deux mille travailleurs de l'équipe du matin de l'atelier I, imités quelques heures plus tard par les deux mille travailleurs de l'équipe du soir, arrêtaient le travail. La grève, qui s'élargit ensuite jusqu'à toucher entre quatre et cinq mille des vingt mille travailleurs de la SEAT, dura plus d'une semaine, et se termina finalement par la décision de la direction de licencier vingt-trois ouvriers, dont neuf délégués, élus lors des élections officielles, mais présentés par les commissions ouvrières.

Le conflit fut alors porté devant les tribunaux qui, signe des temps et des fissures grandissantes de la dictature, donnèrent raison aux grévistes licenciés dans leur demande de réintégration. Mais la décision du tribunal resta lettre morte pour la direction qui se refusa à revenir sur sa décision.

C'est ce refus de la direction qui fut la cause des violentes bagarres du 18 octobre. Ce jour-là, en effet, sept des licenciés parvinrent à s'introduire dans l'usine et à occuper leur ancien poste de travail. Et quand la direction les somma de se retirer, les sept mille travailleurs de l'entreprise alors présents décidèrent d'arrêter le travail par solidarité.

La direction fit alors appel aux « forces de l'ordre ». Et contre les charges de la police montée, ce fut bientôt la résistance, à coups de barres de fer et de bidons d'essence enflammés, de plusieurs milliers de travailleurs.

La police a finalement réussi à se rendre maîtresse de la place, mais la direction de la SEAT et le gouvernement franquiste n'ont pas encore remporté la victoire pour autant. Le travail, interrompu pendant plusieurs jours, aurait normalement dû reprendre vendredi. Mais la direction a de nouveau fait appel à la police ce jour-là pour faire évacuer l'usine devant une nouvelle menace de grève avec occupation.

Cinq travailleurs ont, d'autre part, été déférés devant le tribunal d'ordre public, et dix-neuf devant la justice militaire. Mais en fin de semaine, des manifestations de solidarité avec les travailleurs de la SEAT ont eu lieu en ville, et des grèves ont touché d'autres entreprises, Siemens et Elsa en particulier.

Parallèlement à ce mouvement qui secoue la capitale catalane, la lutte des mineurs asturiens est entrée dans sa troisième semaine. L'automne s'annonce difficile pour Franco, et il n'est pas sûr que la répression puisse venir à bout de la combativité et de la résolution du prolétariat espagnol.

M. C.

L'assassinat d'un militant ouvrier à Getafe

Tout a commencé lorsque les travailleurs du bâtiment ont tenté d'organiser une grève pour revendiquer des augmentations de salaires qui pourraient compenser la hausse générale des prix des derniers mois.

Au cours d'une action militante, un groupe de quatre travailleurs de Getafe appela, le 13 septembre au matin, les ouvriers du polygone de Zarzaquemada — à la limite de Leganes — à se joindre à la grève, quand arriva une « berline » de la garde civile. Sans prêter attention à l'injonction des policiers, les quatre travailleurs se mirent à courir. Les gardes civiles tirèrent et l'un des hommes, Pedro Patiño, 33 ans, marié, père de deux enfants de trois et cinq ans, maçon de son métier, fut tué sur le coup. Les autres, devant cet assassinat, se livrèrent à la police sans résistance. Les trois travailleurs arrêtés sont de Getafe et ils se trouvent actuellement à la caserne de la garde civile de Leganes.

Pedro Patiño était un travailleur et non, comme a voulu le faire croire la police dans la presse, un élément extérieur ou un bandit qui inventait des histoires pour tromper les gens.

La nouvelle de l'assassinat de Pedro Patiño nous a remplis de colère et de consternation. D'autant plus qu'il y a un an, trois ouvriers du bâtiment avaient été tués par balles et grenades lors d'un conflit identique.

Quelques usines de Getafe ont cessé le travail par solidarité avec le camarade tué, et la grève s'est étendue à plusieurs entreprises comme, par exemple Intelsa (anciennement Ericsson), Siemens ; Electromécanica, Métalinas. D'autre part, dans plusieurs entreprises de Madrid ont lieu des actions de protestation, des minutes de silence, comme à Marconi, Worthington, Renfe, Pegaso, Barreiros, etc.

Une manifestation silencieuse parcourut les rues du village de Getafe et se dirigea vers la mairie en signe de protestations : chiens, lances à incendie, etc. La empêcha l'accès aux manifestants, puis les dispersa.

Un groupe se rassembla alors devant la maison du mort et la garde civile intervint à nouveau de façon violente pour disperser les gens et procéda à six arrestations.

Avant d'avertir l'épouse de Pedro Patiño de la mort de son mari et du lieu où se trouvait son corps, la police se présenta au domicile avec un mandat de perquisition.

Les forces de police concentrées ce jour-là à Getafe étaient les suivantes : 14 jeeps, 2 cars de la garde civile, 2 voitures de patrouille, 5 voitures de la brigade de Getafe en plus de six gardes civiles de la circulation, gardes municipaux et mouchards en civils. Tous portaient des pistolets, des mitraillettes et des fusils. A aucun moment ils n'ont utilisé les moyens classiques qui servent contre les manifestations : chiens, lance à incendie, etc. La garde civile manque de moyens anti-manifestations et en conséquence elle utilise les armes à feu.

Devant les murs du cimetière, plusieurs centaines de travailleurs ont voulu assister à l'enterrement de Pedro Patiño, qu'ils connaissaient puisqu'il travaillait et vivait à Getafe. La tentative d'enterrer par surprise l'ouvrier assassiné échoua. Malgré l'absence de la veuve, le lieutenant-colonel qui commandait la garde civile voulut imposer que l'enterrement se fit quand même de n'importe quelle façon. L'avocat, au nom de l'épouse absente, rappela à l'officier que l'inhumation du cadavre ne pouvait être faite tant que la veuve ne serait pas présente. Le colonel répondit : « Ici, je suis le seul à donner des ordres. Un avocat, pour moi, ce n'est rien. »

La garde civile lut les noms de la femme et d'autres membres de la famille pour qu'ils servent de témoins. Comme ils étaient absents (l'épouse faisait alors des démarches auprès des avocats pour éclaircir les circonstances de la mort de son mari) ils demandèrent que quelqu'un dans l'assistance se portât volontaire.

Tous s'y refusèrent énergiquement. Un officier de la police fit face aux gens, le pistolet à la main, et protégé par une colonne de la garde civile, il défia les présents, les traitant de lâches, les mettant au défi d'avancer d'un pas s'ils étaient des hommes.

L'arrivée à ce moment-là de plusieurs voitures de la garde civile, alarma les travailleurs et le reste des gens (femmes et enfants) qui attendaient en silence près de la porte du cimetière. Des ordres furent donnés et les gardes chargèrent. La panique fut complète. Beaucoup tombèrent au sol surtout des femmes et des enfants et un infirme qui fut frappé au milieu de la route. La mère de Pedro Patiño qui était dans l'assemblée dut s'enfuir. Les gardes se sont ouvert un chemin parmi la foule à coups de crosse, sans que personne n'opposât la moindre résistance, frappant sauvagement, s'acharnant contre ceux qui étaient tombés à terre. Huit personnes furent gravement blessées, elles furent soignées chez des particuliers et par les atemiers. Une quarantaine de personnes souffrirent d'hématomes et de contusions.

Cela se passait vers midi. A une heure, quand les gens furent dispersés, Patiño fut enterré sans la présence de sa femme ni de sa mère, ni de ses amis. La garde civile et le juge ordonnèrent au fossoyeur de l'enterrer tel quel. Le corps avait été déposé sur une civière, recouvert d'un drap. Le fossoyeur refusa de l'enterrer dans ces conditions et on lui permit de chercher un cercueil. Après l'enterrement, la garde civile demanda de nouveau au fossoyeur et à un autre homme qui se trouvait là de servir de témoins et de donner leur signature. Tous deux refusèrent et ce furent deux des gardes civiles qui avait été un accident, mais les témoins, servirent de témoins.

La direction générale de la sécurité, dans une note, a voulu faire croire à l'opinion publique que la mort de Pedro Patiño avait été un accident, mais les témoins des ouvriers du bâtiment présents, ont vu, eux, que c'était un assassinat. Quant aux médecins et à certains avocats qui voulurent vérifier la cause de la mort on leur a tout bonnement répondu qu'ils n'en avaient pas le droit.

A Getafe, un groupe de cent travailleurs a parcouru les rues en lançant des tracts et en criant « Liberté » *et* « gardes civils assassins ». *Les habitants les ont accueillis avec sympathie.*

Une fois de plus, la violence la plus brutale du régime s'est abattue sur des travailleurs pacifiques. Les mensonges officiels ont essayé de tromper l'opinion publique et des hommes et des femmes ont été frappés et sont emprisonnés.

Tous les faits rapportés ici sont rigoureusement vrais et contrôlables et pour qu'acte en soit pris, nous l'écrivons à Getafe ce 15 septembre 1971.

Correspondance de l'U.S.O. -
Getafe (Espagne).

Les mineurs des Asturies en grève

LE vendredi 1er octobre, les mineurs du puits du Soton n'entrèrent pas au travail. Le jour suivant ceux des puits San Mamés et Venturo se joignirent à eux.

Au moment de rédiger cette information, le 6 octobre, le bassin du Nalon est totalement paralysé par la grève.

Le caractère de cette grève, comme c'est généralement le cas, est spontané. Elle est due au prix des tailles. Sur ce problème s'est formé depuis peu de temps une Commission des ouvriers du Soton. Mais la généralisation de la grève est centrée sur trois problèmes :

1) Prix des tailles et chèreté de la vie.

2) Pression pour que soit prises en considération les pétitions des pensionnés, violemment expulsés par la police alors qu'ils s'étaient enfermés dans une église de Gijon (Asturies).

3) Sécurité sociale : remboursement à 100 % en cas de maladie ou d'accident.

Le Comité d'entreprise de Hunosa, avec le syndicat fasciste, et d'accord avec la direction de l'entreprise, décida une sanction, avec suspension de l'emploi et du salaire des mineurs jusqu'au 17 de ce mois.

Une donnée caractéristique de cette grève est que sa généralisation se produisit le jour même de l'arrivée aux Asturies du ministre du Travail, chose qui mit en colère les autorités provinciales. Ce ministre resta quelques jours, coïncidant avec l'occupation de l'église San José par les pensionnés, et fit savoir publiquement qu'il n'était pas disposé, pendant sa visite aux Asturies, à recevoir aucune délégation des pensionnés. Mais il accepta en revanche d'en recevoir une « organisée » par le syndicat vertical. La grève voulut être une réplique à ce refus de recevoir la délégation démocratiquement élue par les pensionnés eux-mêmes.

D'autre part, la presse provinciale, en particulier le quotidien La Voz de Asturias, surprit tout le monde avec de grandes informations durant le conflit des médecins de l'hôpital psychiatrique. Elle ne publie cependant maintenant que les notes envoyées par le Service d'information syndical (S.I.C.) (service officiel, N.D.T.) à propos de la grève. Ceci montre que les concessions faites par le système capitaliste dans le domaine de l'information ne concernent que les conflits plus ou moins sociaux, mais pas ceux de la classe ouvrière en tant que classe, comme c'est le cas dans cette grève entre autres.

Le déroulement de la grève, depuis son origine spontanée, a été conduit par un groupe de travailleurs représentatifs des puits en grève, pour chercher les formes d'action les plus adéquates. Des réunions d'information se sont tenues, et l'on travaille pour que le 18 octobre prochain, le jour où l'entreprise doit lever la sanction, on puisse prendre des décisions pour pouvoir continuer la grève à partir d'une assemblée de puits.

U.S.O., Asturies,
6 octobre 1971.

en Espagne

L'OCCUPATION D'UNE EGLISE PAR LES PENSIONNES DU TRAVAIL DANS LES ASTURIES

C'était l'année dernière à Burgos : l'ordre armé continue de régner en Espagne. (Ph. U.P.I.)

Le texte ci-dessous n'est pas un texte originellement destiné aux lecteurs français : il s'agit de la traduction de larges extraits d'un texte de l'U.S.O. (Union Sindical Obrera) intitulé « La vérité sur les pensionnés », destiné à l'information des travailleurs espagnols.

LE nombre des pensionnés du travail est de 37.000 dans les Asturies, et de un million et plus dans tout le pays. Les pensions mensuelles qu'ils reçoivent varient entre 1.000 et 8.000 pesetas (80 à 640 F), mais la moyenne se situe autour de 3.000 pesetas (240 F) qui est ce que touche le plus grand nombre.

Devant les graves problèmes de subsistance auxquels ces pensions misérables donnent lieu, les mineurs pensionnés des Asturies ont commencé il y a déjà assez longtemps une lutte pour rechercher une solution :

— en 1965, un mouvement de pensionnés commença à Mieres, et s'étendit rapidement à tout le bassin du Nalon ;

— en 1966, des assemblées de plusieurs centaines de pensionnés se tinrent simultanément à Someron (Mieres) et à La Chalana (Nalon) malgré la présence de la garde civile ;

— des pétitions avec des revendications concrètes, revêtues de milliers de signatures, furent successivement envoyées à toutes les autorités provinciales et nationales ;

— en 1966, profitant de la présence du ministre de l'Industrie, Lopez Bravo, à la foire-exposition, trois membres de la Commission provinciale des pensionnés réussirent à aborder celui-ci, et lui présentèrent les pétitions, en présence de Mateu de Ros. Le résultat fut qu'en octobre de cette même année, ce dernier accompagna, à Madrid, une commission qui fut reçue par le ministre du Travail ;

— en 1967, accompagnant une commission formée par des travailleurs de différentes branches d'industrie, un membre de la Commission provinciale des pensionnés rencontra de nouveau le ministre du Travail, et lui rappela les promesses faites lors de l'entrevue précédente ;

— en 1970, visite au nouveau ministre du Travail, Liciano de Lafuente, pour lui rappeler les problèmes existants et les promesses faites par son prédécesseur.

Il faut remarquer :

— que toutes les réunions organisées par les pensionnés durent se tenir au bord de la rivière, dans les parcs, ou dans la montagne, parce que le syndicat vertical leur refusa les locaux qu'ils avaient demandés ;

— que dans toutes les entrevues et démarches faites auprès des autorités, ils ne reçurent que des bonnes paroles et des promesses, mais aucune solution définitive à leurs graves problèmes.

L'occupation de l'église San José

Fatigués de toutes ces visites, et devant l'inefficacité ou l'indifférence de tous les « canaux légaux », les pensionnés ne virent d'autre issue que dans une action désespérée visant à attirer l'attention de l'opinion publique. Ils choisirent de s'enfermer dans une église, parce qu'ils ne virent pas d'autre lieu offrant un minimum de garanties.

Le jeudi 16 septembre, à 6 heures 30 du soir, 110 pensionnés commencèrent à occuper l'église San José de Gijon. Ce nombre augmenta progressivement jusqu'à atteindre un maximum de 300, le nombre des enfermés volontaires tournant, la plupart du temps, autour de 250.

Au fur et à mesure que cette occupation commença à être connue, arrivèrent un nombre de plus en plus grand de visiteurs, de Gijon comme d'autres endroits de la province, qui accoururent à l'église San José pour apporter leur aide matérielle et leur solidarité avec les reclus.

Durant toute l'occupation, le comportement des enfermés volontaires fut irréprochable :

— ils n'admirent pas de boissons alcoolisées, et ne burent que de l'eau ;

— tous les jours, ils se levaient à 5 h du matin et procédaient au nettoyage de l'église ;

— total respect pour tous les actes du culte et pour toutes les personnes y assistant ;

— tous les jours, ils tinrent des réunions où ils décidèrent démocratiquement des décisions qu'il fallait prendre.

Ceci nous donne une haute idée du sérieux, de la camaraderie et de l'organisation que montrèrent toujours les retraités.

Dans les jours qui suivirent l'occupation de San José, le mouvement des pensionnés s'étendit, et de nouvelles occupations commencèrent dans les églises de la Miraculeuse de la Plaine (Gijon), San Juan de Mieres et Santiago de Sama.

Durant les premières nuits, au petit matin, des groupes de provocateurs vinrent faire du scandale devant les portes de l'église San José, insultant les enfermés. Quelques voisins, réveillés par le tumulte, prévinrent le commissariat, sans que les forces de police se manifestent.

L'archevêque visita les reclus de San José et leur facilita une entrevue avec le délégué provincial du Travail. Dans cette entrevue, le délégué du Travail accepta de faciliter une entrevue avec le ministre du Travail si les pensionnés abandonnaient d'abord l'occupation. Avertis par les expériences précédentes, la Commission des pensionnés exigea que le délégué du Travail s'engage d'abord publiquement avant que l'occupation ne fut levée. L'assemblée tenue après cette entrevue dans l'église n'accepta pas la proposition du délégué du Travail.

La police donne l'assaut à l'église San José

Le vendredi 24 septembre, à 9 heures du matin, le gouverneur civil prévint l'archevêque qu'il allait procéder à l'expulsion par la force des retraités enfermés dans les églises. L'archevêque n'informa de cela ni les curés responsables des églises concernées, ni les pensionnés eux-mêmes.

Le samedi 25, avant 7 heures du matin, les 250 reclus volontaires de l'église San José de Gijon ouvrirent les portes, et comme d'habitude se disposèrent à aérer et à nettoyer l'église pour la célébration de la messe de 8 heures.

Le capitaine de la police armée de Gijon, Badas, et deux inspecteurs de police, pénétrèrent alors dans l'église, et ordonnèrent aux enfermés d'abandonner celle-ci. Les portes furent de nouveau fermées, pendant que les deux inspecteurs restaient à l'intérieur, et que le capitaine Badas sortait, avec l'intention sans doute de donner des ordres aux forces de police pour qu'elles pénètrent dans la place.

Les inspecteurs insistèrent de nouveau auprès des pensionnés qui les entouraient pour qu'ils abandonnent l'église. Ceux-ci répondirent respectueusement qu'ils ne le feraient que si l'évêque ou le curé de la paroisse leur demandait, qu'ils étaient dans un lieu dont seule l'autorité de l'Eglise pouvait les faire partir, que leur comportement dans l'église était respectueux et pacifique (comme pouvaient en témoigner les responsables de celle-ci) et qu'ils resteraient jusqu'à ce que le délégué du Travail ait donné une réponse à leurs pétitions.

Ces incidents durèrent approximativement une demi-heure.

A 7 heures 30, le sacristain qui ne savait pas ce qui se passait, se présenta à l'église comme d'habitude, et ouvrit la porte latérale de celle-ci, ce dont un nombre considérable de policiers armés profitèrent pour y pénétrer sur le commandement du capitaine Badas et d'un autre officier.

Le sacristain les contint, et insista pour qu'ils n'entrent pas tant que le responsable de la paroisse ne serait pas descendu. Ils l'obligèrent à donner son identité, et lui retirèrent ses papiers.

Pendant que le sacristain prévenait le coadjuteur, le capitaine Badas fit ouvrir les portes principales de l'église, par lesquelles de nombreux policiers qui se trouvaient sous le portique entrèrent.

L'entrée de la force publique par l'entrée principale de l'église fut irrévérente, menaçante, les gaines des révolvers dégrafées, sans le moindre respect pour le lieu où ils se trouvaient. Cette attitude contrastait avec l'attitude toujours respectueuse des pensionnés et retraités.

A ce moment, il était approximativement 8 heures du matin... Le capitaine Badas, au centre de l'église, près du grand autel, cria : « Par ordre du gouverneur, vous avez trois minutes pour quitter l'église ».

Les pensionnés, assis sur les bancs, sortirent leurs carnets de pensions et de retraites, et les montrant aux policiers établirent un dialogue, où se dirent des choses comme cela : un ouvrier, debout sur son banc, dit : **« Senor capitaine, j'ai cinq fils, une femme malade du cœur, 38 ans, j'ai été retiré de la mine à 28 ans avec une silicose au troisième degré ; je ne veux ni voler ni tuer ; je touche une pension de 3.000 pesetas** (240 F). **Que puis-je faire pour avoir de quoi vivre, sans avoir à venir m'enfermer ici ? ».**

Les policiers écoutaient, debout, en silence, ces paroles, ou d'autres fois ordonnaient à ceux qui parlaient de fermer la bouche.

Le coadjuteur, accompagné du sacristain et d'un autre prêtre prit le microphone, et adressa les paroles suivantes aux pensionnés et aux policiers :

« Ces messieurs apportent des ordres du gouverneur civil de la province pour évacuer cette église de gré ou de force. Ni moi, ni monseigneur l'archevêque, ni les prêtres de la paroisse, ne vous chassons d'ici, ni n'approuvons les ordres du gouverneur. Qu'il soit bien clair qu'il s'agit d'un abus de force, d'un abus d'autorité. Monseigneur l'archevêque est venu ici une fois parmi vous, et il n'a vu aucun obstacle à ce que vous restiez dans l'église. Nous n'avons aucune plainte à formuler sur votre comportement toujours respectueux dans l'église. Si cet ordre doit être exécuté, je demande à tous modération, sérénité et paix. Beaucoup de ces hommes sont vieux, malades, invalides du travail. Je n'ai rien de plus à vous dire. A la grâce de Dieu. »

Brutale intervention de la force publique

Le coadjuteur n'avait pas terminé son discours, que le capitaine Badas criait du fond de l'église : **« Pour la troisième fois, et par ordre du gouverneur, quittez l'église ».**

Les pensionnés répondirent :**« Nous ne sortirons d'ici que par la force. Nous sommes dans la maison de Dieu qui est aussi la nôtre. Vous pouvez commencer quand vous voulez, parce que nous ne sortirons pas ».**

Badas donna alors à ses troupes l'ordre de se déployer et de charger. **« Sur eux ! Sur eux ! Chargez ! »** Les policiers armés commencèrent à cogner avec fureur comme des bêtes sauvages, ceux qui étaient sur les bancs de devant et dans les allées et passages latéraux. Quelques policiers se refusèrent aux ordres cruels de leurs supérieurs, ou au moins se montrèrent réticents.

Les pensionnés se cramponnaient aux bancs, s'accrochaient les uns aux autres. Quelques-uns se cachaient sous les bancs pour fuir la pluie de coups. On entendait crier : **« Assassins ! Criminels ! Vous ne serez donc jamais rassasiés du sang des pauvres ! Toujours à écraser le peuple ! Fils de putains ! Pourquoi ne montrez-vous pas cela à la télévision ? ».**

Alors les pensionnés commencèrent à se défendre. Les prêtres s'adressèrent à la force publique, et en particulier au capitaine : **« Vous êtes un assassin, n'avez-vous pas honte. Ceci est indigne, criminel ».**

Conséquences de la répression de la police armée : sept des pensionnés enfermés à San José ont été arrêtés, amenés au commissariat, et inculpés. Ils sont actuellement en liberté provisoire, encore que deux d'entre eux sont hospitalisés.

U.S.O. Gijon,

Septembre 1971.

Le Mexique à l'heure des enlèvements ?

LE Mexique vient de connaître son premier « enlèvement ». Celui du sieur Hirshfeld, bureaucrate de rang moyen du gouvernement mexicain et au demeurant millionnaire faisant partie de la grande famille « révolutionnaire » mexicaine officielle.

Cet enlèvement a surpris l'opinion mexicaine, car le Mexique n'en n'avait jamais connu jusque-là. Il y avait même une certaine vanité officielle qui perçait dans les journaux à être un pays sans histoire, à la politique stable, « révolutionnaire » et on n'était pas loin de regarder avec le même mépris que bien des Français moyens ces petits pays d'Amérique latine, troublés par des enlèvements, des guérillas, des complots. Eh bien on en est là, ou pratiquement.

Les bruits les plus variés circulent autour de cet enlèvement. Dans le milieu étudiant, on pense généralement que cet enlèvement a été monté de toutes pièces par le gouvernement afin d'agiter l'épouvantail des groupes révolutionnaires actifs et ainsi de justifier un durcissement sur la droite et la répression qui s'ensuivrait.

Dans certains milieux bourgeois d'affaires et vaguement anti-gouvernementaux on insinue aussi que c'est le président de la République Etcheverria qui aurait organisé la chose, afin de discréditer certains éléments du gouvernement dont il souhaiterait se débarrasser, en l'occurrence du Hirshfeld en question. Il l'aurait discrédité, en l'obligeant à montrer publiquement qu'il était capable, en trois jours, et en se défaisant de quelques babioles genre terrains, actions, etc., de réunir la coquette somme de un million quatre cent mille francs nouveaux, ce qui a effectivement frappé les imaginations.

Enfin reste l'hypothèse que l'enlèvement ait été l'œuvre d'un groupe de gauche. En ce moment, on voit effectivement apparaître des groupes dont on ne sait pas grand-chose : le Partido Popular de los Pobres (sic), qui prétend lancer des guérillas urbaines, le Comando Armado Popular, et enfin celui qui revendique l'enlèvement de Hirshfeld, le Frente Urbano Zapatista (curieuse filiation, Zapata incarnant exactement le leader des luttes agraires, des revendications paysannes...). Le style, la syntaxe, la grammaire qui transparaissent dans les communiqués du F.U.Z., révèlent des intellectuels bien formés, à tel point qu'un journaliste a constaté ces qualités les opposant à la bouillie pour chat des communiqués officiels émanant de la police et proposait de les placer immédiatement à la direction de l'Université.

La façade d'un régime qui se dit démocratique.

Mais si ce sont effectivement des ou un groupe de gauche qui ont réalisé l'enlèvement, pourquoi ne pas avoir demandé la libération des prisonniers politiques, au lieu des trois millions de pesos ? Pourquoi les flics se sont-ils empressés dès que la nouvelle de l'enlèvement fut connue de dire avec insistance qu'il s'agissait d'un fait politique sans en avoir la preuve ? Autant d'inconnues dans cette affaire.

De toute façon, les gens ont manifesté leur réprobation lorsque le président a décidé de verser la rançon car cet argent vient naturellement des caisses publiques et ils ont été choqués de constater la facilité avec laquelle Hirshfeld a réuni les fonds nécessaires pour rembourser le gouvernement, remboursement autour duquel il a été fait une publicité tapageuse.

Un certain climat d'insécurité règne depuis, c'est indéniable, et les esprits pessimistes disent même qu'en fait nous sommes en état de siège non déclaré, ce qui semble quand même un peu excessif. Les banques sont gardées par des flics toutes mitraillettes dehors. Des patrouilles de flics dernier cri, dans de grosses voitures qui font des bruits de soucoupes volantes, sillonnent constamment la ville, dans une proportion nettement supérieure à ce qui se faisait jusqu'à présent. Dans les journaux, les pages des faits divers sont pleines (plus qu'autrefois) de nouvelles d'attaques de banques, surtout en province, dans le Nord, la région du Bajio et du Michoacan, et le Nord-Ouest. (A Mexico, étant donné la surveillance renforcée, c'est devenu difficile depuis la dernière attaque il y a trois semaines environ.) Il est difficile de savoir quelle est la part de ces attaques qui peuvent revenir à d'éventuels groupes politiques : il n'est pas impossible que certains soient en cause. Il y a à peu près un mois, la presse signalait l'envoi de l'armée contre la guérilla de Vazquez Roja. Celui-ci opère dans une région très isolée : le Guerrero et la zone d'Oxaca depuis des années et ses effectifs se sont gonflés après la répression de juin 68. Le gouvernement avait pris le parti de les laisser plus ou moins tranquilles, jugeant que leur isolement, la nature des régions où ils évoluent les condamnaient à la disparition à plus ou moins long terme. Or la guérilla a dû lui poser suffisamment de problèmes pour qu'il décide maintenant de les poursuivre militairement.

Il y a certainement des relations entre les gens de Vazquez Roja et les groupes qui opèrent dans les villes. Ceci apparaît dans certaines déclarations de personnes arrêtées.

A part cela, Etcheverria est allé faire une équipée à l'O.N.U. et un grand battage a été fait autour de cet événement qui flattait la sensibilité chauvine. A son retour, il est passé par Durango, ville du Nord où existe un important foyer de mécontentement. Là, il a commencé par annoncer la répartition d'un énorme latifundio entre des milliers de familles paysannes. Ensuite, il a été subir le feu des questions des étudiants de l'Université de Durango. Etcheverria y a confirmé que le massacre des étudiants du 10 juin dernier était l'œuvre de l'ancienne équipe au pouvoir.

Ainsi, Etcheverria essaie de refaire l'unité nationale autour de sa personne rendant responsable de tous les maux l'ancienne équipe au pouvoir. C'est la façon de gouverner de la bourgeoisie mexicaine. Le mythe de l'unité nationale qui est très enraciné dans la population commence à subir la critique du temps.

T. A.

Mexico, le 12 octobre 1971.

LETTRE D'ITALIE

Nous avons reçu des travailleurs de l'usine Rhodiatoce de Verbania (Italie) la lettre suivante :

Chers camarades,

Nous vous envoyons quelques informations afin que vous soyiez au courant de la répression à Verbania et du procès qui se tiendra à Turin, le 21 de ce mois.

Pour faire cesser la grève et les manifestations de septembre-octobre 70, le procureur Genaro Calabrese De Feo lança six mandats d'arrêts contre :

— Alberganti Carlo, Tartaro Giancarlo, Ormella Bruno (en fuite pendant sept mois) ;

— Forte Riccardo : 7 mois de prison ;

— Lonigro Antonio : 4 mois de prison ;

— Del Mastro Ruggero : 1 mois de prison.

En même temps, des **« avis de délit »** étaient adressés à plus de 120 personnes prises au hasard parmi des ouvriers, des syndicalistes étudiants. Quelques-uns étaient militants de la gauche révolutionnaire, d'autres des militants des syndicats ou des partis politiques traditionnels, d'autres n'appartenaient à aucune organisation ; presque tous faisaient partie de l'avant-garde issue des luttes des dernières années à Verbania.

On est arrivé au procès, en avril, avec un total de 48 accusés, pour un délit (barrage de route) qui fut introduit dans le Code à une époque où existaient peu de voies de communication et où il y avait des bandits. Pour ce délit sont prévues des peines de 1 à 6 années de prison, doublées si le barrage est dû à plusieurs personnes.

Le Procureur, montrant **« indulgence et compréhension pour les problèmes ouvriers** (!), **mais prétendant faire respecter la loi »**, demanda des peines que seul lui considérait comme légères. Il réclamait huit peines de plus de un an de prison, douze peines de un an et vingt-sept peines de huit ou dix mois de prison ! Pour un seul accusé, le Procureur demandait l'acquittement étant donné qu'il était toujours resté au travail dans l'usine !

Au cours du procès, un des accusés, Fasolo Gianni, a cédé à la tension nerveuse engendrée par les provocations continuelles, auxquelles les accusés et le public étaient soumis de la part des forces de police (600 à 700) appelées par le Procureur pour faire du tribunal une garnison. Ce camarade, dont les nerfs ont craqué, a insulté le Président et le Procureur : pour cela, on l'a arrêté dans la salle, et il fera 4 mois de prison avant d'être jugé à nouveau.

Le procès s'est achevé avec l'acquittement complet et cela constitue un précédent pour tous les travailleurs qui attendent leur jugement, bien que, quand nous sommes sortis du tribunal, le poing levé, en chantant **l'Internationale**, nous savions qu'il n'y avait pas d'illusions à se faire : pour les patrons et pour leurs serviteurs, une telle sentence n'était pas agréable.

En effet, peu de temps après, le Procureur fit appel, et il en fut de même pour le Procureur de Turin, qui contestait la sentence ; à Turin, le procès sera plus difficile : il s'agit d'un tribunal spécial, et cela dans le climat politique actuel.

Cependant, vendredi 1er octobre, le camarade Ormella a été arrêté par quatorze carabiniers, directement par ordre de De Feo, suite à une dénonciation d'un directeur qui avait été arrêté par un piquet de grève. Le camarade Ormella risque de rester longtemps en prison. Aujourd'hui, 11 octobre, nous avons fait une manifestation pour lui et contre le climat politique existant à Verbania ; et un étudiant a été arrêté, toujours pour distribution de tracts, qui ont été retenus. Un permanent de la C.G.I.L. est en fuite (Cantoreggi B.), sinon il est sûr d'avoir contre lui un mandat d'arrêt.

Le directeur de notre journal d'usine **« La classe ouvrière »** a été dénoncé pour le premier numéro, qui ne fut pas autorisé : il risque de 80.000 lires d'amende à deux ans de prison.

Le 19, trois camarades du **Manifesto,** et deux de **Lotta Continua** seront jugés pour plusieurs tracts de solidarité avec les travailleurs de la Rhodiatoce et pour avoir parlé de la défenestration du camarade Saltarelli par la police à Milan l'an dernier.

revue de la presse d'extrême-gauche

Les révolutionnaires et l'unité de la gauche

rouge
hebdomadaire de la ligue communiste

Le problème de l'unité de la gauche, du rapport entre le P.C.F. et le P.S. et des laborieuses tentatives pour mettre sur pied un pseudo « programme commun de gouvernement » suscitent de nombreux commentaires critiques dans la presse d'extrême-gauche.

C'est ainsi que Rouge, **dans son dernier numéro (nº 128, 16 octobre) écrit, sous le titre : « Mitterrand : une solution de rechange pour la bourgeoisie » :**

Loin de chercher à réaliser le front unique de la classe ouvrière pour conquérir le pouvoir et transformer radicalement la société, Mitterrand s'efforce de passer un accord superficiel peu compromettant avec le P.C.F., afin de se propulser à la tête de l'opposition de gauche, tout en gardant les mains libres. Une fois sur orbite, il pourra, comme en 1965, rallier les centristes d'opposition — plus quelques autres « républicains modérés ».

Il représentera alors un recours possible pour la grande bourgeoisie, d'autant plus adéquat que la volonté de changement sera plus profonde.

Car nous devons l'expliquer aujourd'hui avec plus d'énergie encore que par le passé : Mitterrand n'est pas un dirigeant ouvrier, à la tête d'un parti ouvrier, s'orientant au moins partiellement en fonction des pressions de classe qui montent de sa base. Aujourd'hui, comme en 1965, il est un politicien 100 % bourgeois. Sa tentative d' « Union de la gauche » constitue une solution de rechange bourgeoise parmi d'autres à la crise du régime.

RÉVOLUTION!
Nº 1 mars 1971 1fr50

Pour sa part, Révolution **(nº 5, octobre 1971) titre « A bas le programme de gouvernement briseur de grèves ! », et note :**

Pour l'ensemble des forces politiques parlementaires, la mise en marche de l'opération Démocratie avancée a ouvert une période préélectorale. Mais pour les organisations réformistes, il ne s'agit plus seulement aujourd'hui de reproduire la tactique traditionnellement adoptée avant les élections : tactique qui consiste à faire taire systématiquement tous les mouvements revendicatifs, pour laisser le champ libre aux manœuvres électorales, c'est-à-dire étouffer les luttes ouvrières, établir le « calme social » afin de ne pas effrayer l'électorat bourgeois qu'ils entendent gagner. L'équation traditionnelle des réformistes est aujourd'hui transformée du fait que « l'union de la gauche » prend précisément appui sur les mouvements revendicatifs qu'elle sera à même de développer (réformes sociales, « libertés publiques », questions internationales, etc.) ; mouvements d'ensemble qui lui sont commandés par la nécessité de prendre place sur le champ politique et de s'y imposer ; mouvements planifiés en fonction des exigences de l'opération électorale et dont le terrain et les thèmes sont par conséquent choisis en référence au pivot de l'opération : le parlement (cf. **Révolution !** nº 4).

Mais, dès la rentrée, les luttes d'Evian ou de l'Isère (parmi d'autres, éclatées) **font apparaître dans la pratique la contradiction profonde qui fait se heurter les exigences des masses à celles des appareils, les exigences de lutte et les impératifs de la politique bourgeoise.** Il n'y a pas grand-chose de commun en effet entre les luttes contre l'organisation capitaliste du travail, contre les cadences infernales (Evian, Isère...) ou contre l'arbitraire des patrons (S.N.C.F.) et les thèmes d'action, « démocratiques et de progrès » mis en avant par les démocrates avancés.

tribune socialiste PSU

Quant à Tribune Socialiste **(nº 511, 14 octobre), elle écrit sous un éditorial intitulé « Demandez le programme » et consacré en grande partie à la critique du programme de gouvernement du P.C.F. récemment annoncé :**

Tandis que les partis traditionnels se disputent l'axe et le contrôle d'une nouvelle majorité, les travailleurs et tous ceux qui partagent leur combat voient bien que c'est la société elle-même qui est désaxée. Non, le socialisme, ce n'est pas l'image retournée de la société actuelle, c'est la construction d'une autre société où les jeux d'appareils ne seront plus possibles, parce que les travailleurs animeront eux-mêmes le contrôle des mécanismes fondamentaux de leur société. Le socialisme, c'est l'effort de tous les exploités pour redonner un axe à leur vie, une dignité à leur existence. C'est aussi l'effort de tous ceux qui subissent de plus en plus lourdement l'oppression du capitalisme et rejoignent le combat du prolétariat.

Le rapprochement Chine-Occident

la cause du peuple
Nº 6 - Lundi 28 Juin
J'ACCUSE
2 F

Dans son dernier numéro (nº 10, 15 octobre 1971), La Cause du Peuple - J'accuse **consacre un article à la fébrile activité diplomatique entre la Chine et le monde occidental. (Rapprochement Washington-Pékin, visite d'une délégation chinoise en Occident, et notamment en France, etc.). L'organe maoïste pose la question : « L'activité diplomatique de la Chine entre-t-elle en contradiction avec les mouvements révolutionnaires des peuples ». Et répond ainsi :**

La Chine populaire a une politique conséquente de détente diplomatique et de liquidation des blocs. Il faut donc discuter **au fond** une telle politique et déterminer si elle favorise ou non les mouvements révolutionnaires. Par contre, s'irriter de tel ou tel aspect, qui n'est qu'une manifestation de réalisme dans l'application de cette politique, n'a pas de sens. La délégation gouvernementale chinoise visite les usines Berliet en compagnie de la direction. Et alors ? On ne s'attend quand même pas à ce qu'elle achète les camions au Comité de lutte ! Pas plus que le gouvernement chinois ne va régler la question de Taïwan (Formose) avec les Panthères Noires.

Pour juger cette politique dans son principe, il faut recourir à l'expérience historique : la tension diplomatique et la guerre froide ont toujours permis aux réactionnaires d'utiliser le sentiment national contre les forces révolutionnaires. Qu'on se souvienne des grandes campagnes d'intoxication sur « l'armée rouge à Paris », l'espionnage soviétique, etc. : comment ne pas voir le bénéfice qu'en a, à l'époque, tiré la bourgeoisie ? A l'inverse, la Chine populaire peut difficilement être présentée aujourd'hui comme une menace militaire pour la France ; elle entretient des relations diplomatiques et commerciales normales. Voilà qui enlève tout crédit aux fables de Marcellin sur son fameux « chef d'orchestre clandestin ». Voilà qui limite les possibilités d'utilisation contre les forces révolutionnaires françaises de la soi-disant « menace chinoise » par les spécialistes de l'intoxication. Bien plus, la campagne anti-chinoise, **qui était en fait une campagne contre le socialisme,** est actuellement battue en brèche par les témoignages des nombreuses personnalités françaises à qui la Chine populaire a ouvert ses portes.

Quant à la politique des blocs et des alliances militaires, tout montre qu'elle ne sert que la réaction.

Avril-mai 1947 : en pleine époque du **« retroussez les manches »** et de **« la grève, arme des trusts »,** les 30.000 métallos de Boulogne-Billancourt entrent en grève pour une augmentation uniforme des salaires.

— Comment cette grève s'est-elle déroulée ?

— Quel rôle les militants révolutionnaires ont-ils joué dans cette lutte ?

— Quelles leçons doivent-ils en tirer pour les luttes à venir ?

C'est à ces questions, et à bien d'autres, que répond la brochure éditée par **Lutte Ouvrière** :

La grève Renault d'avril - mai 1947

96 pages **3 francs**

23 OCTOBRE 1956 :

L'INSURRECTION

LORSQUE, dans la nuit du 23 au 24 octobre 1956, les chars russes stationnés en Hongrie s'ébranlèrent pour la première fois, l'effervescence des milieux intellectuels, exprimant une aspiration générale à la liberté et à la fin de l'oppression nationale, s'est déjà transformée en insurrection ouverte.

Quelques heures auparavant, le défilé prévu par les étudiants à la fois pour manifester leur sympathie à l'égard de l'Octobre polonais et pour appuyer leurs propres revendications, s'est transformé en une immense manifestation populaire. De cette manifestation, où une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes (ouvriers, étudiants, intellectuels, ménagères, coude à coude), réclamait le départ des troupes russes et un gouvernement dirigé par Imre Nagy, surgirent les deux nouveaux mots d'ordre qui feront basculer la manifestation en insurrection armée : « A la statue de Staline » et « A la radio ».

Une partie du cortège s'attaqua à l'énorme statue qui dominait la ville, symbole de la dictature, symbole de l'occupation russe, symbole de tout un régime haï. Lorsque, après de nombreuses tentatives, sa masse de bronze s'ébranla puis s'abattit à terre, c'est tout ce qu'elle symbolisait qui s'ébranlait.

L'autre partie du cortège était déjà devant le bâtiment de la Radio. Elle réclamait que les « 16 points », rédigés la veille par les étudiants de Budapest et qui contenaient les principales revendications que les manifestants considéraient leurs, fussent rendus publics.

La réponse du régime fut sans équivoque. Les rafales de mitrailleuses qui, tirées par l'A.V.H., la police politique haïe, balayèrent la rue, fermèrent la voie à toute solution de compromis. A Budapest, il n'y eut pas de répétition de ce qui s'était passé à Varsovie où, deux jours plus tôt, les Russes avaient conduit eux-mêmes au poste du premier secrétaire du parti, Gomulka, réclamé par les manifestants. Aucun autre choix n'a été laissé aux manifestants à Budapest que de rentrer, la tête baissée et de payer le prix de [illegible] d'avoir réclamé des changements ou de prendre les armes. Les [illegible]tants ont pris les armes. Et lorsqu'il a fait appel au principal pilier du pouvoir, les troupes soviétiques.

Que les troupes de la bureaucratie russe fussent intervenues, pour écraser un mouvement populaire réclamant la libéralisation du régime et l'indépendance nationale, cela eut un goût criminel.

Même si, comme douze ans plus tard en Tchécoslovaquie, ce mouvement populaire n'avait pas eu un caractère socialiste. Même s'il eut été dirigé et entièrement dominé par les éléments qui, au sein même de l'appareil d'Etat national, agissaient en faveur d'un rapprochement des liens d'avec Moscou et, avec, à terme, le rapprochement avec l'Occident.

Mais l'Octobre hongrois était plus que cela. La différence entre ce qui s'est passé à Budapest en 1956 et ce qui allait [illegible]gue en 1968 n'était pas seulement dans le degré de radicalisation, ne

La classe ouvrière, les conseils, face

LA revendication des libertés démocratiques (liberté totale de l'opinion et de la presse, amnistie pour les condamnés politiques, élections libres avec la participation de plusieurs partis, etc.) jouait un rôle central pendant la révolution. Et la bureaucratie russe étant de toute évidence le principal pilier du régime de Rakosi et de son lieutenant puis successeur Gerö, le mouvement de mécontentement et l'explosion à laquelle il avait conduit ont pris nécessairement une coloration nationale marquée. La nécessité de combattre avant tout les troupes d'intervention a créé une certaine unanimité nationale qui masquait les oppositions sociales à l'intérieur du camp qui a pris position contre le régime de Rakosi et Cie.

Imre Nagy, qui représentait politiquement et socialement les mêmes forces que Gomulka en Pologne, ou plus tard, Dubcek en Tchécoslovaquie, a été poussé à la tête d'une révolution qu'il n'avait ni préparée, ni désirée comme symbole de cette unanimité nationale.

L'unanimité autour des revendications nationales, dans la mesure où elle soudait ensemble des forces sociales différentes, et pour certaines hostiles dans leur essence, avait été déterminante dans la rapidité du succès de la première étape de la révolution. Pas seulement parce qu'elle cimentait l'unité des couches populaires. Mais parce qu'elle donnait à l'appareil d'Etat national une assise populaire lui permettant de reprendre ses attributs et de rompre avec le contrôle pesant de la bureaucratie russe. Les hommes de main directs des Russes au sein de l'appareil d'Etat national se sont trouvés isolés en l'espace de quelques jours sinon de quelques heures. Une fraction importante de l'appareil d'Etat s'est mise du côté de l'insurrection, après plus ou moins de tergiversations en raison du caractère trop radical à leur gré de la lutte, néanmoins dans un laps de temps assez bref : en premier lieu — sinon en premier — Nagy lui-même et ses proches. Mais aussi des dirigeants militaires (Maléter en particulier), de la police (notamment le commandant de la police « ordinaire » à Budapest) et de l'appareil du parti. Une autre fraction importante des membres de l'appareil d'Etat est restée dans une prudente réserve, mais du moins, restait neutre à l'égard de l'insurrection.

Le fait que le mouvement populaire allait dans un premier temps dans le sens souhaité — sinon avec le degré de radicalisme souhaité — par les tenants nationaux de l'appareil d'Etat national, a fait que ce dernier s'est désagrégé dans une large mesure face à l'insurrection, y compris aux plus hauts niveaux.

Dès le lendemain de l'insurrection, la coterie dirigeante et le dernier carré des fidèles au Kremlin ne pouvaient compter, en dehors des forces de la police de sécurité, que sur les troupes d'intervention russes.

Mais l'unanimité nationale, symbolisée plus que réellement dirigée par Nagy, mais à laquelle il donnait cependant sa coloration politique, était en réalité factice. Les forces qui se sont trouvées au coude à coude dans la bataille, et essentiellement leurs deux pôles, les tenants de l'appareil d'Etat national d'une part, et les travailleurs, d'autre part, n'avaient pas du tout les mêmes perspectives.

Les premiers représentaient les intérêts de l'Etat bourgeois hongrois qui, bien que rétabli au lendemain de la guerre en s'appuyant sur les forces militaires de la bureaucratie, n'en était pas moins par nature profondément rétif à l'emprise puissante exercée sur lui par le Kremlin désireux de maintenir la Hongrie, comme les autres démocraties populaires, dans son orbite. Pour les tenants de l'appareil d'Etat, le mouvement populaire, dangereux par sa dynamique, n'avait d'intérêt que comme force d'appui pour se débarrasser de la tutelle du Kremlin.

Contrairement à Gomulka à la même époque, Nagy et les tenants de l'appareil d'Etat n'ont cependant pas réussi à endiguer et à canaliser à leur profit exclusif le mouvement populaire. Le degré de mobilisation et de radicalisation lui-même a constitué, dans les faits, un premier divorce entre les masses et les tenants de l'Etat national. Si la plupart des mots d'ordre de l'insurrection dans sa première phase pouvaient être repris par Nagy et les siens, dans la mesure où ils n'allaient pas dans le sens de la rupture de l'unité nationale **autour d'eux,** les masses populaires ne faisaient confiance à quiconque, et tenaient elles-mêmes à conquérir l'indépendance nationale, la liberté et la démocratie, les armes à la main.

Mais surtout, au cours du combat pour l'indépendance et pour les libertés démocratiques, le prolétariat qui en était l'élément moteur, a vraiment formé ses propres organes de pouvoir : les conseils ouvriers. Ces conseils avaient beau soutenir — de plus en plus conditionnellement d'ailleurs au fur et à mesure du développement de la révolution — le gouvernement d'Imre Nagy, lorsque celui-ci fut appelé au pouvoir, ils n'en représentaient pas moins l'embryon d'un autre pouvoir, faisant concurrence à celui du gouvernement en place. C'était déjà le double pouvoir en gestation.

Naissance et multiplication des conseils ouvriers

Les conseils ouvriers sont nés dans le feu du combat. Résurgence de l'expérience de la révolution des Conseils de 1919 ? Interprétation idéalisée des « conseils d'autogestion ouvrière » yougoslaves, popularisés par les courants oppositionnels du Parti ? Les deux sans doute. Et peut-être aussi, dans une certaine mesure un appel, lancé par le Conseil central des syndicats pourtant très officiel qui, dans l'intention probable de neutraliser les ouvriers et leur faire faire reprendre le travail, appela à la formation de conseils composés du directeur, du secrétaire du parti, du secrétaire syndical et des « meilleurs ouvriers », joua un certain rôle. Faisant état de cet appel, un des historiens officiels du régime de Kadar qui a consacré un livre à ce qu'il appelle **« la contre-révolution en Hongrie »,** se plaint amèrement que d'une si bonne décision, fussent sorties les si mauvaises choses que furent finalement ces Conseils ouvriers **« très rapidement contrôlés partout par la contre-révolution ».**

Malgré la grève générale, effective dès le premier jour de la révolution, les travailleurs étaient dans leurs usines et élisaient démocratiquement ceux d'entre eux en qui ils avaient confiance. Les conseils prenaient en main la gestion des usines, entreprenaient la réorganisation de l'appareil de production, supprimaient les normes, augmentaient les salaires, réduisaient la hiérarchie. A côté de ces décisions « économiques », ils prenaient des mesures plus politiques, en éloignant les dirigeants staliniens marqués, en supprimant les fonctions de surveillance politico-policière au sein de l'entreprise et en remettant leurs titulaires à la production.

Mais surtout, ils organisaient et armaient des milices ouvrières, chargées à la fois de garder l'entreprise, mais aussi, de participer aux combats de rue.

De fait, l'activité des conseils dépassait pour ainsi dire dès le début le cadre de l'usine, pour s'étendre au niveau du quartier où ils représentaient la seule autorité reconnue.

Au début, certes, les conseils ne postulaient pas un pouvoir politique et à plus forte raison, le pouvoir politique central. Ils admettaient sur ce plan la représentativité du gouvernement Nagy, tout en cherchant d'une manière croissante, à infléchir la politique de celui-ci dans le sens de leurs propres revendications.

Néanmoins, il existait dès le début, une tendance nette, d'une part à fédérer les conseils et établir un système centralisé couvrant l'ensemble du pays, et d'autre part, à conquérir pour les conseils des prérogatives qui, ouvertement politiques et administratives, dépassent et le cadre de la simple gestion économique et les limites de l'entreprise.

Cette tendance était, au début, plus forte en province qu'à Budapest. Cela s'explique bien sûr en premier lieu par l'éloignement du seul pouvoir étatique accepté, celui du gouvernement Nagy. Toujours est-il qu'au moment où les 29 et 30 octobre le cessez-le-feu intervint, marquant le triomphe momentané de la première étape de l'insurrection, plusieurs conseils centraux, représentant les ouvriers de toute une ville, voire d'un département, étaient formés. L'autorité de ces conseils s'étendait à toute la région, ils remplaçaient l'administration en débandade, ils assuraient le fonctionnement des services publics et le ravitaillement.

C'est ainsi que le conseil de Miskolc (cette ville, la deuxième du pays, est le chef-lieu d'une des principales régions industrielles) étendait son autorité sur tout le département, contrôlait la station de radio locale et dès le 26 octobre, alors que le combat faisait encore rage à Budapest où la radio nationale faisait encore de la propagande contre la révolution, la station de Miskolc diffusait alors le programme de la révolution. Par la suite, le conseil traita d'égal à égal aussi bien avec le gouvernement central de Nagy qu'avec le commandement soviétique local.

La même tendance commençait à se dessiner à Budapest aussi. Le 31 octobre, les délégués de vingt-quatre grosses entreprises se retrouvaient pour coordonner leurs activités et leurs revendications.

Tous les conseils réclamaient le retrait de l'armée soviétique, l'épuration du gouvernement de ses éléments rakosistes, le droit de grève, la liberté syndicale, la reconnaissance des conseils. Ils se déclaraient prêts à se battre aussi bien contre un retour du régime de Rakosi que contre le retour du régime de Horthy.

Absence d'un parti ouvrier révolutionnaire

L'unanimité nationale derrière Nagy commençait à se craqueler dans les faits, même si, politiquement, personne ne contestait le rôle du leader. L'émergence

HONGROISE

pas seulement dans le fait que dans le premier cas il y eut affrontement armé de grande ampleur et pas dans le second.

En Tchécoslovaquie, l'évolution antérieure à l'intervention russe, n'a pas différencié ni politiquement, ni organisationnellement les différentes classes et couches aux intérêts divergeants. L'unité nationale derrière Dubcek et son équipe, derrière ceux des tenants de l'appareil d'Etat national qui luttaient, au nom de la souveraineté nationale, pour faire cesser le contrôle de la bureaucratie soviétique sur l'appareil d'Etat bourgeois tchécoslovaque, n'a jamais été rompue. L'invasion russe avait encore ressoudé cette unité nationale, privilégié le contenu national du combat.

La situation en Hongrie au moment de la première intervention russe, n'aura pas été sans analogie avec ce qui se déroulera plus tard en Tchécoslovaquie. Mais pendant les jours qui suivirent cette première intervention russe — sans succès — un fait nouveau, d'une importance primordiale au point de vue de la lutte des classes, est intervenu : la création de Conseils ouvriers, leur multiplication, et leur tendance à occuper un rôle croissant dans la vie politique.

Et la deuxième intervention russe du 4 novembre, celle qui devait être décisive, au lieu d'arrêter ce processus, l'a encore accentué.

Faute d'un parti révolutionnaire, les Conseils ouvriers hongrois n'ont jamais réclamé pour eux seuls la totalité du pouvoir politique. Mais le prolétariat a formé ses propres organes de classe, et a entrepris de mener, dans les faits, une politique autonome. Il a renoué avec la tradition du 1905 et du 1917 russe et avec celle du 1919 hongrois.

Bien sûr, même sans intervention russe, la bataille n'eut pas été gagnée d'avance pour la classe ouvrière. Mais c'est l'éclosion d'une véritable insurrection ouvrière qui a été brisée de la manière la plus brutale et la plus sanglante par l'armée qui, par une triste dérision, s'intitule encore rouge.

Georges KALDY.

au pouvoir politique

d'un double pouvoir se dessinait à travers la tendance des conseils à se fédérer et à assumer des tâches politiques et administratives. Les exigences des ouvriers, même en ce qu'elles étaient différentes de celles des autres classes sociales, étaient de plus en plus clairement formulées. Des conseils protestaient contre la **« multiplication et la mise en avant des partis politiques »**, et proclamaient la nécessité pour des ouvriers à s'organiser « indépendamment des partis politiques ».

Le 2 novembre, le président du Conseil ouvrier de Miskolc fit une déclaration révélatrice de la prise de conscience croissante des travailleurs : **« Le gouvernement doit proposer la formation d'un Conseil national révolutionnaire, s'appuyant sur les conseils ouvriers départementaux et de Budapest, et composé de délégués démocratiquement élus. Avec cela, on doit prononcer la dissolution de l'ancienne Assemblée nationale ».** C'était déjà la revendication d'un pouvoir central appuyé sur un système de conseils ouvriers. Mais, c'est au gouvernement lui-même, c'est-à-dire l'organe dirigeant de l'Etat que la classe ouvrière aurait dû renverser et auquel le système des conseils aurait dû précisément se substituer, c'est à ce gouvernement là que l'on réclame la satisfaction de ces revendications.

Le mot d'ordre **« tout le pouvoir aux conseils »** se dessinait au fur et à mesure que la classe ouvrière consolidait son indépendance organisationnelle. Mais il n'y avait pas de parti bolchévik pour le formuler.

En fait, dans le foisonnement de partis nouveaux, souvent sans troupes mais nombreux, si la plupart affirmaient leurs « convictions socialistes », ou leur volonté de ne pas voir l'ancien régime d'avant 45 rétabli, aucun ne représentait clairement, consciemment les intérêts du prolétariat.

Les éléments les plus sincères, les plus combattifs qui émergèrent avant ou pendant la révolution, des courants opposés à la direction rakosiste au sein du P.C. restaient prisonniers des schémas staliniens. Obnubilés par les prétendues « transformations socialistes » dans le pays, ils pensèrent qu'il suffisait de chasser Rakosi et l'A.V.H., de démocratiser le régime et de mettre fin à l'occupation russe, pour qu'un socialisme véritable sorte de la fange qui le recouvrait. Les critiques qu'ils formulèrent à l'égard de Nagy, lorsqu'ils le faisaient, concernaient ses indécisions et non pas la nature de classe de son pouvoir. Ce faisant, ils se rangeaient dans son camp, dans le camp de ceux qui voulaient limiter la révolution à un mouvement d'émancipation nationale.

Aucun groupe n'a dit clairement aux ouvriers : « Cet Etat n'est pas votre Etat, ni de près, ni de loin. Vous n'en avez rien à conserver, vous devez le détruire complètement. Se prétendre le défenseur des « transformations socialistes » sous Rakosi ne fait de personne votre ami, car il n'y eut nulle « transformation socialiste ». Et ceux qui, au nom de la défense de ces transformations, vous incitent à la modération, au compromis avec l'Etat, vous trahissent.

C'est vous, et vous seuls qui êtes dépositaires de l'espoir socialiste. Le pouvoir est à votre portée, ne le laissez à personne, prenez-le ! »

La classe ouvrière a montré, dans les faits, une intelligence de la situation infiniment supérieure à tous ceux, même d'extrême-gauche, qui pérorèrent sur le socialisme... dans l'ombre de Nagy. Elle est allée au maximum de ses possibilités. Mais elle ne pouvait pas, spontanément, arriver à la rupture politique claire et consciente avec les tenants de l'appareil d'Etat national. Pour cela, il eut fallu un parti révolutionnaire. Il n'y en eut pas.

La rupture avec le pouvoir central n'interviendra qu'après la deuxième intervention russe, celle du 4 novembre, qui a chassé Nagy et ramené dans son sillage Kadar. Face au gouvernement contre-révolutionnaire de ce dernier, les conseils seront les seuls organismes révolutionnaires qui continueront le combat. Dix jours après l'intervention, un Conseil central ouvrier se formait enfin à Budapest, qui sera la seule autorité obéie par les travailleurs.

Les grèves continuèrent jusqu'à la grève générale du 11 et 12 décembre et le Conseil central fonctionna jusqu'à sa dissolution par le gouvernement et par l'arrestation de ses membres.

Mais ce combat qui se déroulait dans un pays quadrillé par une armée russe de 200.000 soldats, s'il est significatif du haut degré de combativité des travailleurs et de leur rôle déterminant dans la révolution, si la place prise par le Conseil central de Budapest témoigne de leur conscience de classe élevée, n'en était pas moins un combat d'arrière-garde.

Après le 4 novembre, la perspective d'un pouvoir ouvrier authentique n'était plus fermée par l'absence d'un parti révolutionnaire socialiste, mais par l'immense appareil de répression de la bureaucratie russe.

G. K.

Contre l'armée soviétique et les sbires de l'A.V.H., la population de Budapest s'insurge. (Ph. U.P.I.)

Les travailleurs — ici les traminots en grève — créent des conseils ouvriers. (Ph. A.F.P.)

Malgré une résistance acharnée, l'insurrection de toute la population hongroise... (Ph. U.P.I.)

...est écrasée par les chars soviétiques qui réoccupent le pays. (Ph. U.P.I.)

QUAND LES PARASITES...

... FESTOYENT A DEUX PAS DE LA MISERE.

IRAN : Le rêve et la réalité

DES festivités d'un autre âge, étalant au-delà de l'indécence un faste insolent, un gaspillage incroyable de richesses dans un pays où la majeure partie de la population vit dans la misère, voilà ce à quoi un couple impérial anachronique a convié tous les puissants de ce monde, le 16 octobre, à Persépolis.

A cette occasion, on n'a pas manqué de nous parler de l'Iran éternel, aux ruines antiques, aux tapis et aux miniatures merveilleuses, aux palais des mille et une nuits, à la belle Farah, etc.

Mais ce que presque personne ne dit, c'est que dans ce pays de 30 millions d'habitants, l'immense majorité de la population, essentiellement paysanne, vit dans des conditions moyenâgeuses de misère, de sous-développement, écrasée encore aujourd'hui par un régime quasi féodal, que l'absence totale de la démocratie la plus élémentaire et le régime policier féroce laissent les mains libres à la Savak (police secrète) pour arrêter, torturer, assassiner, tous les opposants, qu'ils soient étudiants, ouvriers, ou paysans.

Une pseudo réforme agraire

Il est de bon ton, dans certains milieux prétendûment objectifs, de vanter la réforme réalisée par le chah. Mais là aussi, il y a loin de la légende à la réalité.

L'Iran ne compte que 10 % de terres cultivables, incapables, parce que mal exploitées et insuffisantes, de faire face aux besoins de la population. Jusqu'à ces dernières années, les paysans iraniens ployaient sous le joug d'un véritable servage féodal qui, aujourd'hui encore, malgré l'intervention d'une timide réforme agraire, est le lot de la plus grande partie d'entre eux. En 1952, 6 hectares de terres cultivables étaient distribués à une mince frange de paysans et en 1963, 10 % des terres arables étaient de nouveau distribués entre 581.000 familles, chiffres qui marquent les limites étroites de cette prétendue réforme agraire. En 1963 toujours, on comptait 70 % des terres cédées en métayage tandis que les propriétaires, concernés par la réforme, étaient remplacés par les communautés villageoises ou par des coopératives. 4.500 en juin 1965, 8.000 en 1970, ces coopératives ont pour principale activité, le prêt d'argent aux paysans devenus tout petits exploitants. Ce crédit se paie très cher et interdit ainsi aux nouveaux « propriétaires » de sortir du sous-développement, du dénuement : 6 % d'intérêt la première année, 12 % la seconde si l'argent n'a pas été remboursé et 24 % la troisième. Par contre, en 1970, on estimait à près de 3 millions d'hectares les terres qui devaient être remises à six sociétés anonymes associant à des représentants iraniens, des promoteurs américains, yougoslaves, français. Chacune de ces sociétés devait recevoir entre 5.000 et 18.000 hectares (alors que chaque famille paysanne n'en reçoit que 6) et consacrer leur exploitation aux cultures d'exportation.

Une réelle terreur policière

Le régime impérial, foncièrement corrompu et anti-démocratique, ne se contente pas d'imposer à la population paysanne des conditions de vie épouvantables. Il exerce une véritable terreur policière contre tous les opposants. La répression est permanente, toute la vie de l'opposition, aussi restreinte soit-elle, est annihilée par la terreur. En septembre 70, lors des premières élections aux assemblées départementales, sur 30 millions d'Iraniens, seuls 910.000 participèrent au vote, 97,5 % des voix allant au parti gouvernemental Iran Novin, le reste allant au Mardom, parti très proche du premier. Les militants de toutes les formations d'opposition, depuis celles de droite, religieuses, jusqu'à celles des Communistes Toudeh (pro-soviétiques) ou Révolutionnaires Toudeh (pro-chinois), en passant par le Mouvement national iranien qui se revendique de Mossadegh, et par les divers mouvements autonomistes des minorités (Kurdes, Khouzistan), peuplent les prisons du chah.

En avril 1970, un communiqué du Comité de soutien aux prisonniers politiques dénonçait la répression : « Il ne se passe pas un jour sans que des jeunes gens soient arbitrairement arrêtés par la Savak (police secrète), jetés dans les geôles du chah, frappés, torturés, jugés à huis-clos par des tribunaux militaires sans qu'ils puissent bénéficier d'avocats ou de médecins ». Lors de manifestations à Téhéran, à la même époque, cinq personnes sont tuées par la police, huit cents étudiants arrêtés. Les procès se succèdent, ainsi que les condamnations : le 31 décembre 1970, dix-huit opposants sont jugés, trois condamnés à la prison à vie ; le 19 mars 1971, treize personnes accusées d'avoir participé à l'attaque d'un poste de gendarmerie, sont exécutées.

De 1955 à 1966, quarante-huit personnes sont mises à mort officiellement pour des raisons politiques, chiffre certainement bien inférieur à la réalité. Le 5 mai 1971, la gendarmerie ouvre le feu sur des ouvriers de Karadj (ville industrielle à 40 km de Téhéran) faisant trois morts et douze blessés. Contre les travailleurs qui revendiquent, contre les étudiants qui manifestent, contre les paysans qui se révoltent, la police ouvre le feu, emprisonne, torture, assassine.

Ainsi, l'Iran n'a rien de ce pays de rêve fabriqué par les agences de tourisme. Si, à l'heure actuelle, l'exploitation du pétrole fournit à l'Etat iranien de confortables revenus (bien que les sociétés étrangères exploitantes se taillent la part du lion), la population travailleuse n'en bénéficie absolument pas. Le sous-développement et son tribut de misère, la férule policière, des conditions de travail et de vie extrêmement dures, restent la seule réalité que connaissent les paysans et les ouvriers d'Iran.

Lucienne PLAIN.

Un glorieux chah... pitre de l'histoire de la Perse

DEUX mille cinq cents ans de monarchie en Iran ! » C'est sous cet orgueilleux slogan que se sont déroulées, la quinzaine dernière, à Persépolis, les fêtes de commémoration de la naissance de l'Empire perse, où au milieu de tout un lot de chefs d'Etats et de gouvernements venus s'empiffrer des quatre coins du monde, Mohamed Rezad Pahlavi, le chah in chah (roi des rois) s'il vous plaît, a joué les descendants des Cyrus, Darius et autres Xerxès.

Si cela lui fait tant plaisir, nous ne voyons pas pourquoi nous irions contester cette illustre ascendance, d'autant plus qu'elle est sans doute exacte :

— A raison de deux parents, quatre grands-parents, huit arrière-grands - parents... et quelques milliards d'ascendants à deux mille cinq cents ans de distance, ce serait bien le diable si une goutte du sang de Cyrus ne coulait pas dans les veines du chah actuel, comme dans celles, d'ailleurs, du plus pauvre paysan iranien. Mais sans, évidemment, nous faire les champions de la légitimité dynastique, il nous faut tout de même remarquer que si tous les rois ne sont finalement que des usurpateurs, ou des descendants d'usurpateurs, il y en a qui sont encore plus mal qualifiés que d'autres pour exhiber ce genre de prétentions.

La dynastie actuellement au pouvoir en Iran, et qui succéda à bon nombre d'autres, y accéda non pas en 500 avant Jésus Christ, mais tout bêtement en 1925 après (il y a donc moins de 50 ans), quand le père du chah actuel, vulgaire officier de cavalerie, réalisa, après avoir mis pendant des années son sabre à la disposition du trône, qu'il ferait mieux de s'asseoir dessus.

Dictateur abject et monarque ridicule, voilà qui justifie sans doute son double titre de « chah in chah ».
(Ph. U.P.I.)

chah, doit, lui aussi, le fait d'être toujours assis sur le trône iranien à sa connaissance de la technique du coup d'Etat, puisque contraint de s'enfuir en août 1953 devant les manifestations populaires qui accompagnèrent la lutte menée par le Premier ministre Mossadegh, pour la nationalisation du pétrole iranien, il ne put revenir au pouvoir qu'après que l'armée ait arrêté Mossadegh et ses principaux partisans, et rétabli « l'ordre », comme l'armée iranienne sait si bien le faire.

Mais Mohamed Rezah aurait tout de même eu bien tort de se refuser, à cause des mauvaises langues, le plaisir de jouer les petits-fils de Cyrus. N'a-t-il pas trouvé, pour aller l'applaudir, des Chaban-Delmas qui se prennent pour des démocrates, et même des représentants de l'U.R.S.S. et de la Chine qui se prennent pour des communistes.

Au royaume des usurpateurs aveugles, les borgnes sont... chah in chah.

André VICTOR.

17 octobre 1961

Quand la police française assassinait des dizaines de travailleurs algériens en plein Paris

IL y a dix ans, le mardi 17 octobre 1961, le F.L.N. algérien appelait la population algérienne de la région parisienne à manifester en masse, en fin de soirée, dans le centre de la capitale, pour protester contre la multiplication des mesures discriminatoires infligées aux Algériens par le gouvernement et sa police raciste, et se dresser en particulier contre la dernière en date de ces mesures odieuses : le couvre-feu désormais imposé à la population algérienne à partir de 20 heures le soir.

Et, le 17 octobre 1961, Paris était le théâtre d'une des manifestations les plus impressionnantes de son histoire : à l'appel du F.L.N., des milliers et des milliers d'Algériens, alors parqués dans leurs ghettos des 14e ou 18e arrondissements, d'Aubervilliers, de Choisy-le-Roi ou de Nanterre, déferlaient comme une immense marée humaine vers les « beaux quartiers », vers l'Opéra, la Madeleine, les Champs-Elysées, la Concorde et les Grands Boulevards.

Cynisme éhonté ou inconscience criminelle ? M. Papon, préfet de police de Paris, avait déclaré dès l'annonce de la manifestation F.L.N. : « Nous devons aller aux Algériens de métropole comme nous le faisons en Algérie ». **Et ses flics, en effet, « y allèrent » de la même façon.**

Dès le matin de ce 17 octobre, de gigantesques rafles d'individus à la peau trop mate et aux cheveux trop bruns étaient organisées dans les « beaux quartiers ». Résultat : plus de 200 interpellations et arrestations. Mais le soir, la chasse à l'homme était déclenchée de façon autrement plus scientifique : sur tous les quais et à toutes les bouches de métro, de véritables « comités d'accueil » policiers attendaient, matraques en mains, les trains de manifestants.

« Ce n'est pas sans stupéfaction, et quelque crainte, que les Parisiens sortant des stations de métro ou des cinémas, à l'Etoile par exemple, voyaient arriver ces vagues d'Algériens, sommés aussitôt par les agents de police de mettre les mains

en l'air. Quant aux policiers, à mesure que le déferlement algérien prenait de l'ampleur, leur énervement allait grandissant. A la fin de la journée, c'est en ponctuant leurs ordres à coups de bâton blanc qu'ils dirigeaient les musulmans vers les points où ils devaient être rassemblés. »

Si ces quelques lignes du journal Le Monde **du 17-10-61 donnent une petite idée de l'ampleur de la manifestation, elles en donnent par contre une bien piètre de la sauvagerie de la répression. Car ce n'est pas seulement à coups de** « bâtons blancs » **que les flics et C.R.S. parisiens tentèrent d'endiguer les flots d'Algériens, mais bel et bien à coups de feu.**

En effet, malgré l'énorme déploiement de forces policières, les manifestants réussirent en divers endroits à se regrouper : boulevard Saint-Michel, place Maubert, gare Saint-Lazare, au pont de Neuilly, et surtout sur les grands boulevards où un immense cortège défila vers l'Opéra aux cris de « Algérie algérienne ! ». **Et c'est là que la police tira. Sans sommations, et sans l'ombre d'un scrupule, rodée qu'elle était, par des mois et des mois de rafles, matraquages et tortures à considérer les Algériens comme des chiens à abattre.**

Les mitraillages des Grands Boulevards firent des morts et des blessés. Des morts et des blessés que les forces dites de l' « ordre » **parquèrent dans des coins, en se refusant systématiquement à faire appel à des ambulances. Rarement Paris avait connu des scènes d'une si odieuse et si sauvage brutalité. Rarement aussi, de l'aveu même des autorités — qui en tiraient certes quelque fierté — on avait arrêté tant de personnes. Sur quelques 30.000 manifestants, 12.000 environ furent appréhendés et conduits dans divers commissariats de police, et au Palais des Sports et au stade Coubertin, transformés pour l'occasion en camps de concentration improvisés.**

Au lendemain des manifestations d'octobre 1961, tandis que la préfecture de police annonçait deux morts et soixan-

te-quatre blessés parmi les Algériens, le G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la république algérienne), avec lequel le gouvernement français était en négociations secrètes pour le règlement du problème algérien, faisait état, de son côté, de cinquante morts et plus de cent disparus (on repêcha en effet par la suite bon nombre de cadavres dans la Seine).

Rarement Paris avait été le théâtre de telles scènes d'horreur. Et pourtant, rarement telles scènes d'horreur passèrent aussi inaperçues. Et cela, parce que aucune couche de la société française, aucune organisation politique de quelque importance ne se sentit solidaire des Algériens en lutte.

La bourgeoisie libérale, la cohorte de ceux qui se targuent d'être bourrés du souci d'objectivité à s'en étouffer, soutinrent le gouvernement avec les quelques réserves d'usage. Jacques Fauvet trouvait le moyen dans Le Monde **du 19-10-61 d'entamer un article sur le sujet par ces lignes :**

« Le F.L.N. ne manquera pas d'exploiter les sanglants incidents de Paris et les atroces « ratonnades » d'Oran. Pourtant, il en porte la responsabilité puisqu'ici et là, c'est le terrorisme musulman qui est à l'origine de ces drames. » **Voilà le genre de jérémiades que les hauts faits de la police parisienne arrachaient aux « honnêtes » bourgeois honteux.**

Mais si les manifestations d'octobre 1961 purent faire tant de victimes, et si les victimes de cette sauvage répression furent enterrées sans fleurs ni couronnes, c'est avant tout parce que les grandes organisations politiques et syndicales dites « de gauche », P.C.F. en tête, et de loin en tête au point de vue importance et donc responsabilité, laissèrent les Algériens seuls dans la lutte, et seuls face à la répression.

Ce ne fut qu'après que le F.L.N. eut fait descendre les Algériens dans la rue, que le Parti communiste français ne put faire moins, face à ses propres militants, que d'organiser des manifestations contre la guerre d'Algérie et contre l'O.A.S. Mais au lendemain même du 17 octobre 1961 L'Humanité **se contenta de réserver quelques colonnes au compte-rendu des épisodes les plus sanglants des manifestations, et aucune riposte de quelque envergure ne fut envisagée pour tenter de réduire à néant les agissements barbares et arrogants d'une police dressée au racisme. Oh ! pardon ! Le P.C.F. « riposta » par... des pétitions, et quelques rassemblements avec prises de parole à la sortie de certaines entreprises ! Une centaine d'Algériens massacrés en plein cœur de Paris ne méritaient pas plus pour le parti de Maurice Thorez !**

Michelle VERDIER.

BLOIS :

En est-il ou pas ? ... ça a son importance !

Si vous vous promenez dans un magasin et qu'un individu vous ceinture et vous entraîne de force dans un véhicule en vous molestant, de quoi s'agit-il ? D'une agression, bien sûr, et votre agresseur devrait tomber sous le coup de la loi.

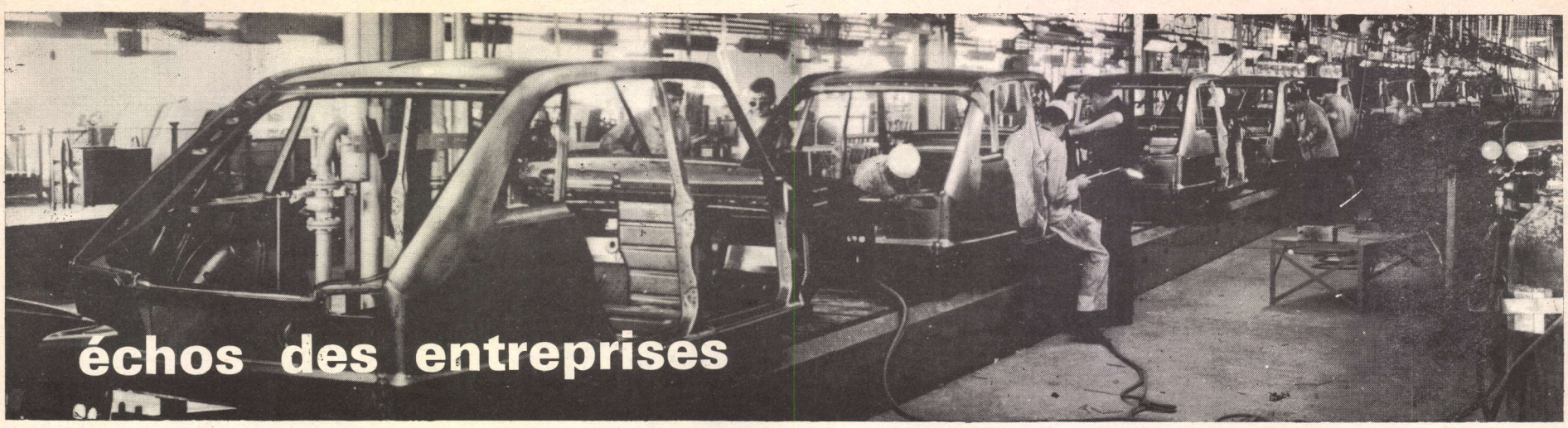
Mais, attention, il y a des nuances à respecter. Cette aventure est arrivée le samedi 25 septembre aux Nouvelles Galeries de Blois à un professeur appartenant au S.N.E.S. et c'est ce syndicat qui l'a rendue publique. Mais que ce professeur n'espère pas obtenir une quelconque réparation : en effet, son agresseur appartenait justement à la police, ce grand corps chargé, c'est bien connu, de la protection des citoyens.

Pour être objectifs, signalons quand même que le dit professeur avait vu quelques instants plus tôt l'individu en question, flic en civil, contrôler l'identité des vendeurs de Rouge *devant les Nouvelles Galeries de Blois. Il avait en outre eu l'impudence — et l'imprudence — de demander au flic de présenter sa carte.*

Honteux sans doute de dévoiler son métier, le flic s'est vengé quelques minutes plus tard, en exigeant du professeur trop curieux qu'il le suive au commissariat pour contrôle d'identité, ce qui est parfaitement illégal. Le professeur ayant refusé, il fut giflé, emmené de force au commissariat, où il fut gardé plus de deux heures, insulté et brutalisé.

Morale de cette histoire : si vous vous faites attaquer dans la rue par un « malabar », réfléchissez bien avant d'appeler la police, on ne sait jamais à qui on a affaire...

F.B.



échos des entreprises

petite paie pour « grosse tête »

● *R.N.U.R. (Billancourt)*

La dernière feuille de paie, celle du 7 octobre, si elle n'était pas négative n'était pas pour autant plus facile à déchiffrer.

Cette fois, dans la colonne **« retenues »,** la direction nous retirait l'avance faite début septembre concernant les journées des 30 et 31 août, ceci en plus des retenues habituelles et de la retenue concernant l'avance faite en mai 71.

Maintenant, chez Renault, plus personne ne peut dire combien il va toucher sur sa paie. Les pointeaux sont submergés de réclamations et leur travail est de plus en plus compliqué.

La direction se moque de nous. La mensualisation, ce doit être aussi la simplification de la feuille de paie. Nous devons savoir chaque mois ce que nous allons gagner. Nous n'avons pas d'ordinateur de poche pour déchiffrer et surtout vérifier notre feuille de paie.

C'est tout de même un comble que ceux qui ont les plus petites paies aient les feuilles de paies les plus indéchiffrables !

Il y a une solution pour simplifier la paie :

1) Tout le monde au mois.

2) Salaire au forfait, c'est-à-dire comme les cadres de la Régie.

3) Augmentation uniforme pour tous.

opération portes ouvertes : pourquoi pas ?

● *HOPITAL COCHIN (Paris-6e)*

La semaine dernière, à la suite d'une assemblée du personnel réunie à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., une nombreuse délégation s'est rendue le lendemain à la direction pour protester contre les défalcages. En effet, une vingtaine de personnes ont brusquement été licenciées fin septembre. La motion de protestation déposée par le personnel précisait que 50 cadres budgétaires étaient encore à pourvoir à Cochin et réclamait l'embauche de personnel en nombre suffisant pour le bon fonctionnement des services.

La direction, bien entendu, se retranche derrière l'administration centrale de Victoria pour régler ce problème. Mais pour nous, qu'importe de savoir comment les responsabilités se partagent entre le ministère de la Santé, Victoria ou notre direction ! Notre problème, c'est d'obtenir le personnel en nombre suffisant pour que notre travail ne soit plus cette course infernale à travers l'hôpital, ces repos si nécessaires et souvent refusés, ces rapports tendus dans les services entre un personnel trop fatigué pour garder son calme.

L'embauche de personnel est donc devenue plus que nécessaire et, cette évidence, nous devons la faire connaître au public, l'informer des dangers qu'il court avec des hôpitaux qui ne sont plus capables d'assurer correctement les soins des malades. Seul le scandale que ferait une telle information pourrait contraindre la direction et le ministère à changer leur politique d'embauche sur les hôpitaux.

pas de loisirs à Purpan

● *HOPITAL PURPAN (Toulouse)*

Si, dans l'ensemble des services les soins donnés aux malades sont la plupart du temps médiocres faute de personnel et de matériel, que dire de l'organisation des loisirs pour les malades ?

Il y a des hospitalisés qui, une fois la visite effectuée, restent toute la journée et toute la soirée désœuvrés. En effet, il n'existe pratiquement dans aucun service des salles de télévision, des salles de jeux ou de lecture.

Et cela devient dramatique lorsqu'il s'agit de très longues hospitalisations, comme dans le cas des tuberculeux. Le malade ne sait comment tuer l'ennui permanent, et cette carence de l'administration l'incite quelquefois à oublier son désespoir avec des moyens qui annulent les effets de son traitement.

Pour la guérison d'un malade, tout est nécessaire : les moyens proprement matériels, mais aussi le repos moral et nerveux. Mais cela n'entre pas dans les comptes du gouvernement lorsqu'il établit le budget de la Santé publique.

les auxiliaires : toujours des laissés-pour-compte

● *P.T.T. (Bordeaux-gare)*

Au Transbord, dans la brigade de roulement, dans la nuit du samedi au dimanche, trois camarades sur quatre embauchent deux heures plus tôt, soit à 17 h 30 au lieu de 19 h 30. Lorsque ce sont des titulaires, il y a un roulement et c'est chacun à leur tour qu'ils embauchent deux heures plus tôt. Mais ce n'est pas le cas pour les auxiliaires qui sont baladés de brigade en brigade et qui se retrouvent souvent plusieurs samedis de suite à embaucher à 17 h 30. Ceci est tout à fait anormal, ces camarades font le même travail que les titulaires et ils doivent être traités de la même façon.

on est doué ou on ne l'est pas

● *S.N.E.C.M.A. (Corbeil)*

On ne s'improvise pas du jour au lendemain cariste. C'est ce qu'a dû comprendre un peu brutalement un cadre jouant les jaunes pendant la grève récente.

Une porte de magasin a été défoncée. Le gars n'a pas dû y aller de mainmorte...

Si encore ils touchaient une prime de risque, mais pensez donc, ces messieurs sont venus gratter à l'œil.

Ça existe encore !...

enfin un samedi de libre !

● *CHAUSSON (Gennevilliers)*

Les travailleurs en équipe des presses n'ont pas eu de réduction d'horaire. Après 68, ils ont toujours travaillé 6 jours par semaine.

La quinzaine dernière, ils ont fait une pétition pour réclamer la réduction d'horaire sous forme d'un samedi en moins par mois au moment où ils passent de l'équipe du soir à celle du matin.

Et, comme la direction se moque bien de leur revendication, nos camarades sont passés à l'action. Près de la moitié des travailleurs de l'équipe du soir ne sont pas venus le samedi 9 octobre au soir.

En prenant les 8 heures de repos samedi, les travailleurs des presses ont appliqué la réduction d'horaire de 2 heures par semaine que la direction leur doit.

Ils ont eu raison de le faire et leur journée de repos vaut bien le manque à gagner.

les guignols

● *ROUSSEL-UCLAF (Romainville)*

Nous voulons parler des correspondants d'information. L'organisation mise en place par la direction pour « informer objectivement le personnel » et supprimer les bruits de couloir et autres téléphones arabes : quelle efficacité !

Jamais les informations réelles n'ont autant passé par les couloirs.

Mais nos braves correspondants d'information continuent d'aller à leurs petites réunions où la direction les rassure... « dites au personnel qu'à la S.I.F.A., il n'y aura aucun licenciement, tout le monde sera reclassé... les syndicats mentent »..., etc.

Ouf ! vite, ils viennent rassurer le personnel sur la bonté de Roussel. Simplement, ils ont oublié ou bien, timides et respectueux, ils n'ont pas osé demander où les travailleurs de la S.I.F.A. seraient reclassés ? Oui, où ? A Romainville, pourquoi pas à Arpajon ?

Peut-être y a-t-il encore des inconscients parmi ces correspondants de la direction, alors, qu'ils se dépêchent de se sauver, avant qu'ils ne se ridiculisent.

pour la direction 56 = 40

● *KODAK (Vincennes)*

Le 1er novembre, l'usine va faire 40 h. Mais pour nous, en 3 x 8 avec dimanche, les 40 h ne seront pas effectives chaque semaine. Nous continuerons à travailler par cycles de 56 h de rang (7 jours de 8 heures) avant d'avoir notre repos. Une fois par mois, nous aurons un « repos compensateur » qui ne compensera pas grand-chose !

Il y a quelques mois, la direction nous a consultés pour nous demander comment nous envisagerions de prendre cette journée. Mais c'est elle qui décide en fin de compte de son attribution et bon nombre d'entre nous sont mécontents.

En fin de compte, la direction entend bien que la même production sorte, bien que l'horaire mensuel va être diminué. Elle veut continuer à nous faire faire la même quantité de travail et s'arrange pour nous attribuer ce repos compensateur sans mettre du personnel nouveau dans les équipes.

Nous ne devons pas accepter cela. Le 1er novembre, l'usine va faire 40 h, les 3 x 8 avec dimanche doivent les faire aussi. La direction ne doit pas éluder le problème. Les repos compensateurs aux jours décidés par elle ne nous conviennent pas. Que la direction se débrouille pour créer des équipes supplémentaires pour permettre de nouveaux roulements sur 40 h.

ça décolle

● *S.N.E.C.M.A.-HISPANO (Bois-Colombes)*

Le décollement que nous avions dénoncé dès que nous sommes devenus S.N.E.C.M.A. continue à faire des ravages, particulièrement dans les bureaux.

Non seulement, il n'y a aucun salaire qui se ressemble, et cela quelle que soit la qualification, mais il crée une confusion épouvantable au moment des augmentations, et des changements de catégorie.

En effet, lors d'une augmentation pure et simple, le décollement est tout bonnement augmenté, mais lorsqu'il s'agit d'un changement de catégorie, la direction, par un système de vases communicants, soutire une partie du décollement pour le mettre sur la base 40 h, et elle réduit de la sorte le montant de la promotion.

Il fallait y penser, car pour la S.N.E.C.M.A., tout est bon pour débourser le moins possible et semer la division.

Les nouvelles mesures pour la retraite :

une simple restitution !

AU ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, on a décidément bien du culot. On ose présenter comme une amélioration fracassante du régime des retraites, ce qui n'est en réalité que la fin ou la diminution d'un scandale, d'une opération de rackett pratiquée officiellement depuis des années, aux dépens de bon nombre de cotisants.

Au bout d'une vie de labeur, un travailleur peut « bénéficier » d'une retraite versée par la Caisse de Sécurité sociale à condition de satisfaire à certaines obligations !

Il est impossible de donner un résumé simple de la façon dont sont calculées les pensions mais on peut dire qu'il y a trois conditions essentielles :

— celle de l'âge ;

— celle du nombre des années cotisées (des trimestres exactement) ;

— celle du montant du salaire sur lequel porte la cotisation (notamment les dix dernières années).

C'est ainsi qu'à 65 ans, un ouvrier qui a cotisé pendant trente ans perçoit une pension égale à 40 % du salaire cotisé.

Celui qui n'avait cotisé que pendant dix ou vingt ans, ne percevait que les 15/30e ou les 20/30e de cette pension.

C'est sur ce chiffre de trente ans que porte la réforme : celle-ci admet reconnaître enfin qu'un salarié de 65 ans peut avoir cotisé trente-sept ans.

En effet, les caisses - vieillesse existent depuis 1930 et bon nombre de travailleurs continuaient à verser au-delà des trente années de cotisations (car ils n'avaient pas l'âge de la retraite) et ces cotisations ne servaient qu'à remplir les caisses et nullement à augmenter le montant de la retraite.

Certaines lettres publiées au courrier des lecteurs de notre journal en ont d'ailleurs fait état.

(Un salarié qui avait 30 ans en 1930 et qui cotisait régulièrement depuis ce temps-là, avait donc cotisé trente ans en 1960 et devait continuer à cotiser jusqu'en 1965 sans que cela lui ajoute le moindre avantage.)

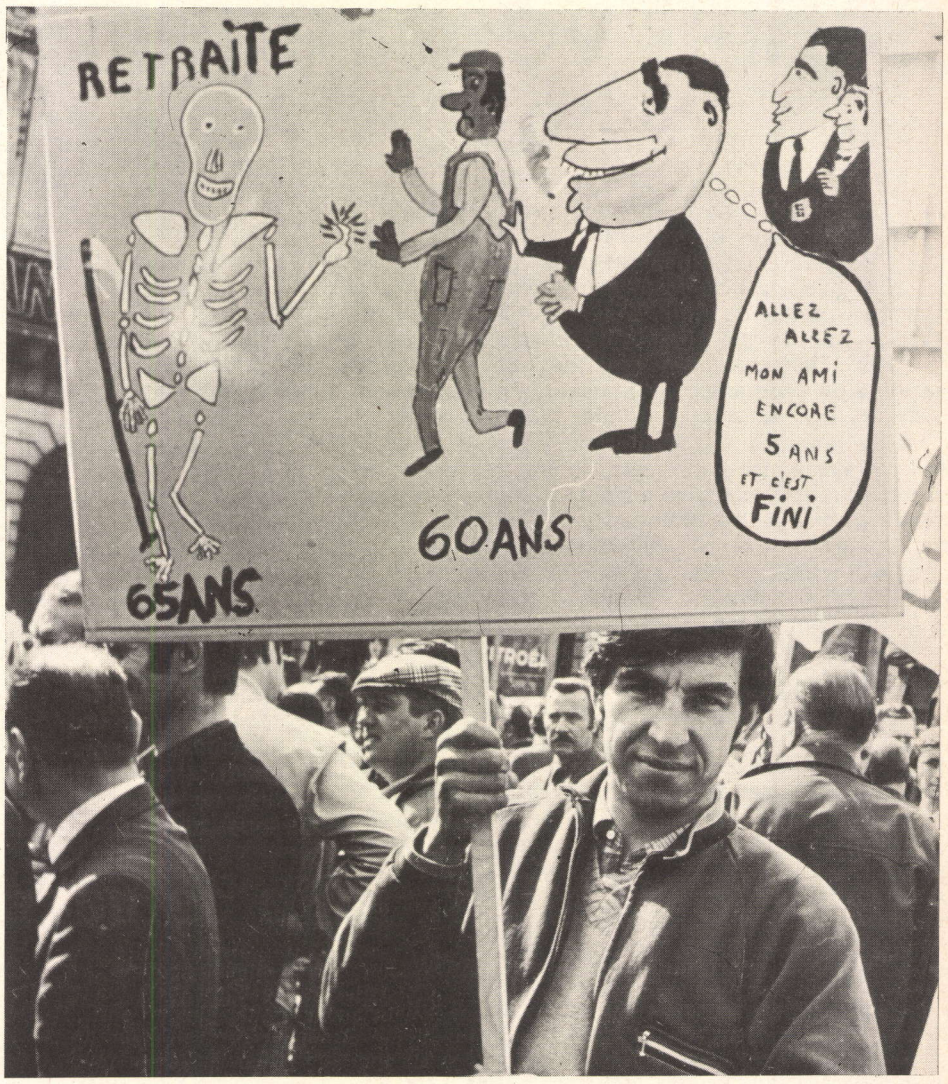
Evidemment, on n'oserait pas dire que nos gros bonnets du ministère de la Sécurité sociale aient fait consciemment de l'escroquerie. On préfère penser que leurs capacités intellectuelles ne leur avaient pas permis de pousser plus avant les calculs compliqués que nous avons refait plus haut. Heureusement, M. Boulin y est arrivé et, maintenant, ils ont décidé de redresser la situation : on ne va pas jusqu'à parler de remboursement, bien sûr, mais il va être possible de prendre en compte trente-sept années et demie de cotisation effective pour établir le montant de la retraite.

Ainsi, à 65 ans, les travailleurs qui auront atteint ce plafond des trente-sept ans et demi percevront 50 % du salaire cotisé au lieu des 40 % habituels. Et à 60 ans, une retraite anticipée donnera droit à 30 % du salaire plafonné au lieu des 20 % actuels.

Et puis, par la même occasion, nous aurons à ce qu'il paraît de plus grandes possibilités pour obtenir des pensions en inaptes (pensions qui donnent droit à une retraite complète dès 60 ans), si nous répondons à certains critères d'incapacité médicale et d'incapacité économique. Rien n'empêche le ministère de faire de telles promesses, car nous n'aurons jamais l'occasion d'aller contrôler tout ce qui se trame dans les bureaux d'attribution des dites pensions. Tout ce que nous constatons par contre, c'est que le gouvernement fait toute une campagne pour tenter de réduire les « dépenses » faites par la Sécurité sociale. Cela se concrétise notamment par une plus grande sévérité des médecins de la Caisse-vieillesse dans l'attribution de ces pensions en inaptes. Car, bien sûr, pour le gouvernement, le déficit est dû aux abus de tous ces vieux travailleurs qui vont se faire soigner par plaisir, et pas aux retards patronaux dans le paiement des cotisations de Sécurité sociale !

Toujours est-il que les projets « sociaux » de M. Boulin sont une fois encore de la poudre aux yeux. Tout vieux travailleur a suffisamment donné de son temps et de ses forces pour espérer en retour, une prise en charge totale de ses besoins par la société. La retraite, dans l'immédiat, ce devrait être la continuation pure et simple du salaire, en attendant que le salariat même soit supprimé. Par rapport à toutes les richesses que nous produisons pour le plus grand profit des patrons, ce serait la moindre des choses.

Anne GARBE.



La retraite dans la nouvelle société : à 65 ans, le droit de survivre avec une pension dérisoire. (Ph. L.O.)

CHABAN et les ENSEIGNANTS

LA grève des professeurs de l'enseignement secondaire marque le pas. Les organisations syndicales intéressées consultent leurs adhérents sur la poursuite de l'action... On voit ce que cela veut dire.

Cette grève, on s'en souvient, avait marqué la rentrée scolaire car pour la première fois l'action avait été décidée presque dans l'unanimité puisque outre le S.N.E.S. et le S.G.E.N., des syndicats « modérés » comme le S.N.A.L.C. (affilié à la C.G.C.) avaient aussi donné des consignes de grève. Mais, rapidement le S,N.E.S. et le S.G.E.N. s'étaient retrouvés seuls et le mouvement prenait alors un caractère tournant, affectant tour à tour chaque zone découpée dans la carte scolaire par les bons soins du ministère de l'Education nationale. Au fil des semaines, le nombre des grévistes diminuait. Les revendications multiples se résumaient pour le S.N.E.S. (à majorité pro-P.C.F.) dans la traditionnelle formule « ouverture de négociations ». A cet effet, la grève était assortie d'une lettre à Chaban-Delmas pour lui demander **« d'intervenir auprès des ministres intéressés afin de rendre possibles les discussions ».**

Chaban a répondu. C'est évidemment une fin de non recevoir. Le fonctionnement régulier de l'Education nationale assure, selon lui, la concertation permanente. Point n'est besoin ni de grève ni de discussions spéciales. Et il ajoute en substance, au lieu de vous occuper de broutilles catégorielles, réfléchissez à la fonction enseignante, elle en a bien besoin.

En d'autres termes, l'Etat ne cède pas. Après avoir, là aussi, joué sur la prétendue impopularité de ce qu'il a appelé la grève **« pour les vacances »,** le gouvernement attend que le mouvement s'use de lui-même. Et c'est bien ce qu'il fait. Les syndicats ont envoyé au Premier ministre une réponse embrouillée qui remet au vote du budget 72 la poursuite de l'action si toutefois elle a lieu.

Voilà un exemple de plus de la détermination avec laquelle les centrales syndicales entendent mener les luttes dans le secteur public à la rentrée. Face à un gouvernement qui ne veut pas céder, ni même discuter, on gaspille en grèves limitées et tournantes la combativité des grévistes et puis on explique que les conditions ne sont décidément pas mûres...

Colette BERNARD.

C.F.T.-CITROEN :

matraqueurs, voleurs maîtres-chanteurs et faussaires

LA panoplie du parfait petit gangster C.F.T. n'était pas, jusqu'à présent complète. Les commandos avaient pourtant essayé un peu de tout, la matraque pour les grandes occasions, le chantage à l'intérieur de l'usine, le vol pur et simple dans les drapeaux de collecte C.G.T. et C.F.D.T., etc., mais il manquait encore une corde à leur arc : l'utilisation de faux.

C'est maintenant chose faite. Depuis le lundi 11 octobre, la C.F.T. s'est lancée dans la fabrication de faux tracts révolutionnaires.

C'est ainsi que des numéros spéciaux de l'Internationale *(bulletin édité par des travailleurs sympathisants de notre tendance) et de* Citroën Rouge, *ont été largement diffusés sur les chaînes et sur les pistes de Balard.*

Citroën Rouge, *version C.F.T., se répandait en propos injurieux contre la C.G.T., quant à* l'Internationale, *elle appelait tout bonnement à une manifestation contre la conférence de presse organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. afin de dénoncer les conditions de travail et la répression à Citroën.*

Mais il faut croire que la technique des faussaires n'est guère au point, car la manœuvre a fait long feu. Inutile de dire qu'aucun travailleur n'a répondu à l'appel, quant à la C.G.T. et à la C.F.D.T., elles ne se sont pas laissées tromper une seule minute. Même les militants C.G.T., qui ont leur carte du P.C.F. en poche et qui, habituellement, ne mâchent pas leurs mots contre les gauchistes, ont reconnu qu'il s'agissait là de faux grossiers.

Correspondant L.O.

rationalisation capitaliste : chômage et intensification du travail

LYON :

Berliet veut régler ses problèmes sur le dos des travailleurs

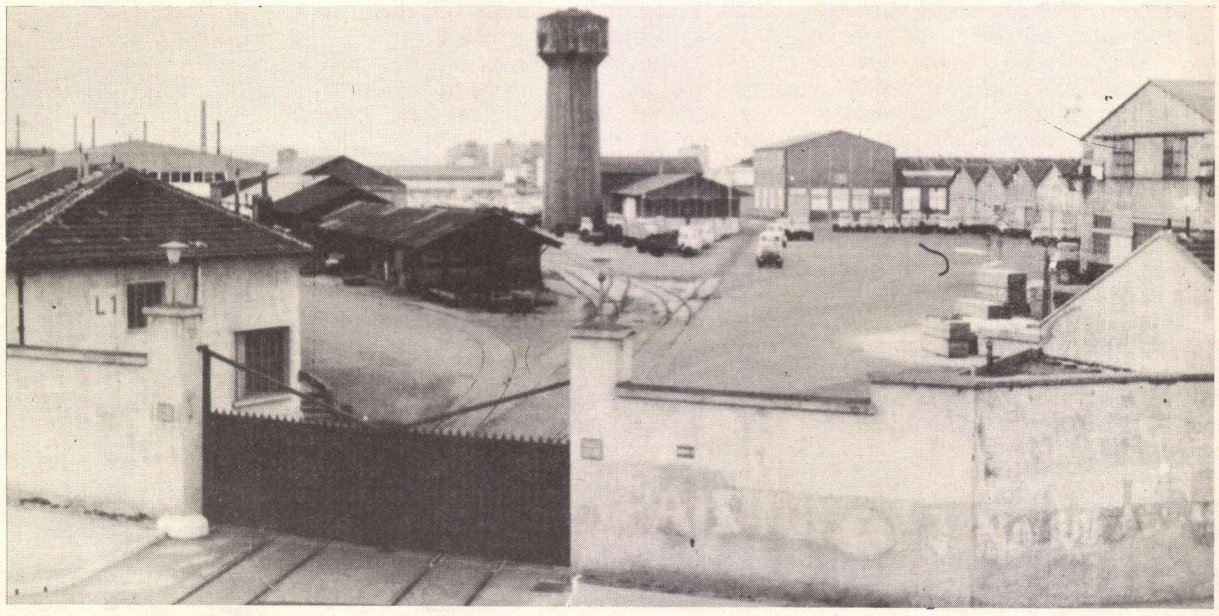
LA situation ne s'améliore pas chez Berliet : l'inquiétude commence à s'installer. La direction a lancé un programme d'intensification de la production qui devrait, selon ses plans, permettre de rattraper aux deux tiers la production perdue par suite des grèves de mai-juin derniers (2.000 camions sur 2.789), soit à peu près un mois de production. Les mesures prises depuis juillet et surtout depuis la fin août s'inscrivent dans le cadre de ce programme : tout va dans le sens de l'amélioration du rendement. Les temps de production sont calculés au plus juste, quelquefois même diminués de moitié. Heures supplémentaires, embauche de près de 600 intérimaires, modifications techniques permettant d'améliorer le rendement, disparition de certains contrôles, c'est toute une ambiance « production avant tout » qui s'instaure.

Car parallèlement, la direction a mis au point une campagne destinée à semer la crainte chez les travailleurs. Elle a distribué une note d'information dans laquelle elle se plaint surtout de la baisse du niveau des commandes et de la part importante qu'occupent les concurrents sur le marché français. Tout irait mal d'ailleurs, selon elle. Les constructeurs étrangers progressent, on n'est pas sûrs que la Chine et Cuba voudront encore des camions Berliet et le « chiffre d'affaires de Berliet au 1-5-71 n'est supplémentaire que de 18 % à celui du 1-5-70 » (sic).

D'ailleurs, le rattrapage prévu pour la fin de l'année ne permettra peut-être même pas de redresser la situation, dit la direction Berliet, car ces camions supplémentaires, il faudra bien les vendre... Or, les clients perdus ne se rattrapent guère...

Quelle que soit la part de vérité contenue dans les déclarations alarmistes que prodigue la direction, il est certain que ce qu'elle vise, c'est obtenir la paix sociale dans ses usines. En juillet, elle avait fait courir le bruit de 500 licenciements, dans le but évident d'intimider les travailleurs et, depuis, le resserrement de la direction, les mutations, mises à pied, licenciements et autres sanctions, qui sont intervenues pour des motifs tels qu'un « retour en retard de congés », visent également ce but.

Berliet veut lier le sort des travailleurs à celui de ses commandes et à la marche de ses affaires, bien sûr, maintenant que la concurrence lui devient moins favorable. Et les cadres reprennent le vieux refrain dans le style « nous sommes tous dans le même bateau », « notre personnel est en train de scier la branche sur laquelle il est assis » **(par ses grèves, bien entendu !). Se taire et produire d'abord, telle semble donc devoir être la devise des travailleurs ; du moins c'est ce que voudrait le patron.**



(Ph. L.O.)

A ce qu'il semble, ce n'est pas, en tout cas, les syndicats qui vont sérieusement l'en empêcher. Nous avons déjà relevé (voir L.O. n° 160) leur absence d'intervention sur la question du renforcement des cadences et des licenciements. Près d'un mois s'est écoulé depuis et les travailleurs ne voient toujours rien venir de la part des syndicats. Des meetings ont eu lieu le 16 septembre et également le mardi matin 28 septembre à l'usine de Berliet-Montplaisir, sans qu'il soit fait plus que des allusions verbales à ces problèmes. De même, dans les tracts syndicaux. La C.F.D.T. a bien déclaré dans un tract, le 27, que « quelle que soit la situation de l'entreprise, la C.F.D.T. entend bien organiser la défense des travailleurs » ; **mais ce sont là des phrases, car dans la pratique, on ne voit guère la C.F.D.T.**

Seule la question des 6 heures annuelles d'information syndicale que la direction ne veut plus payer préoccupe réellement les syndicats. Le secrétaire général de l'entreprise a déclaré : « pourquoi jouerions-nous le jeu de la politique contractuelle alors que, depuis deux ans, les débrayages la remettent sans cesse en question ? ». **Ce qui dit clairement que la direction entend mener la politique du « donnant-donnant » et nous la verrons peut-être bien rendre les heures en question dans quelques semaines ou dans quelques mois, si aucun conflit n'est venu d'ici là troubler le programme d'accélération intensive de la production, la bonne marche des affaires Berliet.**

En tout cas, le quasi-silence syndical sur les problèmes revendicatifs, alors que les travailleurs ont à faire face à une situation qui se dégrade très vite pour eux, fait singulièrement penser à un gage de bonne volonté envers la direction.

Cependant, les travailleurs, eux, n'ont pas dit leur dernier mot. Ils se plaignent de plus en plus des cadences épuisantes. Des conflits mineurs ont surgi, non ébruités, mais qui montrent qu'on n'est pas résigné et que Berliet est encore loin d'avoir muselé les travailleurs : le 3 septembre, débrayage aux Essais-moteurs ; grève le jeudi 23 pendant trois quarts d'heure à V.L.O. en raison de l'augmentation des cadences (de 28' à 11') malgré les 15 centimes de l'heure supplémentaires promis en échange par la direction.

Grève de deux heures trente au département Autobus... où 0,15 F ont été obtenus sur les 0,20 F que demandaient les travailleurs.

Berliet semble prêt à céder un peu d'argent pour obtenir sa production. Cela ne peut, de toute façon, qu'inciter les travailleurs à exploiter au mieux cette possibilité et la combativité est loin d'être éteinte.

Correspondant L.O.

S.K.F. - IVRY :

Quand la direction rationalise

LE marché du roulement est particulièrement florissant en France depuis quelque temps et la S.K.F. semble avoir du mal à faire face à toutes les demandes. L'année dernière déjà, le chiffre d'affaires avait augmenté de 21 %, et il est question d'un doublement de la production d'ici 1975.

Mais comment cette brillante situation se traduit-elle pour le personnel de l'usine d'Ivry ? Contre toute attente, mais en parfaite logique capitaliste, le sort des travailleurs empire considérablement.

En effet, pour permettre l'expansion de la société, de nouvelles machines sont entrées dans l'usine, et plusieurs dizaines d'autres doivent encore arriver à la place du matériel ancien. Elles permettront un accroissement de la production mais il faudra moins de personnel pour les servir.

(Ph. L.O.)

Aussi la direction vient d'annoncer au Comité d'entreprise qu'elle envisageait une importante compression du personnel. Elle serait de l'ordre de 10 % sur un effectif d'environ 1.300 ouvriers.

L'accroissement des profits pour les uns entraîne pour les autres la mise au chômage. La direction prétend qu'il n'y aura pas de véritables licenciements, mais que le simple jeu des départs normaux, joint à l'arrêt de l'embauche, permettront de réduire « sans douleur » le nombre des travailleurs.

En fait, il ne s'agit là que de poudre aux yeux destinée à endormir la méfiance du personnel.

En effet, la direction multiplie les sanctions afin de dégoûter certains travailleurs. Les avertissements pleuvent, sous le moindre prétexte, y compris en cas d'absence pour maladie. D'autre part, une dizaine de salariés ont déjà été licenciés depuis le mois de juin.

Mais la grande arme qu'a trouvé la direction, c'est l'augmentation systématique des cadences pour hâter les départs « volontaires ». Il en résulte une fatigue accrue ; les ouvriers sont sur les nerfs, les pièces loupées se multiplient (ce que la direction récupère de toute façon par l'augmentation de la production). Bref, il se produit une pagaille qui décourage et inquiète beaucoup d'ouvriers.

Enfin, pour écœurer encore un peu plus le personnel, la direction fait courir des bruits fantaisistes. On licencierait 50 % du personnel, on fermerait l'usine dans quatre ans, etc.

Pour le moment, la réaction des ouvriers et des organisations syndicales se limite à des protestations et à des assemblées. Mais il n'est pas dit que les travailleurs de la S.K.F. vont accepter d'être ainsi renvoyés, brimés et surexploités sous prétexte que les affaires marchent trop bien.

Actuellement, le personnel ouvrier effectue quarante-trois heures trente par semaine. Une réduction à quarante heures permettrait immédiatement de fournir du travail à 113 ouvriers supplémentaires, c'est-à-dire sensiblement l'équivalent du nombre qui doit partir. C'est la solution que préconisent les révolutionnaires : retour immédiat aux quarante heures sans diminution des salaires, partage du travail entre tous et pas de licenciements.

Et ce point de vue est de plus en plus populaire dans l'entreprise.

Correspondant L.O.

RENAULT (Billancourt)

Provocation de la maîtrise, riposte efficace des travailleurs

JEUDI 14 octobre, une provocation montée de toutes pièces par la direction du service Contrôle dans l'île Seguin, contre une militante active de la C.F.D.T., a eu pour effet de mettre en grève les essayeurs qui sortent les voitures des chaînes de montage.

Cette ouvrière travaille comme « navette », c'est-à-dire qu'elle ramène en voiture les essayeurs des ateliers de finition ou de retouche aux bouts des chaînes de montage.

La direction du Contrôle la sanctionnait le jeudi soir d'un avertissement écrit plus un jour de mise à pied ferme, ainsi que d'un second avertissement, dernier avant renvoi, accompagné de trois jours de mise à pied avec sursis.

Ceci pour deux motifs : le premier, parce qu'elle avait fait monter dans la « navette » une personne étrangère au service, le deuxième parce qu'elle n'aurait pas marqué un stop.

Les motifs en question ne tiennent évidemment pas la route. Car qui conduit dans l'usine sans prendre une personne qu'il connaît s'il en a la possibilité ? De plus, à notre connaissance, aucun chef n'a jamais été sanctionné ni pour cela, ni pour avoir accroché des « W.W. » sur une voiture neuve afin d'aller au restaurant tous les midis comme cela se fait fréquemment ; la disproportion paraît assez énorme.

Pour le stop, les travailleurs ont constaté que non seulement le panneau de stop n'était pas visible, puisqu'il traînait par terre, mais que de plus, huit personnes sur dix ne marquaient pas l'arrêt, se contentant de freiner pour regarder à droite et à gauche, ce qui ne constitue aucun danger à 10 km/heure.

Le manque de sécurité. Nous y voilà. Mais les essayeurs en grève ont pu constater à loisir comment les chefs, transformés en jaunes pour l'occasion, la respectaient cette sécurité dont on se sert pour sanctionner les travailleurs. Ils brûlaient les stops ou mettaient les moteurs en route en dehors des cabines d'aspiration des gaz !

Parce que la ficelle était un peu grosse, et aussi parce que ce n'était pas la première fois que la direction s'en prenait à cette travailleuse (un avertissement pour diffusion de tracts par exemple), les travailleurs ont réagi spontanément et très fermement. En effet, l'équipe du soir, celle de la camarade, a fait grève de 20 heures à 22 h 30 ; et l'autre équipe, le lendemain, de 13 h à fin du travail.

Ce qui est apparu à tous, c'est que les sanctions tombent sur une ouvrière, parce qu'elle est militante, et ceci malgré les dénégations du chef de service. Devant la détermination des essayeurs qui avaient envahi son bureau, ce soi-disant responsable (mais surtout irresponsable fauteur de grève) revenu de chez lui à 20 h 30, n'a pu que reculer de telle sorte que les sanctions ont été ramenées à un avertissement et deux jours de mise à pied avec sursis.

De plus, une heure de grève a été payée.

Si les sanctions n'ont pas été totalement retirées, les essayeurs à demi-satisfaits du résultat et du recul de la direction ont conscience d'avoir donné une bonne leçon au chef du Contrôle et aussi d'avoir sauvé une militante qu'ils estiment, du licenciement quasi certain à brève échéance. Car effectivement, il y a fort à parier que la direction du Contrôle ne s'en prendra pas de si tôt à cette travailleuse.

Correspondant L.O.

MAZIERES (Bourges) :

Il faut savoir (faire) terminer une grève

LE jeudi 30 septembre, les travailleurs des Fours électriques déclenchent un mouvement de grève pour riposter à une attaque de la direction concernant leurs horaires. Parallèlement, ils réclament un salaire mensuel minimum de 1.400 F et la disparition des échelons d'une même catégorie.

Face à cette grève, la direction emploie la méthode forte : elle décide de mettre progressivement l'usine en « chômage technique ». Elle espère ainsi rendre impopulaire la lutte des fondeurs en leur faisant endosser le lock-out.

Quant au rôle de la C.G.T. (seul syndicat de l'usine), il est pour le moins effacé : en fait, elle s'est bornée à négocier ; il n'y a eu en tout et pour tout qu'un seul tract distribué et qu'une seule assemblée générale du personnel, les autres réunions étant réservées aux seuls grévistes.

Cependant, le sixième jour, la direction cède. A la réunion du personnel du mardi 5 octobre, les responsables syndicaux annoncent que les fondeurs ont obtenu le salaire de 1.400 F minimum et le maintien des horaires en vigueur et qu'une augmentation de l'ordre de 6 % a été accordée à l'ensemble du personnel.

Satisfait, l'ensemble du personnel décide de la reprise pour le lendemain.

Or, dès le lendemain, il faut déchanter.

D'une part, seuls ceux qui possèdent la qualification de fondeur (50 % des grévistes environ) ont droit aux 1.400 F. On est bien loin de la suppression des échelons d'une même catégorie !

D'autre part, dans les 6 % d'augmentation, le patron inclut les 3 % qui sont normalement prévus au 1er septembre et les 3 % restants seront étalés sur quatre mois à raison de 0,75 % par mois !

Ce qui étonne certains travailleurs, c'est que les responsables syndicaux aient présenté les résultats comme satisfaisants. Auraient-ils, eux-aussi, été bernés par la direction ?

Pourtant, l'accord qu'ils ont signé, ils l'ont eu sous les yeux, ils avaient donc le droit et le devoir de « l'éplucher » à fond. Mais il semble au contraire, et c'est bien regrettable, qu'ils l'aient signé bien à la légère !

Chacun à Mazières est furieux de ce tour de passe-passe de la direction et a le sentiment d'avoir été berné. Cependant, même si la déception est grande, rien ne dit que le patron aura le dernier mot : déjà aux Traverses, à l'Orsborn, au Pac, on parle de se mettre en grève.

Correspondant L.O.

IMPRIMERIE CHAIX-DESFOSSES :

Echec à la direction

LE vendredi 8 octobre, les travailleurs des rotatives de l'héliogravure étaient appelés à se prononcer, à l'initiative de la C.G.T., sur un projet d'additif de la direction au protocole d'accord régissant l'organisation du travail dans ce secteur. Cet additif était le fruit de « longues discussions » entre les délégués C.G.T. et la direction pour réduire une fois de plus l'équipement des machines (nombre d'ouvriers par machine).

La direction, primitivement, envisageait de supprimer dans l'ensemble de l'entreprise 33 postes, dont 17 aux rotatives.

Cette situation n'est pas nouvelle. Pour faire meilleure figure dans l'âpre concurrence que se livrent les imprimeurs du continent européen, et même à l'intérieur de leurs frontières respectives, les dirigeants de cette entreprise, qui n'a cessé de s'agrandir depuis dix ans en absorbant d'autres imprimeries, cherchent constamment à réduire le nombre d'ouvriers. C'est ainsi qu'en ce qui concerne les rotatives seules, l'effectif est passé de 371 en 1962, à 340 en 1970. Si le projet de la direction était accepté, il serait tombé à 323.

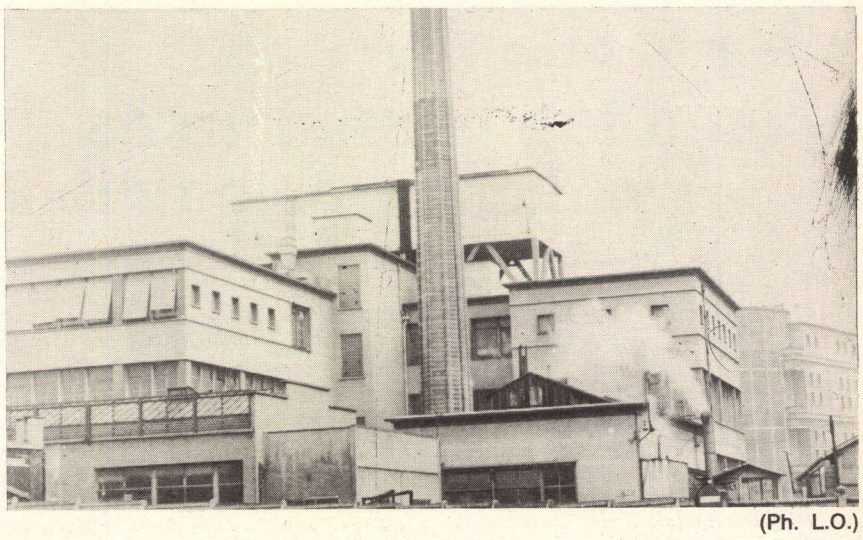
Après « discussion », la direction réduisait ses prétentions et ne demandait plus que la suppression de dix postes, dont plusieurs devaient s'effectuer par des départs en pré-retraite, les autres par déclassements.

En outre, la direction stipulait très nettement dans cet additif au protocole que l'effectif devait varier en fonction de la quantité de travail.

Seule la section syndicale C.F.D.T. s'opposa catégoriquement à toute réduction de poste et à cet additif qui ne pouvait être que néfaste.

Les responsables C.G.T., eux, dans un « Communiqué au personnel » du 29-9 digne d'une anthologie du jésuitisme, affirmaient « qu'en aucun cas, les travailleurs ne pouvaient être tenus pour responsables de la situation actuelle, qu'elle *(la partie ouvrière)* ne participerait pas aux mesures d'économie et... qu'elle retient pour seul critère le volume de travail pour la définition des effectifs »...

Sans doute, pour la C.G.T. les travailleurs sont-ils responsables... du volume de travail, et une réduction des effectifs pour baisse du volume de travail (supposé ou réel) n'est pas pour le patron une mesure d'économie !



(Ph. L.O.)

Les travailleurs des rotos n'en ont pas jugé ainsi, car, bien que le projet de la direction fut présenté par un syndicat « ouvrier », ce dont il aurait pu s'abstenir, surtout en le faisant passer comme le résultat final d'une discussion acharnée pour « limiter la casse », le projet fut repoussé par 166 voix contre 122.

Il y a, au moins sur ce plan, quelque chose de changé aux Rotatives-hélios, même si la direction est encore loin d'être désarmée.

Correspondant L.O.

les travailleurs et le "cadre de vie"

ROUBAIX :

COMMENT SONT LOGÉS LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

IL y a des choses dont on ne parle pas, sur lesquelles on garde le silence. Les conditions de logement des travailleurs immigrés font partie de celles-là. Mais quand un drame éclate, il est parfois difficile à la presse bourgeoise de continuer à se taire.

Il a fallu qu'un taudis brûle, le 28 septembre, dans un îlot de courées de Roubaix, que les treize Nord-Africains qui dormaient là aient pu échapper de justesse à la mort pour que la presse régionale « découvre » ces conditions de logement.

Treize lits où se relayent une bonne vingtaine de travailleurs immigrés, tous entassés à deux ou à trois dans des pièces minuscules de quelques mètres carrés, où les lits occupent presque toute la surface du plancher.

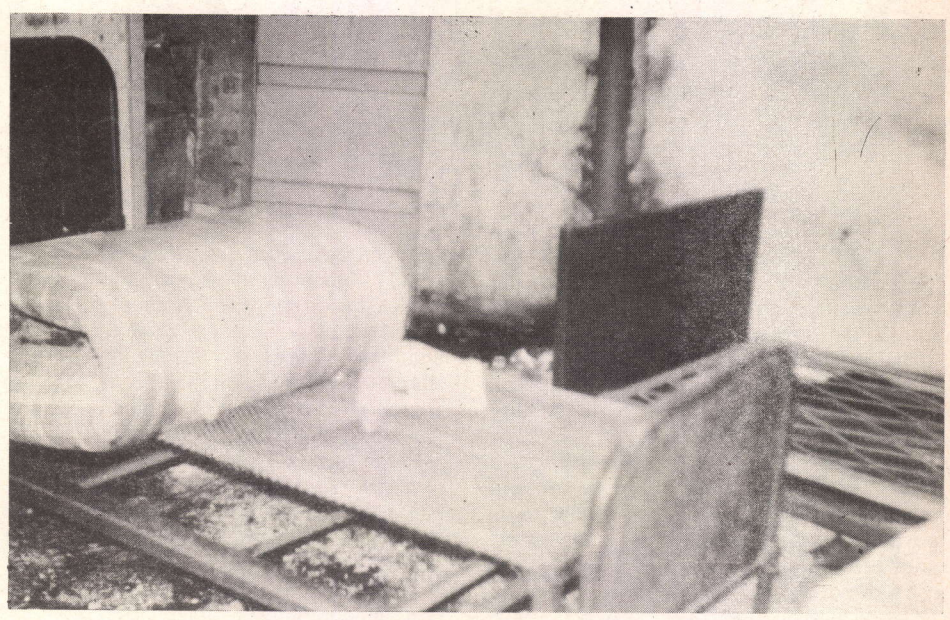
Les chambres sont de véritables cagibis répartis entre le rez-de-chaussée, l'unique étage et un grenier accessible par une échelle branlante...

Et pourtant, tout le pâté de maison est depuis longtemps considéré comme insalubre, le taudis était lui-même frappé par un arrêté « d'interdiction d'habiter ».

On dit que cet îlot va être rasé dans un avenir proche ; pourtant de nombreuses personnes s'y accrochent : elles ont acheté ces taudis voilà quelques années pour 2.500 à 3.000 F.

Le propriétaire de la masure qui a brûlé, lui-même Nord-Africain, demandait 50 francs par mois à chacun de ses locataires, un rapport de 780.000 anciens francs par an, pas mal, non ? D'autant plus qu'il exploite encore d'autres maisons réparties dans diverses courées de la ville et notamment à « l'Aigle d'or ».

Il a sans doute de nombreux collègues. La municipalité « socialiste » de Roubaix, il faut bien le dire, se garde d'empêcher un tel trafic. Elle se contente d'augmenter le nombre des patrouilles de police à partir de 21 heures, de « négocier » avec les trafiquants leur départ des îlots qui



Un aspect du foyer de Roubaix. (Ph. L.O.)

doivent être rasés. Construire des logements décents pour les 30.000 immigrés qui habitent à Roubaix doit lui sembler au-dessus de ses forces. Elle construit bien des H.L.M. à 300 F de loyer mensuel. Les candidats immigrés n'en sont pas, bien sûr, officiellement écartés, mais il n'y en a pas beaucoup et on comprend aisément pourquoi.

Nos camarades immigrés sont doublement exploités. A l'usine, ils le sont comme nous tous et en plus font toujours le plus sale boulot, mais quand ils sortent, c'est pour tomber dans les pattes de ces petits requins sans scrupules.

La société capitaliste, la société du profit est la cause de ce scandale. C'est elle qui permet aux « marchands de sommeil » de faire leur trafic.

Cela ne cessera que si nous, travailleurs français et immigrés, tous ensemble nous levons pour abattre la société du profit.

Correspondant L.O

LYON, Transports en commun :

Des projets, encore des projets, mais pas d'amélioration réelle

A Lyon, le problème des transports en commun ne revêt pas encore l'acuité qu'il a dans la région parisienne, mais il en prend le chemin, et ce ne sont certes pas les projets des Pouvoirs publics qui peuvent permettre d'espérer une amélioration.

Il faut dire que les projets fleurissent d'abondance. Un **« plan d'urgence »**, annoncé à gros titres dans la presse locale, vient d'être établi paraît-il par les T.C.L., car le temps de transport par les autobus s'allonge sans cesse.

En gros, la vitesse des bus aux heures de pointe est la moitié de celle des voitures personnelles. De 1964 à 1968, elle a diminué de 16 %.

On comprend que de plus en plus de personnes utilisent leur voiture particulière pour se déplacer, c'est-à-dire avant tout pour aller au travail, d'autant que les tarifs des transports en commun sont élevés.

Ils ont été augmentés ici aussi de l'ordre de 10 % en plein mois d'août, et les compagnies privées qui, tels les cars Lafond, desservent les banlieues, en ont profité pour en faire autant. Alors, il fallait bien avoir l'air de faire quelque chose pour ces pauvres usagers... Qu'à cela ne tienne ! **« Nous avons entrepris une importante étude de ce vaste problème »** déclare avec componction un chef de service de la société des T.C.L., et il ajoute aussi sérieusement **« cela représente un travail considérable, très long et très complexe, qui tient de la recherche opérationnelle** (sic) **et débouche sur un plan général de circulation élaboré en liaison avec les Ponts et Chaussées ».** Comme on voit, la solution du problème des transports en commun n'est pas pour demain. Alors, et le plan d'urgence ? Eh bien, l'usager lyonnais pourra :

1) Payer ses tickets d'avance dans un guichet et non dans le car.

2) Faire marquer son billet par un appareil automatique pour monter plus vite.

3) Monter et descendre plus vite, grâce à de « nombreux aménagements intérieurs des autobus » qui sont en cours d'étude (eux aussi) pour limiter les temps morts aux arrêts.

Comme si le fait que les autobus n'avancent pas dans les embouteillages, était de la faute des usagers ou des receveurs qui travaillent trop lentement !

Et le métro ? dit alors l'usager lyonnais qui y croit encore ; mais cette espèce est en voie de disparition, car le projet de métro fait vraiment partie maintenant du domaine du mythe.

Et pourtant, comme ce projet-là, cher à notre maire M. Pradel, était grandiose ! Rendez-vous compte : un magnifique dépliant en couleurs, avec dessins futuristes, plans et coupes, nous a été distribué par les services électoraux de M. Pradel au moment des municipales (bien sûr !). Grâce aux détails qu'on lui donne, avec des schémas à l'appui, l'usager lyonnais saura s'y retrouver dans les correspondances... en 1985, époque où il pourra théoriquement bénéficier d'une longueur totale de 46 km de métro.

Mais les municipales sont loin... et de métro il n'en est plus question que pour des futurs très hypothétiques.

Ajoutons qu'il est conçu avant tout pour desservir le centre commerçant actuel (la presqu'île) et le centre de la Part-Dieu. Ce sera le trajet de la première ligne, si jamais elle voit le jour. Les intérêts réels des travailleurs ne sont pas pris en compte là-dedans ; car ils sont, eux, de plus en plus déportés dans la banlieue est, très mal desservie alors que la population du centre diminue. C'est déjà le cas avec le réseau des T.C.L., qui rayonne autour du centre et de ses grands magasins. Dix lignes de bus desservent ces magasins (Printemps et Galeries Lafayette). Aussi, pour se rendre d'une banlieue à une autre, parfois proches géographiquement, il faut souvent, si on prend les transports en commun, transiter par le centre, ce qui rallonge considérablement les trajets et coûte plus cher puisqu'il faut payer une correspondance (1,50 F).

Les intérêts qui président à l'organisation des transports en commun sont ceux des patrons de l'industrie et du grand commerce. Et il y a une urgence, en effet, pour les travailleurs, qui ne figure pas dans les plans-bidons successifs des Pouvoirs publics : c'est celle de s'occuper eux-mêmes de plus près de cette question et de s'organiser pour défendre leurs intérêts d'usagers des transports en commun. **Correspondant L.O.**

Selon une étude de l'Organe technique régional des Ponts et Chaussées, en 1965 :

— 25,3 % des Lyonnais se déplaçaient en voiture personnelle ;
— 16,3 % utilisaient les transports collectifs ;
— 18,2 % utilisaient des 2 roues ;
— et 48,8 % utilisaient... leurs pieds !

N.M.P.P. (Bobigny) :

Quand les bureaucrates syndicaux calomnient

DANS le numéro de septembre du Livre Parisien, *organe du Syndicat du Livre dont fait partie la C.G.T. des N.M.P.P., il y a un article particulièrement violent contre les gauchistes du centre N.M.P.P. de Bobigny.*

*Le Livre Parisien accuse en effet des camarades gauchistes de la Commission de travail d'avoir mis sous séquestre le dernier numéro du journal de la section syndicale C.G.T. de Bobigny, l'*Unité, *parce qu'il traitait de la nécessité pour les syndiqués de payer le 13e timbre syndical récemment institué aux N.M.P.P. et correspondant au 13e mois de salaire.*

D'après cet article, les gauchistes, « mal intentionnés » et « êtres malfaisants », auraient ainsi voulu cacher aux syndiqués les justes arguments de la direction syndicale pour saboter le succès de ce 13e timbre.

Cette attaque, qui vise en particulier les anciens délégués du personnel de Bobigny qui ne se sont pas représentés cette année par désaccord avec la politique de la direction syndicale, est d'autant plus ridicule que, dans le même article, il est reconnu que, aussi bien au centre de la Villette qu'à Bobigny, le 13e timbre n'est pas populaire pour beaucoup.

*D'ailleurs, à Bobigny, où une grande partie des syndiqués ne paye plus ses timbres pour protester contre l'attitude actuelle de la C.G.T., il y a des problèmes de cotisations plus urgents que le 13e timbre. Mais les camarades attaqués dans cet article ne se sont pas laissés faire et sont allés voir le secrétaire syndical de Bobigny, Bonnet, qui a dû reconnaître devant plusieurs dizaines de travailleurs, à la permanence syndicale, que c'était lui qui avait dû « oublier » ces fameux exemplaires de l'*Unité *dans sa voiture.*

Bien que Bonnet ait été obligé de se rétracter, il n'en reste pas moins que la direction syndicale n'a pas hésité à utiliser la calomnie, et à porter des accusations qu'elle savait dénuées de tout fondement.

Si les dirigeants syndicaux des N.M.P.P. pensaient tirer avantage de telles méthodes pour lutter contre des opposants, ils ont surtout réussi à écœurer nombre de travailleurs et à se déconsidérer encore un peu plus.

Correspondant L.O.

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

LA MORT D'UN INDIEN

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, "Le bois qui pleure" est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.

Après « Mission à Para », « La piste sans fin », dont l'action se déroulait au Brésil, pays d'origine du caoutchouc, « Nuit de Sumatra » qui décrivait les conditions de vie et d'exploitation dans l'île de Sumatra, la nouvelle dont nous commençons aujourd'hui la publication nous ramène en Amérique latine, plus précisément au Pérou.

L'insatiable désir d'obtenir la plus grande production dans le temps le plus court et aux prix les plus bas fut sans aucun doute une des causes qui provoqua le plus de crimes. Les Indiens qui ne se pliaient pas à cette exigence étaient torturés et tués raides, tandis que les plus intraitables étaient forcés, sous la menace du machete ou du fusil, d'exécuter les ordres reçus. Ainsi le crime était proportionnel au rendement, et le nombre de kilos extraits, augmentait dans la mesure où il était perpétré. Autrement dit, plus il se commettait d'assassinats et plus s'accroissait la production, ce qui signifie également que la plus grande partie de cette production était acquise au prix du sang et des cadavres.

JUDGE Dr. PAREDES

(Extrait du Rapport Spécial du Select Committee sur Putumayo. Londres, 1913).

Dans ce district, Messieurs Arana ont établi 45 centres de ramassage de caoutchouc, entourés de terrains cultivés, avec une population d'environ 40.000 Indiens à qui l'on enseigne progressivement la manière de perfectionner les méthodes primitives utilisées jusqu'alors pour le traitement du caoutchouc, d'où il résulte une amélioration sensible de la qualité de ce produit.

(Prospectus de la Peruvian Amazon Company, Ltd. Londres, décembre 1908.)

☆

L'automobile avait fait son apparition dans les grandes villes du monde entier. Des messieurs à lunettes protectrices et des dames à cache-poussière et chapeaux plats, avec des voilettes nouées sous le menton, se promenaient dans ces mécaniques à des allures folles, et les usines avaient besoin de tout le caoutchouc que l'on pouvait arracher aux plantations de Landolphia et de Funtumia, à la sueur des esclaves noirs d'Afrique, mourant de faim et de mauvais traitements. Dans les grands centres, Iquitos du Pérou, Manaos et Belém du Brésil, le prix du beau et dur caoutchouc de Parâ atteignait des hauteurs vertigineuses. Les bénéfices se répartissaient diversement ; les banques faisaient des placements à des taux d'intérêt très élevés ; les directeurs touchaient des gratifications et des bénéfices énormes ; les employés qui, dans les forêts, forçaient les ramasseurs à extraire le plus de caoutchouc possible, touchaient de 20 à 50 % de commission, mais ne recevaient pas de salaires réguliers ; les autorités devaient être achetées, les journaux réduits au silence, des hommes influents soudoyés, des gardiens et des forces armées vigilantes entretenus pour assurer l'exploitation de la main-d'œuvre indigène. A la bourse de Londres, de New York et d'autres grandes villes, c'était la ruée sur les actions de caoutchouc de compagnies véritables ou frauduleuses. Dans les forêts du bassin de l'Amazone, des milliers et des milliers d'arbres étaient sacrifiés et jamais remplacés, et des tribus entières d'Indiens massacrées dans la folie de la course au caoutchouc. Des fortunes se construisaient, s'effondraient et disparaissaient tandis que le monde entier perdait la tête devant les promesses de l'or noir. De simple commodité qu'il était, le caoutchouc était soudain devenu une nécessité absolue. L'âge de l'automobile avait commencé, l'âge du caoutchouc commençait aussi. Davantage de caoutchouc ! Nous avons besoin de plus de caoutchouc, criait et hurlait le monde. Davantage de caoutchouc, à n'importe quel prix ! **N'importe quel prix !**

Au Pérou, sous une hutte indigène, au milieu des forêts qui s'étendent entre les rivières Caraparana et Igaraparana, un Indien se mourait. Il espérait mourir rapidement parce que ses douleurs étaient intolérables. Sirete, gémissait-il doucement, comme sa vie s'en allait. Sirete ! J'ai mal !

Il avait l'habitude de grandes souffrances, mais c'était là plus qu'il n'en pouvait endurer, et il voulait mourir vite. Mourir vite, c'est bien mourir, disaient les hommes de sa tribu. Ce matin, **Ils** étaient venus. **Ils** l'avaient attaché à un arbre, avaient enveloppé ses jambes de chiffons imbibés de pétrole et allumé sous ses pieds un feu de feuilles sèches, les réduisant à deux moignons noirs et calcinés. Ils l'avaient frappé avec les crosses de leurs Winchesters entre les jambes jusqu'à ce qu'il ne restât plus qu'une pulpe sanglante de ce qui avait été sa virilité ; il en coulait encore un mince filet de sang, et une épaisse agglutination de mouches bleues et de fourmis rouges se nourrissaient des caillots coagulés. Son chien se blotissait contre lui, gémissant doucement et léchant les blessures, là où trois de ses doigts avaient été coupés, trois doigts qu'il n'avait plus, mais qui cependant lui faisaient mal. Tout près de lui, quatre urubus attendaient qu'il mourût, d'horribles vautours noirs sentant la charogne. L'Indien se mourait. Et pendant qu'il agonisait, il se souvenait. Il se souvenait.

Je suis le fils de Maredaipa qui fut un grand tuchaua, un chef de la nation des Maynanes et de la tribu des Huitotos. Mon nom est Imbitide. Quand je serai mort et que mes douleurs m'auront quitté, je voyagerai dans les heureuses forêts et je chasserai avec mon père, comme autrefois dans mon enfance.

Quand j'étais un enfant, j'habitais la Grande Maison que les hommes de ma nation avaient bâtie. Elle était recouverte de feuilles d'yarina et ses murs étaient d'écorce de sachahuasa tressée. Je suis fier de la maison, fier de mon père, parce qu'il est le tuchaua et que sa parole est loi dans ma nation. Ma mère est magnifique. Elle a de gros seins ronds de mère pour nourrir mon petit frère. Elle porte ma jeune sœur sur son dos. Elle plante, avec les autres femmes de la tribu, le yucca et l'ocote sucré. Quand les hommes rentrent de la chasse et de la pêche, elle prend la cervelle, le sang et les entrailles des poissons et du gibier, et les jette dans le grand pot pour les cuire. Le pot bout toujours, et toujours règne l'odeur de la bonne et riche soupe de casaramanu dans laquelle les cœurs, les entrailles et les cervelles sont cuits avec l'ayi brûlant, et nous ne savons pas ce que c'est que la faim.

Le père de mon père était tuchaua avant lui et, quand il fut trop vieux et faible, mon père l'a tué comme le prescrit la coutume, et l'a enterré sous la Grande Maison avec les autres vieillards. Quand mon père sera vieux, je ferai mon devoir, je le tuerai et l'enterrerai sous la maison et deviendrai moi-même tuchaua.

Pour devenir un homme il faut que j'apprenne à supporter la douleur. Le brujo perce mon nez et mes oreilles et mes lèvres, et y introduit des bâtons de junco. Il m'attache des cannes à sucre autour des reins pour que les fourmis rouges attirées par le sucre s'y assemblent et me piquent. Je ne crie pas. Je ne sourcille pas. Je ne me plains pas, je suis un homme. Il y a une grande fête, on arrache mes cils et mes sourcils pour que j'aie l'air fier, et j'attache un anneau de grelots autour de mes genoux, et autour de mon cou, des dents de singe et de panta. Je bats le tambour, je joue de la flûte, je résouds des devinettes, je chante, je danse, je me saoule de cahuana. Le lendemain, j'ai une douleur dans la tête comme si une guêpe était prise à l'intérieur. Tous les hommes de ma nation ont des douleurs dans la tête le lendemain de la fête de ma virilité.

Je suis un homme et il me faut une femme. Je choisis une femme de la nation des Yabujanas et aussi de la tribu des Huitotos. Je vais à leur Grande Maison et je pends à leur chevron un sac avec des présents de coco. J'attends leur décision dans les buissons. Après plus de jours que ma main n'a de doigts, le sac est décroché en signe qu'ils veulent me donner une femme. J'apporte des présents à son père et au tuchaua, et je vais dans la forêt ramasser du petit bois pour sa mère. Mon père me donne une place dans la Grande Maison, où mettre mon hamac et mes armes et mon panier et mon foyer et mon pot. J'appelle ma femme Ocote parce qu'elle est douce et mûre comme le fruit, et qu'elle m'est utile. Elle plante et cuit pour moi, elle me badigeonne le corps de jagua noir pour éloigner les mouches et les moustiques. Je deviens gros et paresseux et heureux et je ne connais pas la faim.

Il vient un, deux, trois hommes blancs, Blancos, qui visitent toutes les maisons dans cette partie de la forêt. Les Blancos sont grands, gros et forts. Mon père est l'homme le plus grand de notre nation, mais sa tête atteint seulement la hauteur de leurs épaules et nous rions. Il met de grandes plumes sur sa tête pour avoir l'air plus grand, mais il a toujours l'air d'un enfant à côté d'eux. Les Blancos

FEUILLETON

sont habillés sur tout le corps et nous sommes complètement nus. Les Blancos transpirent et nous n'avons pas trop chaud. Nous rions des Blancos. Nous craignons les Blancos, mais ils nous donnent des présents nombreux et magnifiques. Ils nous donnent de grands et magnifiques couteaux et de petits couteaux et des miroirs dans lesquels on se voit comme dans l'eau profonde et noire. Ils donnent de magnifiques perles à nos femmes et de petits poissons dans des boîtes plates. Ils nous donnent de l'aguardiente, nous leur donnons de la cañuana Nous célébrons le solennel chupe de tabac, où mon père qui est le chef, trempe son doigt dans le pot de tabac, et tous les hommes de la nation trempent aussi leur doigt dans le pot de tabac et jurent le serment solennel. Nous sommes amis et nous sommes assis ensemble et nous rions beaucoup. Nous faisons une grande fête et des danses pour nos nouveaux et riches amis. Nous sommes saouls et très heureux.

Les Blancos nous apportent un message amical de leur grand maître qui possède toute la forêt. Il possède les rivières aussi. Il invite ma nation à lui rendre visite dans un endroit qui s'appelle la Chorrera, sur la rivière Caraparana. Là, il nous donnera plus de présents encore et fera pour nous une grande fête, il nous donnera des armes à feu et nous serons ses hôtes et ses enfants. Nous lavons nos corps dans la rivière et nous les frottons d'huile pour qu'ils sentent bon, et nous peignons nos visages et attachons autour de nos reins de fraîches ceintures de elanchama, et nos mères et nos sœurs et nos femmes sont très excitées, elles prennent leurs bébés sur leur dos et leurs enfants par la main et elles baragouinent et bavardent comme un troupeau de singes. Nous voulons fabriquer des hamacs pour notre père si riche et lui apporter des fruits de la forêt, parce que nous ne voulons pas arriver les mains vides. Mais les Blancos nous disent que leur Grand Maître désire que nous lui apportions du jebe comme présent. Mais nous ne savons pas ce dont il s'agit. Nous apprenons que c'est le lait qui coule des blessures d'un arbre de la forêt. Nous avons toujours connu et utilisé ce lait, mais dans le langage Huitoto, on l'appelle isiré. Avec les machetes qu'ils nous ont donnés, nous allons entailler tous les arbres que nous pouvons trouver. Quand le lait est coagulé, nous le retirons de l'écorce et le battons pour en former une boule. Nous chargeons ces boules de jebe sur notre dos et nous sommes fiers d'avoir de belles et lourdes boules parce que les Blancos nous ont dit que nous recevrions autant de présents de notre maître que nous lui apporterons de jebe. Et nous sommes très heureux.

Nous allons très loin dans la forêt avec nos boules de jebe sur le dos, très loin et très loin, et nos femmes sont fatiguées, et la sueur coule sur nos corps, et nos épaules nous font mal. Nous voulons suspendre nos hamacs aux arbres et nous reposer et manger, mais les Blancos nous entraînent parce que le maître nous attend. Les Blancos sont des gens très impatients. Mayai... Mayai... dépêchez-vous, tout le temps. Ils sont terriblement impatients et nous frappent avec la crosse de leurs armes à feu si nous n'allons pas assez vite. Nous voudrions nous enfuir, retourner à nos maisons, mais nous avons peur. Deux garçons, pas encore mariés, tournent les talons et s'enfuient en courant parce qu'ils ont peur. Les jeunes gens Huitotos peuvent courir très vite, mais le feu des carabines des Blancos peut aller plus vite encore, il vole plus rapide que la flèche la plus rapide. Il attrape les deux garçons et les tue. Leur mère crie et nous dit que nous devrions tuer les Blancos parce que nous sommes plusieurs fois plus nombreux que les doigts de la main et qu'eux ne sont qu'un, deux, trois. Mais nous avons peur. Nous, les Huitotos, sommes des gens petits et craintifs et n'avons encore jamais tué d'étrangers. Nous marchons. Mayai Mayai, et ne sommes plus heureux du tout.

Nous arrivons à la Chorrera dans la soirée, et il y a une grande fête comme les Blancos nous l'ont promis. La Chorrera est un endroit comme nous n'en avons jamais vu. La forêt est dégagée sur le bord du fleuve, mais il n'y a pas de culture de yucca ni d'ocote. Il y a de grandes maisons où ils mettent les boules de jebe, le long du rivage. Une de ces maisons est pleine de présents pour nous. Nous n'avons jamais vu tant de présents et nous sommes très heureux. Il y a beaucoup d'hommes dont les visages ne sont pas peints mais sont pourtant de différentes couleurs. Quelques-uns sont bruns, quelques-uns comme du café, d'autres un peu plus rouges, d'autres plus blancs, d'autres plus verts, mais les plus grands et les plus forts sont tout noirs et viennent d'une île très lointaine appelée Barbade. Il y a des hommes qui sont habillés et portent des armes à feu et d'autres qui sont nus comme nous le sommes. Tous les hommes sont ivres et nous le devenons rapidement nous-mêmes. La place est éclairée par des torches et des feux de joie. Il y a aussi des lampes très jolies qui brûlent doucement comme les yeux d'un enfant. Je demande le nom d'une de ces lampes (je n'en avais jamais vu de pareilles) et j'apprends qu'on les appelle des lampes à pétrole. J'aimerais qu'on me fît cadeau d'une de ces lampes, j'aimerais une lampe à pétrole qui pendrait dans le coin de notre sombre Grande Maison. Je crois que j'apporterai beaucoup de jebe à la Chorrera et je demanderai aux Blancos une lampe comme celles-là. Je veux une lampe à pétrole.

Un homme blanc, très saoul, sort d'une de ces maisons et les hommes crient tous ensemble : « El juge ! El jefe ! ». Il tient une bouteille à la main : il rit et lui et deux autres commencent à nous jeter des présents : encore de ces petits poissons qu'ils appellent sardines et des miroirs et des couteaux et des morceaux d'étoffe. Chacun se bouscule, court et se précipite et crie et pleure comme dans un jeu. Il y a de plus en plus de rires et de cris et une joie comme je n'en avais jamais vu ni avant celle nuit-là, ni après. Un autre homme sort de la maison et reste debout sur l'escalier, ils l'appellent El Boliviano. Il a la figure la plus blanche que l'on puisse voir, il a l'air de l'homme pâle de la forêt que l'on n'aperçoit que le jour où l'on doit mourir.

— Ecoutez, hommes, crie-t-il, écoutez-moi ! Chaque cauchero qui aujourd'hui a apporté sa fabrica pleine de cinq arrobas peut aller aux femmes.

A ces mots, tous les hommes nus s'élancent vers une petite maison au risque de se tuer les uns les autres tant ils sont pressés d'arriver les premiers sur les marches, où deux gigantesques Barbados les obligent à se mettre en file.

Les hommes Huitotos sont comme les mâles de l'oiseau jacami. Ils n'ont qu'une femelle au nid et pas plus. Ils sont trop doux pour avoir plusieurs femmes, parce que les femmes ont des voix aigres et des ongles tranchants. Aussi je n'arrive pas à comprendre pourquoi se battent tous ces hommes nus.

— Est-ce que chacun va avoir une femme maintenant ? Et pourquoi sont-ils si mal élevés ? J'avais posé cette question à un homme assis par terre à côté de moi. Il était vêtu comme un Blanco et avait une carabine, mais il était petit et avait une face de Huitoto. Je vois qu'il ramasse un petit couteau avec ses doigts de pied comme un Huitoto et cela m'encourage à lui parler.

— Est-ce que chaque homme va voir une femme maintenant ?

— Oui, chacun aura son tour, nous n'en avons que six dans cette maison et deux cents hommes doivent passer cette nuit. J'espère que les filles sont solides. Le mois dernier, une d'elles en est morte.

— Je ne comprends pas ?

— Tu comprendras bien une fois ou l'autre, idiot. Quand les femmes sont amenées à la section, le jefe prend les plus jeunes et les plus jolies pour lui, comme c'est son droit. Entre neuf et quinze ans. Celles qu'il ne veut pas, il les refile à son subjefe et à ses lieutenants. Quand ils en ont assez, ils nous les passent à nous. On nous appelle les Racionales. parce que nous sommes pleins d'intelligence et que vous autres Indiens n'en avez pas. Vous n'êtes pas des hommes du tout, vous êtes des bêtes. Les femmes de la petite maison sont bien assez bonnes pour vous.

— Je ne comprends pas. N'êtes-vous pas un Huitoto ?

— Tu deviens insolent, animal, tu seras fouetté. Je viens d'Iquitos et mon père était un gentilhomme péruvien.

— Je ne comprends pas. Tous ces hommes n'ont-ils donc pas de femme qu'ils se battent de la sorte comme des pirates qui sentent le sang ?

— Les animaux n'ont pas de femmes, dit en riant le Racional. Les femmes dans cette maison ont été enlevées à leurs maris. Si tu n'apportes pas assez de jebe, on t'enlèvera aussi la tienne.

(à suivre.)

Victor Serge :

“LES ANNÉES SANS PARDON”

LES années sans pardon, **le roman jusqu'à présent inédit de Victor Serge que viennent de publier les éditions Maspéro, sans être, et de loin, le meilleur, traduit certainement mieux que toute autre œuvre du même auteur le drame que celui-ci a vécu. Non pas le drame personnel d'un individu, mais le drame de toute une génération militante.**

Victor Serge fut en effet de ceux qui, après avoir jeté toute leur énergie et tous leurs espoirs dans la révolution russe d'Octobre 1917, après avoir forgé de leurs mains le premier grand Etat ouvrier dont l'instauration devait ouvrir la voie à un ordre social nouveau, assistèrent impuissants à la monstrueuse dégénérescence stalinienne, à la métamorphose de la « plus vaste démocratie des travailleurs » en une des plus terrifiantes machines étatiques qui se puissent concevoir. A ce point impitoyable que, de 1930 à 1940, elle broya successivement tous ceux qui, fidèles à leur foi en une société nouvelle, osèrent se dresser contre elle et dénoncer son caractère usurpateur.

Comme l'exprime le militant espagnol Julian Gorkin, qui suivit Victor Serge dans son exil au Mexique : « Victor Serge portait en lui la tragédie de la révolution russe se dévorant elle-même ». **Il la portait si profondément, en effet, qu'il ne pouvait en chasser les images qui l'assaillaient. Et ce sont les images de cette tragédie, images qui hantaient l'esprit de Victor Serge-militant, que Victor Serge-artiste ressuscite dans ce dernier roman.**

Sans pardon ces années le furent pour les millions de prolétaires russes ou allemands qui, pour n'avoir pas su sauvegarder et étendre les conquêtes révolutionnaires, expièrent par la montée du nazisme et le cataclysme sanglant de la Seconde Guerre mondiale.

Tout aussi sans pardon furent-elles pour la poignée de militants révolutionnaires qui échappèrent peut-être momentanément aux griffes staliniennes, mais n'échappèrent pas pour la plupart aux souffrances de l'exil physique et moral, à la torture d'assister impuissants aux défaites et à la démoralisation du prolétariat... et d'eux-mêmes.

Dans ses « Carnets », rédigés comme son roman à la fin de la guerre et dans l'immédiat après-guerre au Mexique, V. Serge confiait : « C'est terriblement difficile de créer dans le vide, sans le moindre appui, sans la moindre audience... Ecrire pour le seul tiroir, à 50 ans passés, devant un avenir obscur et sans exclure l'hypothèse que les tyrannies dureront plus que ce qui me reste de vie ».

V. Serge a quand même écrit « Les années sans pardon », **et son roman, malgré son style très décousu et hâtif, qui laisse penser que son auteur était pressé d'écrire ce qu'il avait à dire, vaut la peine d'être lu. Mais contrairement à la plupart des héros de ses œuvres antérieures, ceux de ce dernier roman ne sont pas des combattants révolutionnaires, ou ne le sont plus, et sa lecture ne peut manquer de laisser l'impression qu'il est l'œuvre d'un militant fini. Fini non pas en ce qu'il renierait intellectuellement et sentimentalement la révolution socialiste pour laquelle il avait jusqu'alors vécu, mais fini parce qu'il semble avoir définitivement abandonné toute perspective de combat en ce sens.**

Victor Serge

(Photo Viollet)

« Les années sans pardon », **c'est une série de tableaux indépendants, liés entre eux par le récit des angoisses d'un ex-agent secret du N.K.V.D. qui démissionne de ses fonctions au service de la bureaucratie stalinienne et est traqué jusqu'à la mort par la machine policière de celle-ci ; ce sont des images du terrible siège de Léningrad et de l'anéantissement sous les bombes d'une petite ville allemande en 1945 ; mais par-delà toutes ces images du stalinisme et de la guerre, ce qui en émane, c'est surtout l'expression de l'essoufflement de toute une génération combattante.**

M. V.

(Maspéro éditeur, 18,10 F.)

Cinéma

“Le propriétaire”

L'ACTION se déroule à New York. Le personnage central, Elgar est un grand garçon de 29 ans qui vit encore chez son papa et sa maman dans une famille très riche... et très raciste. Les serviteurs de la maison sont Noirs.

Or, voici qu'à 29 ans révolus, ce grand garçon fait sa crise d'adolescence. Il décide, en effet, d'investir son capital dans l'immobilier, mais attention : dans un quartier noir.

Dès lors, le film nous montre les démêlés du « propriétaire » avec ses locataires noirs. Des locataires qui ne payent plus leur loyer depuis belle lurette, ce qu'on comprend facilement quand on voit l'état de leur immeuble. Elgar renonce rapidement à encaisser ses rentes, et entreprend le ravalement de l'immeuble à ses propres frais. Très mal à l'aise au début, il cherche à se faire accepter par un milieu qui lui est étranger. Il y renoncera finalement, après s'être néanmoins lié avec une mulâtre, ce qui ne l'empêche pas, par ailleurs, d'engrosser une Noire authentique, lors du séjour en prison du mari de cette dernière.

Dans l'ensemble, le film est plein d'humour et de piquant, et on ne s'ennuie pas un seul instant. Mais, en dehors de cela, c'est un film superficiel avec des personnages fabriqués. Visiblement, le metteur en scène connaît bien la bourgeoisie américaine raciste, qu'il ridiculise à merveille... mais, par contre, il méconnait de toute évidence les Noirs américains, malgré la sympathie qu'il affiche à leur égard. Quand on sort de la salle, on a le sentiment d'avoir vu un film sur des intellectuels de gauche déguisés en Noirs américains.

Jean-Louis CHAMPENOY.

SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 26 octobre

20 h 30 : (2e chaîne) :

Un western de Delmer Daves : « La flèche brisée ».

Mercredi 27 octobre

20 h 30 : (2e chaîne) :

Les dossiers de l'écran : « La conquête de l'espace » avec un film de John Sturges : « Les naufragés de l'espace ».

Dimanche 31 octobre

22 h 40 (2e chaîne) :

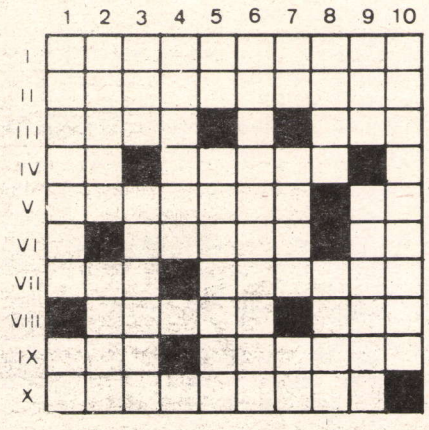
Ciné-Club : « Les bourreaux meurent aussi », un film de Fritz Lang.

Lundi 1er novembre

20 h 30 (2e chaîne) :

Une émission policière : « Les cinq dernières minutes ».

« Cet Anglais nommé Chaplin ».



HORIZONTALEMENT. — I. Procurent un portefeuille à Poujade. — II. Donnerai des nausées. — III. Epinglé - Lettre grecque. — IV. Une demi-victoire de Napoléon - Pareille. — V. Sert à gâcher - Dans l'alcool. — VI. Choisir - Permet de prendre la mesure d'un cercle. — VII. A moitié sosie - Ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. — VIII. Un étang qui sent le pétrole (inversé) - Vieille colère. — IX. Un machin plein de machinations - En salade, quel mélange ! — X. Satisfaire au-delà des besoins.

VERTICALEMENT. — 1. Caillou rare - Conjonction. — 2. Teinter de jaune foncé - Ville d'Allemagne de l'Est. — 3. A ses tables - On est tous passés par là. — 4. Plomber. — 5. Voyelles doublées - Usera. — 6. Nous roulent dans quelques villes de province. — 7. La fin de la vie - Ville russe bouleversée - Pour mettre Paris dans une bouteille. — 8. Limite - Fait le mur dans la savane. — 9. Tanne à rebrousse poil - Travail d'hommes masqués qui profitent de votre sommeil. — 10. Des sœurs très liées.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	F	A	S	C	I	S	T	E	S
II	O	S	E	E	■	A	U	B	E
III	U	C	I	■	P	I	T	O	N
IV	R	E	N	N	E	S	■	U	I
V	M	N	■	■	R	■	M	E	L
VI	I	C	A	R	E	■	I	U	E
VII	L	E	R	O	■	C	N	R	S
VIII	L	U	M	I	E	R	E	S	■
IX	E	R	E	■	V	I	E	■	O
X	■	S	E	V	E	■	S	O	N

Budget 1972 :

PLUS D'IMPOTS POUR LES TRAVAILLEURS PLUS DE CREDITS POUR LES PATRONS...

GRACE à l'amendement Marette, l'emprunt Pinay a tenu le devant de la scène lors de la discussion budgétaire. L'aspect scandaleux d'une certaine fraude fiscale bien connue a estompé en partie le débat sur le budget lui-même.

Et pourtant, il n'est pas moins scandaleux de voir comment les contribuables continueront à être rançonnés, que de voir comment les grosses fortunes échappent à l'impôt sur l'héritage.

Le total des recettes de 1972 s'élèvera à 190 milliards 300 millions en 1972 contre 173 milliards en 1971. Ce qui représente un accroissement de 10 % dont l'essentiel sera le produit de l'impôt. Ce dernier représentera une moyenne de 2.400 francs par tête d'habitant.

Environ 30 % des impôts proviennent des impôts sur le revenu dont l'essentiel est payé par les salariés. Et 65 % sont des impôts indirects, c'est-à-dire frappent proportionnellement plus durement les petits salariés.

Cela n'empêche pas les services rendus d'être chers et mal organisés : transports lamentables, hôpitaux mal équipés, P.T.T. de plus en plus perturbés, etc. La doctrine en 1972 sera encore la « rentabilité », c'est-à-dire faire payer de plus en plus cher les usagers.

Pour le ministre des Finances, son budget se justifie par le choix d'une politique visant à soutenir l'activité économique et à empêcher le chômage. C'est du moins ce qu'il prétend. On continuera donc à subventionner les patrons avec l'argent des ouvriers par le canal des crédits d'équipement. C'est ce que le rapporteur général de la commission des Finances appelle : « la voie du courage ».

Les princes qui nous gouvernent ont besoin d'entourer leurs actes de vertus morales. C'est bien connu, les patrons n'exploitent pas les ouvriers, ils « leur donnent du travail ». Et pour que les patrons continuent à être généreux, il faut que les ouvriers continuent à leur donner leurs sous en impôts.

Parce qu'il y a la crise monétaire, et notre ministre des Finances veut par son budget « maintenir la compétitivité de nos prix, soutenir notre effort d'investissement et éviter tout dérèglement inflationiste ».

Evidemment, on ne pouvait attendre d'un gouvernement bourgeois qu'il limite l'inflation et assure la « compétitivité » en diminuant les profits des patrons. On ne pouvait attendre de lui qu'il résorbe le chômage en diminuant le temps de travail. Tout cela est contraire à la nature du système.

Ce qui ne l'est pas, c'est de continuer à rançonner les travailleurs au nom de leurs prétendus intérêts.

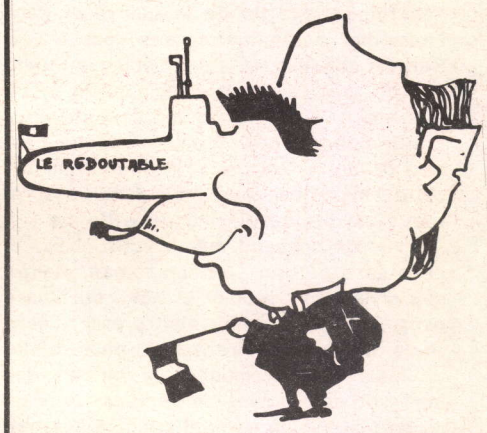
Gouvernement de menteurs, gouvernement de voleurs, le budget de 1972 est là, une fois de plus, pour nous le prouver..

Jean LAMARCK

UN DRAGUEUR DANS LA RADE DE BREST

PEUT-ETRE n'est-il pas nécessaire de prétendre faire la révolution tous les ans », *déclarait Pompidou aux Brestois. Vous voilà rassurés, Français de Bretagne ou d'Alsace, notre président, pas plus cette année que les précédentes n'ira attiser la tempête aux quatre coins de l'hexagone. On respire.*

Non, sa tâche est autre. Après avoir testé le Concorde afin de démontrer que cet avion tant décrié était capable de transporter UN président de la République à mach-2, il a été faire un petit tour sur « Le Redoutable », histoire de confirmer que nous n'étions plus au temps de la marine à voile. Nous attendons avec impatience qu'il nous fasse une démonstration de gymkhana en AMX, puis qu'il chausse les godillots de tirailleurs. Alors, nous pourrons, non sans une certaine fierté, nous vanter d'avoir en France un chef de l'Etat tout terrain.



Quant aux civils, qu'ils sachent qu'on ne les oublie pas. On est même généreux. On ne lésine pas... sur les promesses. D'ailleurs Pompidou, voulant ainsi marquer la continuité, a rappelé celles que son maître et prédécesseur, De Gaulle, faisait à Quimper, peu de temps avant sa retraite. Autoroutes, élargissement de la forme de radoub... La Ve n'oublie pas. Au train où vont les choses, ces projets peuvent tenir jusqu'à la fin du septennat et servir encore à une ou deux tournées électorales en pays d'Armor. Pompidou connaît l'art d'accommoder les morceaux et sait tout le parti que l'on peut tirer des restes des vieux discours. Austérité, le barnum de la Ve marche à l'économie. Foin de démagogie, pas de promesse nouvelle !

Les journaux nous ont dit que quelques Brestois avaient trouvé Pompidou très bien. Bien leur en fasse. France-Soir *nous rapporte même qu'une assistante, dans la foule a crié :* « Pompidou, t'es un chou ». *On ne contrôle pas les élans du cœur ! Etait-ce une fine allusion aux problèmes des agriculteurs du Léon ?*

Mais en tout Etat de cause, notre président a mérité, après un tel hommage, le titre de premier dragueur de la rade de Brest. C'est notre marine nationale qui doit être contente !

J.-P. V.

Quand la bourse joue à la Marette

LA rente Pinay est sauvée, le prestige de la France aussi.

On respire. Mais les milieux financiers se demandent avec inquiétude si quelque virus malin n'aurait pas pris pour cible nos braves députés U.D.R. ; après Souchal qui voulait faire lever le secret bancaire, voici Marette qui aurait voulu supprimer un excellent moyen de frauder (légalement) le fisc. Quant au porte-parole de l'U.D.R., il caractérisait ainsi l'esprit de son parti : « *la tendance la plus forte serait plutôt au jacobinisme* » !

« *L'Opinion économique et financière* » n'a pas craint de dénoncer « *une escalade affligeante dans la démagogie, à dix-huit mois des élections* » ; elle rappelle à nos godillots — heureusement plus bêtes que méchants — « *qu'ils n'ont pas été élus pour cela* ».

Que M. Marette veuille se faire un nom, c'est son droit ; mais qu'il ne s'en prenne pas à « *la grandeur de la France* » ; il y a des choses sacrées !

L'emprunt Pinay n'est pas seulement un placement de père de famille ! Emis en 1952, puis en 1958, pour tenter de faire revenir les capitaux qui s'évadaient à l'étranger, il est exonéré des droits sur les successions. Aussi dans les bonnes familles, il n'est pas rare de voir les futurs héritiers vendre tout ce qui est vendable pour en acheter, tandis qu'on retarde par tous les moyens (dont la tente à oxygène) le décès légal du mourant.

Mais l'emprunt Pinay a d'autres utilisations. Anonyme, exempt d'impôt sur le revenu et sur les plus-values de cession, il se prête à toutes les combinaisons.

Lorsqu'une source de revenus n'est pas avouable (donation illégale, revenus non déclarés, ou non avouables, etc.), on a toujours la possibilité de se procurer de l'emprunt Pinay puis de le revendre par l'intermédiaire d'un notaire. L'argent sera ainsi purifié, il n'aura non seulement pas d'odeur, mais en plus n'aura plus d'origine indigne.

Rien d'étonnant à ce qu'il existe de véritables officines de location d'emprunt Pinay !

Rien d'étonnant, non plus, au tollé qu'a soulevé la proposition Marette d'imposer une possession de deux ans pour bénéficier de l'exonération des droits successoraux, et celle d'Edgar Faure (rien de ce qui fait du bruit ne lui est étranger) de rembourser ou convertir l'emprunt Pinay.

Chacun parlait du « *crédit de l'Etat* », de « *la valeur des promesses* ». Comme si ceux qui nous gouvernent n'avaient jamais promis « *qu'il n'y aurait pas de dévaluation* », ou « *qu'en 1971, l'impôt sur le revenu des non-salariés diminuerait de 3 %* » !

Mais, pendant ce temps-là, des petits malins qui avaient vendu leurs titres au plus haut cours (avant l'annonce de l'amendement Marette) rachetaient au plus bas. D'autres, « se doutant » que Giscard dirait non, achetaient au plus bas pour revendre après la remontée des cours.

La Commission des opération de bourse a ouvert une enquête...

Pauvre Marette ! Encore un député de la majorité que Pompidou devra déclarer « naïf ».

Cela commence à devenir un véritable portrait-robot du député U.D.R. : proche du pouvoir, naïf, et mêlé à des scandales financiers.

Louis BERTRAND.

Meetings de

lutte ouvrière

sur le thème

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LE P. C. F.

Le P.C.F. est-il le parti de la classe ouvrière ?

A SAINT-ETIENNE

Jeudi 4 novembre, à 20 h 30

AMICALE CHAPELON
9, rue Benoît-Malon
(près de la place Jacquart)

A LYON

Vendredi 5 novembre, à 20 h 30

PALAIS DU TRAVAIL
Derrière la mairie de Villeurbanne (bus n° 7)

Tous nos lecteurs et sympathisants ainsi que tous ceux qui s'interressent aux idées révolutionnaires sont invités à venir nombreux assister à ces meetings qui seront suivis de débats.